Le No 1 de la finance et de l'économie au Québec

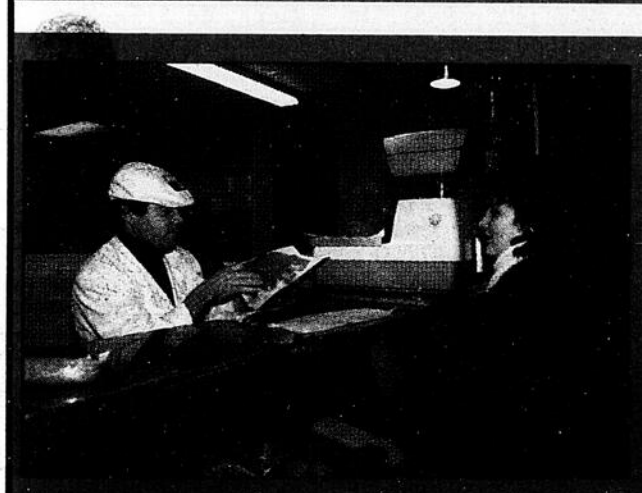
LES AFFAIRES

Samedi 28 janvier 1989 40 pages

CAHIER SPÉCIAL

L'économie en 1988

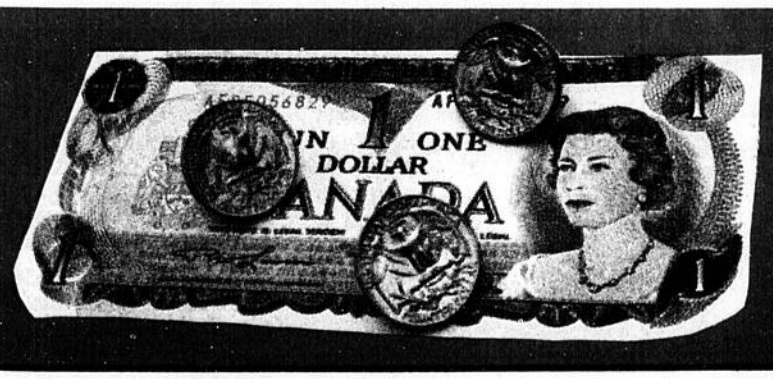
PNB: taux de croissance réel de 3,5 % en ralentissement sur 1984 et 1985



Stabilité de la hausse des prix à la consommation: + 4 %

Taux de chômage: 9,9 %, sous la barre des 10 % pour la première fois en 5 ans





$ canadien: 0,72 $ US
(en moyenne)

Selon les prévisions de 24 organismes économiques consultés par LES AFFAIRES

Le taux de croissance en termes réels du PNB canadien ralentira au cours de 1986

Selon les prévisions de 24 organismes économiques consultés par LES AFFAIRES, le taux de croissance en termes réels du produit national brut (PNB) devrait se situer autour de 3,5 % en 1986, au Canada.

Ce chiffre est la moyenne des prévisions des organismes dont on trouvera le tableau en page S-3, ci-contre. En dollars courants, la croissance moyenne du PNB sera de 7,5 %. L'indice des prix à la consommation se situera pour sa part à 4,2 %.

Les plus optimistes sont les économistes de la maison de courtage en valeurs mobilières **Walwyn Stodgell Cochran Murray** qui prévoient un taux de croissance réel de 4,5 %. Les prévisions les plus pessimistes viennent de la **Banque de Commerce** avec 2,8 %. L'écart est appréciable, mais la plupart des organismes ont estimé la croissance du PNB canadien en 1986 entre 3 et 4 %.

Les prévisions pour 1985

Les mêmes organismes (à l'exception du **Conference Board** dont les chiffres n'étaient pas prêts, cette année) avaient prévu l'an dernier, pour 1985, un taux de croissance de 2,7 % en moyenne. Ils avaient sous-évalué la performance de l'économie canadienne dont le taux de croissance estimé devrait atteindre les 4,3 %, en 1985, environ. On ne connaîtra les résultats exacts qu'au début du mois de mars.

Les 2,7 % prévus se rapprochaient plutôt du taux de croissance de l'économie américaine qui devrait être, pour 1985, de 2,5 %. Mais la croissance de l'économie canadienne, pour la première fois depuis 1980, a dépassé en 1985 celle de l'économie américaine.

En 1984, le taux de croissance de l'économie américaine avait dépassé celui du Canada (6,8 % comparativement à 5 %). Mais depuis les dix derniers trimestres, la croissance du PNB canadien surpasse, avec un taux de 14 %, celle du PNB américain (13 %). Le phénomène était fréquent au cours de la décennie 70, a fait remarquer aux AFFAIRES le **Dr Raymond Théoret,** économiste sénior à la **Banque nationale du Canada.**

Le produit national brut comprend la valeur de tous les biens et services produits par les résidents d'un pays, incluant les revenus gagnés à l'extérieur du pays. Le produit intérieur brut, lui, n'inclut pas les bénéfices sur le capital investi par les résidents à l'extérieur du pays.

Ainsi, en 1980, le PIB américain a connu un taux de croissance négatif (-0,4 %) alors que le canadien enregistrait un taux positif de 1 %.

L'avenir

Selon le scénario de référence de la Direction des études économiques de la **Caisse de dépôt et placement du Québec,** la croissance de l'économie canadienne devrait surpasser l'américaine au cours des 4 prochaines années, sauf en 1988 où elle devrait être égale dans les deux pays (+ 1,7 %). Par contre, en 1990, le taux de croissance rée; devrait se situer autour de 4 % aux États-Unis, supérieur au Canadien (3,7 %). La Caisse ne prévoit donc pas de récession au cours des cinq prochaines années, mais un ralentissement accentué qui commencera au deuxième semestre de 1987 (+ 1,4 % pour l'année aux États-Unis et + 2,2 % au Canada et en 1988 (+ 1,7 % dans les deux pays).

Par contre, d'autres organismes prévoient un taux de croissance qui sera en 1986 plus élevé aux États-Unis qu'au Canada. C'est le cas, par exemple, de **Montrusco & associés** qui prévoit pour l'année naissante un taux de 4 % aux États-Unis et de 3 % seulement au Canada.

L'**Association des manufacturiers canadiens** s'attend, pour sa part, à une augmentation du taux de croissance de l'économie en 1986 de seulement 2,5 % aux États-Unis et de 3 % au Canada.

La Banque nationale du Canada va, grosso modo, dans le même sens, en prévoyant 2,4 % aux États-Unis et 3 % au Canada. Son service des études économiques prévoit "un repli économique d'envergure (qui) devrait apparaître au deuxième trimestre. Le relèvement des impôts décrétés par le gouvernement fédéral pour abaisser son déficit pèsera sur la progression des dépenses de consommation".

"Un recul sensible du taux d'épargne, poursuit la BNC, permettra cependant de modérer l'effet négatif sur la consommation du resserrement de la politique fiscale".

Prévisions des composantes

La croissance moyenne de l'indice des prix à la consommation prévue pour 1986 par les organismes rejoints par LES AFFAIRES devrait se situer à 4,2 %, en hausse sur l'année 1985 dont les résultats estimés devraient se chiffrer à 3,5 %. En 1984, l'indice des prix avait atteint la même hauteur aux États-Unis et au Canada (4,3 %). Cet indice est la mesure la plus courante de l'inflation.

L'an dernier, les organismes consultés par LES AFFAIRES avaient, en moyenne, prévu une augmentation de l'indice des prix à la consommation de 4,5 %, un peu en hausse sur les résultats prévus pour 1985. Mais la moyenne avait été gonflée par les prévisions de la Caisse de dépôt et de placement qui avait estimé à 6,5 % la croissance des prix à la consommation.

La Caisse rejoint, cette année, la moyenne. Les plus optimistes viennent du courtier **Wood Gundy** qui ne prévoit que 2,5 % d'augmentation de l'indice des prix alors que le courtier **Midland Doherty** ne craint pas, lui, d'envisager 5 % ! Les prix à la consommation devraient donc augmenter de 4 à 4,5 %.

C'est dans la hausse des profits avant impôt qu'on peut observer les plus grandes disparités dans les prévisions. La Banque nationale du Canada ne prévoit que 1,5 % de hausse alors que Walwyn annonce 25 %. La hausse moyenne est de 8 %, la **Fiducie du Québec, Merrill Lynch Canada** et Wood Gundy ont fait des prévisions qui si situent dans la moyenne avec 8 %.

En ce qui concerne les salaires bruts, la moyenne des hausses prévues frise les 4,5 %. Les écarts, ici, sont moins prononcés: Wood Gundy les voit en hausse de 3,4 % et l'Association des manufacturiers canadiens, de 5 %. Seul le Conseil économique du Canada prévoit des hausses atteignant les 7,3 %.

Le taux de chômage est le plus prévisible. À 9,9 %, il est en baisse sur son niveau actuel au-dessus de 10 % et il se situerait ainsi pour la première fois depuis plusieurs années en bas de deux chiffres de pourcentage.

Pour ce qui est du dollar canadien, la **Banque de Nouvelle-Écosse** évite de se mouiller avec une fourchette allant de 68 à 73 cents américains alors que la prévision moyenne atteint 72,1 cents US.

Il reste à savoir si le dollar canadien se reprendra après sa dégringolade du début de l'année malgré les hausses répétées du taux préférentiel des banques.

Reste aussi à savoir si la hausse des taux d'intérêt visant à empêcher la baisse du dollar sera suivie d'une baisse éventuelle comme le prévoient plusieurs économistes, à commencer par ceux de la Banque nationale du Canada.

Si les taux d'intérêt restaient en hausse, ils risquent de gripper le taux de croissance de l'économie et de projeter l'inflation vers le haut.

Mais ce n'est pas là l'avis des experts qui, malgré un ralentissement de la croissance en 1986, voient quand même celle-ci comme soutenue.

CLAUDE PICHÉ

Nouvelle inscription à la Bourse de Montréal

WAFERBOARD CORPORATION LIMITED



Les actions subalternes de deuxième rang de Waferboard Corporation Limited furent inscrites à la Bourse de Montréal le 12 décembre 1985. De gauche à droite, M. Roger Reinhardt, membre du conseil d'administration de la compagnie, Francine Beauchemin, vice-présidente de la réglementation des marchés à la Bourse de Montréal et M. Gaston Malette, président et président-directeur général de Waferboard Corporation Limited.

Waferboard Corporation Limited et ses filiales produisent du bois d'oeuvre, des panneaux gaufrés et des panneaux de finition pour l'industrie de construction et des panneaux agglomérés pour être utilisés dans la production de meubles. Les usines et entrepôts sont situés à Timmins et New Liskeard, Ontario et à St-Georges-de-Champlain, Québec.

La Bourse de Montréal offre des instruments de gestion de risques à l'industrie forestière Nord-Américaine. Actuellement on y transige un contrat à terme sur le bois de sciage. La Bourse de Montréal est sur le point de mettre en marché un contrat à terme sur la pâte de bois qui sera lancé au début de 1986.

Le futur est arrivé... plus tôt qu'on le pensait!



L'EXEC.PARTNER de Panasonic la fine pointe de la technologie de demain pour l'homme d'affaires d'aujourd'hui...

- L'EXEC.PARTNER de **Panasonic** compatible avec les logiciels et le matériel de IBM, ce qui en fait un partenaire indispensable.
- Le microprocesseur 8086-2 à 7.16 MHz de L'EXEC. PARTNER offre une plus grande vitesse d'exécution.
- Le nouvel écran PLASMA (graphique) permet d'obtenir une qualité supérieure du détail de l'image et en facilite la lecture.
- Mémoire vive (RAM) de 256K extensible à 640K
- L'EXEC.PARTNER de **Panasonic** avec imprimante à capacités graphiques intégrée. De modes standard et qualité lettre.

Les produits industriels Panasonic — Le souci de la perfection

3,999$ (incl. 2 unités de disquettes)

micro ordinateurs ACGL Inc

DÉMONSTRATION SUR RENDEZ-VOUS À VOS BUREAUX

5512 Jean-Talon est, Montréal, QC, H1S 1L9
Tél.: 255-3799 - 253-7999
291 boul. de la Concorde est, Laval (Pont-Viau), H7G 2E5
Tél.: 667-4971

IBM est une marque déposée de International Business Machines Corporation.

24 EXPERTS PRÉDISENT CE QUE SERA LE COMPORTEMENT DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE EN 1986

INSTITUTIONS	Produit national brut (PNB) variation en % en $ courants	Produit national brut (PNB) variation en % en termes réels	Indice des prix à la consommation (variation en %)	Ventes au détail (% d'augmentation ($ courants)	Nombre de mises en chantier	Hausse des profits avant impôt (%)	Dollar canadien (en cents U.S.) (moyenne annuelle)	Taux de chômage (%)	Hausse des salaires bruts (%)	Balance commerciale (marchandises (milliards $)	Balance du compte courant (milliards $)
Association des manufacturiers canadiens	7,5	3,5	4,3	7,0	165 000	9,0	72	9,5	5,0	21,0	0
Banque de Commerce	7,1	2,8	4,4	6,9	167 000	4,0	71	10,3	4,2	16,0	–4,7
Banque de Montréal	7,4	4,0	3,9	—	174 000	3,9	70,9	10,3	4,1	16,2	–2,6
Banque de Nouvelle-Écosse	7,3	3,5	4,3	7,0	185 000	7,0	68-73	9,8	3,5	19,0	–1,2
Banque Nationale du Canada	7,0	3,0	4,4	8,0	165 000	1,5	71	10,3	5,5	18,0	–1,0
Banque Royale du Canada	6,5	3,0	3,7	6,1	161 000	5,2	72,4	10,3	4,0	15,9	–3,69
Banque Toronto-Dominion	7,9	3,5	4,0	—	168 000	7,3	73,3	9,8	—	17,4	–3,0
Caisse de dépôt et placement	8,9	4,1	4,6	—	177 000	10,5	74,6	9,7	4,1	20,3	+0,3
Canada Trust	8,7	4,0	4,6	—	175 000	12,0	71,5	9,6	5,0	13,3	—
Chase Econometrics Canada	8,0	3,6	4,1	—	156 000	9,5	73,9	9,8	5,1	17,3	–3,6
Conseil économique du Canada	7,2	3,5	3,7	—	149 500	9,2	73,6	10,1	7,3	21,3	+2,7
Dominion Securities Pitfield	—	3,2	4,3	—	—	4,9	71,8	9,9	—	—	–3,0
Fiducie du Québec	7,7	3,8	4,0	7,0	170 000	8,0	72	9,9	5,5	16,0	–1,0
Informetrica	7,6	4,0	4,3	—	185 000	5,2	73	10,0	4,6	18,8	+1,5
Lévesque, Beaubien	7,5	3,0	4,5	7,3	155 000	7,0	73	10,2	4,0	16,0	–2,0
McLeod Young & Weir	7,3	3,7	4,0	—	185 000	7,0	71,5	9,3	4,5	18,0	–3,7
Merrill Lynch Canada	8,2	3,3	4,7	9,0	176 000	8,0	70,5	9,7	4,2	17,0	–2,2
Midland Doherty	8,1	3,4	5,0	—	175 000	9,5	70	10,1	—	17,0	–1,5
Nesbitt Thomson	8,6	4,3	4,5	8,0	165 000	14,3	72,3	9,7	—	21,5	–1,6
Richardson Greenshields	6,8	3,0	4,0	—	166 000	5,0	71	10,4	5,0	17,2	–1,0
Trust Général du Canada	8,1	3,9	4,0	—	185 000	5,5	72,5	10,0	—	16,4	–1,4
Walwyn Stodgell Cochran Murray	8,0	4,5	4,4	—	—	25,0	70-73	9,4	4,0	19,0	–1,0
Wood Gundy	5,3	3,3	2,5	—	172 000	8,1	74	10,0	3,4	20,9	+0,2
Woods Gordon	7,1	3,1	4,2	—	169 000	7,6	73	10,0	4,6	15,3	–4,5
Moyenne	**7,5**	**3,5**	**4,2**	**7,6**	**170 250**	**8,0**	**72,1**	**9,9**	**4,6**	**17,3**	**–1,6**

TABLEAU: LES AFFAIRES Renseignements colligés par Céline Gélinas

Parlez anglais lors de votre prochaine réunion vous pouvez le faire avec l'Institut Canadien de Services Linguistiques

Dans moins de cinq mois, tout le monde vous comprendra où que vous soyez.

Dès le début, vous parlez anglais en apprenant par la conversation

- Méthode sans gêne
- À votre propre rythme
- Aucun "par coeur"
- Uniquement de la conversation
- Pendant vos temps libres
- Méthode rapide et efficace
- Sans horaire
- Sans déplacement
- Où vous le désirez
- Quand vous le désirez

Méthode efficace pour les gens qui n'ont pas de temps à perdre

Pour en savoir davantage, téléphonez-nous. Il nous fera plaisir de vous donner plus d'informations et de répondre à toutes vos questions.
De Montréal: (514) 383-0536
De l'extérieur sans frais: 1-800-361-1395

ou écrivez à I.C.S.L. LTÉE
9922 St-Laurent, Montréal H3L 2N7

POSTEZ CE COUPON
POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS, SANS ENGAGEMENT
Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Prov. _____
Tél. (Dom) _____ (Bureau) _____
Profession _____
JE VEUX PARLER
L'ANGLAIS ☐ LE FRANÇAIS ☐ L'ESPAGNOL ☐

PARLEZ D'AFFAIRES DANS LA LANGUE DES AFFAIRES

Malgré un rythme de croissance considérablement modéré en 1986

L'économie canadienne connaîtra, cette avec un gain moyen de 3 à 3,5% de la

Bien que l'on prévoit que l'économie canadienne modérera considérablement son rythme de croissance en milieu d'année, 1986 en sera une d'expansion assez robuste avec un gain moyen de 3,0% à 3,5% de la production nationale réelle. Les sources de cette croissance seront essentiellement d'origine interne: contrairement aux États-Unis, ménages et entreprises présentent des bilans assainis, fournissant des bases solides à une augmentation de la consommation et des investissements.

Seul un relèvement appréciable des taux d'intérêt, qui précipiterait le ralentissement prévu aux États-Unis en une récession en bonne et due forme, pourrait contrecarrer le sentiment de confiance qui règne de façon assez généralisée au Canada.

Une inflation somme toute sous contrôle, une situation encore préoccupante en ce qui touche la dette internationale, et la facilité avec laquelle les marchés obligataires ont absorbé, coup sur coup, la désescalade du dollar, des financements records du gouvernement américain et le transfert des fonds institutionnels sur le parquet de la Bourse, pointent plutôt vers une baisse tendancielle des taux d'intérêt.

Lorsque l'on compare le troisième trimestre de 1985 au dernier sommet cyclique, on s'aperçoit néanmoins que plusieurs grands secteurs n'ont pas encore récupéré les pertes encourues durant la récession. C'est particulièrement vrai chez les industries productrices de biens qui demeurent en retrait de l'évolution d'ensemble de l'économie. C'est donc dire que les services ont poursuivi leur progression vers une plus grande part de l'activité.

Les mines: autre année difficile

Le secteur des mines métalliques est retombé en 1985 après avoir connu un vif redressement tout au long de 1983 et de 1984. Le plafonnement de la production industrielle aux États-Unis depuis dix-huit mois a mis en relief une accumulation téméraire des stocks, provenant en grande partie de l'incitation à une production maximale que procurait un dollar américain fort.

Comme c'est généralement le cas, les mines nord-américaines ont dû assumer l'ajustement de le production, mais les stocks tardent à baisser. Le poids des invendus sur les prix, aggravé par la crise de l'étain, ont annihilé l'espoir que l'on mettait en une dépréciation du dollar pour opérer un redressement des cours libellés dans cette devise.

Pour 1986, une progression encore anémique de la production industrielle aux États-Unis, à peine compensée par une meilleure performance des économies européennes, signifie que la reprise de la production des métaux tels le fer, le zinc, le cuivre et le nickel ne se fera que prudemment.

Construction

Par contre, l'industrie de la construction, qui végétait depuis le milieu de 1982, opère depuis six mois une solide remontée. En 1983, une nouvelle baisse des investissements des entreprises avait effacé les gains dans l'habitation. L'année suivante, les pôles de croissance et de faiblesse furent inversés. Maintenant, constructions résidentielle et non résidentielle augmentent en phase et, pour 1986, on prévoit des gains de 5% à 7% pour ces deux secteurs. Comme on le verra plus loin, ceci aura des effets d'entraînement sur de nombreuses industries.

Quant au secteur manufacturier pris dans son ensemble, il s'est essoufflé en milieu de 1984 au moment même où il n'avait qu'effacé les effets de la récession. Il fut pris de court par la pause de l'économie américaine, ce qui fut particulièrement dommageable aux importants secteurs de la transformation des ressources. Sous la poussée de la demande intérieure surtout, la fabrication a récemment secoué sa léthargie et est devenue un facteur de croissance plutôt qu'un frein.

L'industrie manufacturière par secteur

Considérons en premier lieu celles qui seront les plus performantes. Parmi ce groupe, l'on retrouve surtout des industries liées de près ou de loin aux investissements. Ainsi, les produits de structure métallique seront en forte demande. L'industrie de l'ameublement continuera sur la lancée de 1985 tant pour les meubles résidentiels que pour les meubles de bureau, encore que les fabricants de ces derniers éprouveront davantage de difficulté sur le marché américain où ils sont forts présents.

En ce qui concerne l'industrie de la machinerie non-électrique, des distinctions s'imposent. Celle liée à la forêt subira les contrecoups de la fin du programme de modernisation des papeteries, tandis que des marchés déprimés laissent peu de place à des achats accrus en équipement agricole et minier. Les autres types de machinerie devraient cependant très bien faire.

Les mêmes considérations sectorielles teintent les perspectives de l'industrie de produits électriques d'usage industriel. De plus, les équipements de bureau s'avéreront un segment dynamique tandis que les appareils lourds liés aux investissements dans la génération d'énergie électrique continueront de faire face à une demande plutôt à la baisse.

Le tassement des nouvelles commandes aux États-Unis, qui digèrent la déréglementation des services téléphoniques, le report à une date ultérieure d'un tel changement au Canada et un contrôle plus serré des profits des entreprises offrant ces services au Canada, ne permettront pas aux fournisseurs de matériel de télécommunication d'afficher des gains équivalant à ceux de 1983 et de 1984.

Par contre, les articles électriques d'usage domestique, y compris les gros appareils, seront entraînés par une progression soutenue des logements parachevés d'ici le milieu de 1986.

Enfin, l'avionique ainsi que les pièces d'avion seront des industries de forte croissance, maintenant que l'augmentation du trafic a épongé le surplus de capacité des lignes aériennes et que la production de matériel de défense fonctionne à plein régime.

Béton et bois

Deux secteurs fortement liés à la construction ne profiteront que modérément de la vigueur de cette dernière et doivent donc être classés parmi les industries à croissance moyenne. Certes, les besoins en béton et ses produits de la part des entrepreneurs en construction résidentielle et industrielle augmenteront, mais moins d'investissements en infrastructure routière et énergétique y fera contrepoids. L'industrie du bois de construction constitue l'autre exception compte tenu qu'elle a vraisemblablement atteint la limite quant aux parts de marché qu'elle peut impunément soutirer aux producteurs américains. Qui plus est, l'imposition de mesures protectionnistes par le Congrès pourrait signifier des difficultés majeures pour de nombreuses entreprises.

Automobile

On peut considérer que l'industrie de l'automo-

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE CERTAINES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Industrie	Baisse au cours de la recession (%)	Croissance annuelle (%) 1983	1984	1985
Aliments et boissons	-1,9	0,4	2,1	2,7
Industrie du cuir	-20,5	11,2	3,4	-0,1
Textiles	-22,2	24,3	-4,9	10,2
Bonneterie et vêtements	-8,4	3,4	9,0	-0,8
Meubles	-24,2	14,1	2,2	19,6
Produits électriques ménagers	-22,3	13,4	-1,1	14,2
Produits de l'automobile	-23,6	83,7	4,0	11,3
Produits du pétrole et du charbon	-23,5	7,4	-6,0	3,7
Produits du bois	-20,8	23,7	1,4	10,2
Minéraux non métalliques	-23,1	8,0	11,0	4,5
Pâtes et papiers	-13,4	15,7	1,5	1,8
Première transformation des métaux	-29,7	31,7	4,7	3,5
Produits chimiques	-8,8	14,0	2,6	7,1
Matériel de transport (sauf automobiles)	-31,8	-9,1	9,8	6,5
Télécommunications et produits électriques industriels	-28,2	11,9	14,1	1,7
Machinerie (sauf électrique)	-23,1	8,0	11,0	4,5
Impression commerciale	-6,1	24,8	2,2	11,4

Source: Statistique Canada
Récession: 3ième trimestre de 1981 au 4ième trimestre de 1982
Croissance annuelle: du 4ième trimestre au 4ième trimestre; pour 1985 du 4ième trimestre de 1984 au 3ième trimestre de 1985, annualisée.

pour soigner l'image que vous projetez

L'aptitude à présenter des idées, des faits, des produits avec clarté et vivacité est aujourd'hui une question de survie dans le monde des affaires. Mais la plupart du temps, vous n'avez ni le temps ni l'expertise nécessaires pour bien préparer votre présentation.

C'est pour cela que nous avons créé MEDIA MARCOM.

Francois Grisé

Media Marcom
Communicateurs-conseils & service de marketing PROMOTION MARCOM
2, Carré Celanese, Drummondville, QC J2B 1V8
819-477-3799

année, une expansion assez robuste production nationale en termes réels

bile a également fait le plein de l'augmentation de la part canadienne dans la production continentale. En raison des investissements effectués ou projetés, le nombre de véhicules assemblés au Canada progressera (pour un temps encore) à un rythme modéré.

Pour leur part, les fabricants de pièces se ressentiront plus de la pénétration des modèles importés et de la migration vers le Sud et la Californie des usines d'assemblage, bien qu'un dollar canadien affaibli constitue un avantage indéniable.

Quant à l'imprimerie et à l'édition, une industrie manufacturière que l'on tend à ignorer malgré son importance, elle croît depuis dix ans plus rapidement que l'économie dans son ensemble, mais pas suffisamment pour lui mériter l'appellation de secteur à forte croissance.

Les biens de consommation

Depuis longtemps déjà, on retrouve dans le groupe à faible croissance les biens non-durables de consommation tels les aliments, les boissons et les produits du pétrole et du charbon, et 1986 ne fera pas exception. Il reste que sous ce mouvement d'ensemble se cachent des changements structurels, dont la plus grande place occupée sur les tablettes des supermarchés par les produits congelés, tant naturels qu'apprêtés.

Par contre, conjoncturelles sont les causes de plutôt mauvaise performance récente au niveau des métaux primaires et des pâtes et papiers, plus évidente pour le papier journal et la pâte commerciale que pour les papiers fins surtout produits dans l'Est du pays. Les effets retardés du réajustement des monnaies et une demande mondiale somme toute en hausse amèneront cependant une amélioration progressive en 1986.

Les industries menacées

Le matériel ferroviaire connaîtra au mieux une stagnation des ventes. Une baisse du trafic des céréales, consécutive aux sécheresses, la fin du programme d'achat de wagons-trémies par le gouvernement fédéral et l'accélération des mouvements rendue possible par le doublement des voies dans l'Ouest sont autant de facteurs explicatifs. Les fonderies de fer en ont déjà souffert, tandis que la production d'acier demeure aussi contrainte par les assurances données aux Américains de ne pas solliciter davantage leurs marchés.

Enfin, les secteurs mous de l'habillement seront soumis à rude épreuve en 1986. Il s'agit d'une certitude pour la chaussure dont les contingentements à l'exportation ont été abolis, sauf pour les souliers pour femmes et fillettes où ils seront graduellement retirés.

Malgré tout, ce dernier type de chaussures s'avérera le plus vulnérable à ce changement de politique. Quant aux textiles et vêtements, l'année 1986 sera marquée par la renégociation de l'Accord multi-fibres au sein du GATT et par la fin des restrictions volontaires négociées avec les pays asiatiques surtout. Le secteur du textile a considérablement consolidé ses activités aux cours des dernières années, tout en restant très dépendant du niveau de production de l'industrie du vêtement.

Les services: encore pôle de croissance

Contrairement aux industries productrices de biens, les services ont largement dépassé le sommet de 1981, d'autant plus aisément qu'ils avaient été moins touchés par la récession. Toujours mené par les dépenses de consommation en biens durables sensibles au loyer de l'argent, le commerce de détail continuera d'afficher une croissance supérieure à la moyenne.

Il en sera de même pour l'hôtellerie, la restauration et le trafic aérien des personnes, bref pour l'ensemble des services personnels.

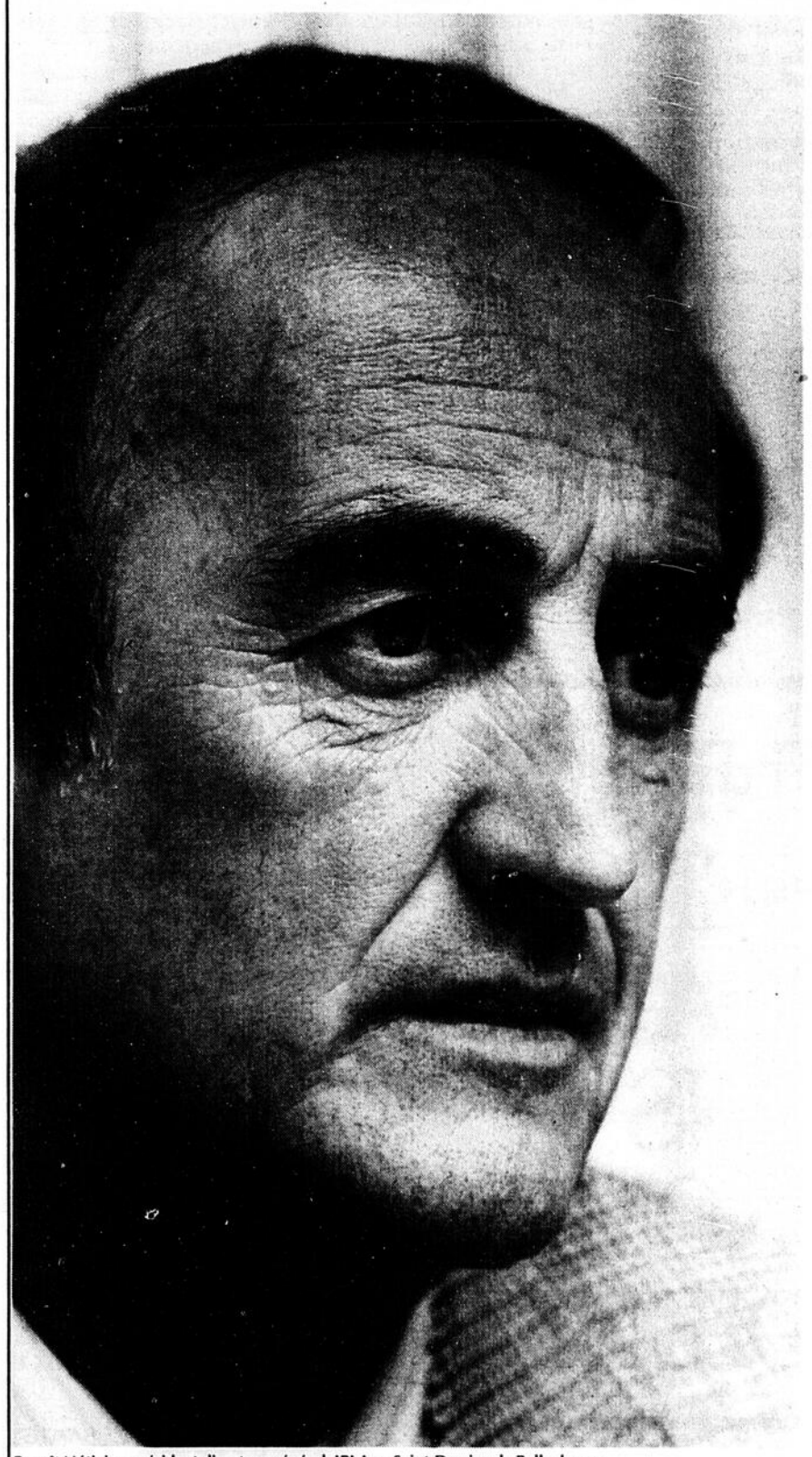
Quant aux services financiers incluant le courtage, ils ont plus ou moins stagné du milieu de 1981 à la même période en 1984, suite au ralentissement marqué de l'endettement des ménages et entreprises. Depuis, ils se sont avisés; l'envolée du marché boursier et la demande de crédit pour financer les immobilisations laissent présager des gains soutenus en 1986. Les services aux entreprises — la gestion, informatique et génie — profiteront aussi grandement du boom des investissements et de la poursuite des efforts corporatifs pour gagner en productivité.

Tous les services intimement liés à la production industrielle — transport, communications, utilités publiques et pipelines — suivent à peu de chose près le profil moyen d'expansion, tandis que la prestation de services gouvernementaux n'augmentera qu'à un rythme réduit, le problème du déficit provenant pour l'essentiel du fardeau de la dette accumulée et des transferts aux individus et aux corporations.

Une performance fortement différenciée selon les secteurs est normale à cette étape-ci du cycle économique. La croissance économique d'ensemble montre des signes de ralentissement, mais il n'en demeure pas moins que l'année 1986 se présente plutôt bien, tel que le soulignait la dernière évaluation du Secrétariat de l'OCDE. Le secteur manufacturier et surtout la construction afficheront des gains intéressants permettant la création d'emplois bien rémunérés, de quoi maintenir le niveau élevé de la confiance des consommateurs. La reprise tant attendue des investissements des entreprises est gage d'une hausse du potentiel à moyen terme. Enfin, le caractère interne de cette croissance signifie qu'elle a peu de chances de tourner court.

JEAN-PAUL CARON

M. Caron est économiste sénior à la Banque nationale du Canada.



Benoît Métivier, président-directeur-général, IPL Inc, Saint-Damien de Bellechasse

"J'estime que les ressources humaines et financières, que les conseils et les services de Desjardins constituent un appui de taille pour mon entreprise."

Puisez dans nos ressources.

Chez Desjardins, ces ressources sont diversifiées. Un vaste réseau de caisses. Un ensemble complet de services financiers aux entreprises industrielles et commerciales. L'expertise de la plus importante institution financière au Québec. Toutes ces ressources sont à la disposition des gens d'affaires. Choisissez Desjardins comme associée.

- Le réseau des 1400 caisses populaires et d'économie Desjardins
- L'Assurance-vie Desjardins
- La Caisse centrale Desjardins du Québec
- La Compagnie d'assurance sur la vie La Sauvegarde
- Le Crédit industriel Desjardins Inc.
- La Fiducie du Québec
- Le Groupe Desjardins, Assurances générales
- La Sécurité Desjardins Ltée
- La Société d'investissement Desjardins
- VISA *Desjardins

*La C.C.P.E.D.Q. est un usager inscrit de cette marque.

Desjardins
Une ressource naturelle.

Avec un PNB de 3% en 1985

L'économie américaine passera une meilleure année en 1986 avec une croissance prévue de 5% de son PNB

Dépendant du point de vue, la performance de l'économie américaine en 1985 aura été excellente et mauvaise à la fois. Il en a résulté une croissance réelle du PNB de 3%, une inflation de 3,5%, un recul des bénéfices des sociétés de 5%, une baisse des taux d'intérêt de 2%, une progression de 31% du marché boursier, le tout aboutissant à un déficit gouvernemental de 195 milliards de dollars, à un déficit de la balance commerciale de 130 milliards de dollars, et à une monnaie, qui après avoir culminé à 3,47 DM en février, clôturait à 2,45 DM à la fin de décembre.

Cependant, le second semestre de 1985 aura presque doublé la performance du premier. Celle-ci n'est pas étrangère à la baisse des taux d'intérêt et du repli du dollar US, puisqu'ils ont favorisé la reprise en Europe, au Japon et au Canada.

Ce sont les secteurs de la consommation et des dépenses publiques qui auront été les moteurs de la croissance, au détriment, cependant, du secteur manufacturier. Celui-ci a dû freiner la progression des stocks et, par conséquent, réduire ses effectifs; d'autant plus que la détérioration marquée de la balance commerciale faisait ressortir que les Américains consommaient davantage de biens importés que de produits fabriqués au pays.

Mais à tous prendre, les facteurs de croissance associés à la hausse du secteur de la consommation (6%) et des investissements auront tout de même été supérieurs aux facteurs de décroissance attribuables aux difficultés du secteur manufacturier, des stocks et de la balance commerciale, puisqu'ils se soldent par un accroissement réel de 3% du PNB en 1985.

1986

En revanche, 1986 est une année franchement plus prometteuse. Les perspectives de croissance y sont, en effet, excellentes, d'autant plus que l'on prévoit une progression du PNB de 5 à 6%.

Le secteur de la consommation devrait se maintenir avec une croissance d'environ 3 à 5%, grâce à une hausse du revenu disponible amenée par les augmentations de salaire et de l'emploi, et à l'enrichissement moyen des Américains.

Il ne faudrait pas sous-estimer l'impact du repli du dollar US depuis septembre. Déjà en baisse de 20% par rapport aux monnaies étrangères (exception faite du dollar canadien), la dévaluation du dollar rend les fabricants américains beaucoup plus compétitifs sur la scène internationale. Cela favorisera l'achat de biens "made in USA". Nous nous attendons à une reprise vigoureuse du secteur manufacturier et au relèvement des stocks, ce qui devrait ajouter 1% au PNB en 1986.

Il faut s'attendre, aussi, à une nette amélioration de la balance commerciale. En effet, la baisse marquée des importations au profit des exportations américaines devrait contribuer de 1 à 2% de plus au PNB.

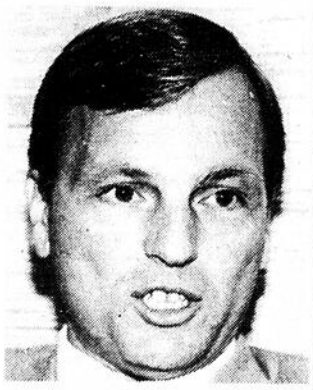
Ce climat favorisera les dépenses en capital dont on prévoit déjà une hausse de 5% d'ici juin, quoiqu'elles seront moins importantes au second semestre. Si les dépenses gouvernementales ont soutenu la croissance en 1985, il n'en sera pas de même en 1986. Le Congrès s'est déjà engagé à réduire le déficit à 145 milliards de dollars en coupant ses dépenses. Voilà qui augure bien pour 1987.

Ainsi donc, 1986 devrait être une excellente année pour l'économie américaine. Le PNB réel progressera de 5%, et tous les secteurs de l'économie, sauf les dépenses publiques, contribueront à cette croissance.

Contrairement à 1985, le premier semestre de 1986 sera supérieur au second, lequel sera accompagné d'une légère hausse des taux d'intérêt. L'inflation passera à 5%, soit 2% de plus qu'en 1985, à cause, justement, du dollar US.

Néanmoins, on peut espérer une hausse de 15 à 20% des bénéfices des sociétés. Le marché boursier devrait progresser lui aussi de 10 à 15%, avec stabilisation du taux de change aux environs de 2,45 DM. Le chômage sera en régression et devrait reculer de 7,2% à 6,8%.

JEAN-GUY DESJARDINS



M. Jean-Guy Desjardins est président-directeur général de Timmins & associés limitée.

Pour une annonce sous la rubrique PROFESSIONNELS dans le journal LES AFFAIRES

(514) 842-6491

UNE PRÉSENCE CROISSANTE DANS L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Imasco

Imasco Limitée
4, square Westmount, Montréal H3Z 2S8
(514) 937-9111

R ENR.

CONSULTANT

EN SÉCURITÉ INDUSTRIELLE

SERVICES D'ÉVALUATION ET DE CONSULTATION RELATIFS À VOS PROGRAMMES DE PRÉVENTION ACCIDENT

Roger Richard Enr.

EXIGENCES DE LA LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ

- ANALYSE DES CARACTÉRISTIQUES — de la fonction — du poste de travail
- ADAPTATION AUX NORMES
- COMITÉ DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ
- PROGRAMMES: — de formation — d'information
- ENQUÊTE SUR L'ACCIDENT INDUSTRIEL
- ÉQUIPEMENT DE PROTECTION PERSONNELLE
- INSPECTION SÉCURITAIRE
- RAPPORTS STATISTIQUES

Si ces aspects de la prévention ou les exigences de la C.S.S.T. en ce sens vous préoccupent, nos services professionnels et expérimentés sont à votre entière disposition.

9855 St-Laurent, #105, Montréal, Qc H3L 2N5 **Tél.: (514) 389-6567**

Contrairement à 1985

Croissance de l'économie québécoise inférieure à celle du Canada

■ L'économie du Québec devrait croître de 3 % en 1986, selon l'**Association des manufacturiers canadiens** et de 3,9 % selon le scénario de référence de la **Caise de dépôt et placement du Québec**.

Ces 3,9 % accuseraient une croissance du produit intérieur brut du Québec inférieure à la croissance du Canada (4,1 %), contrairement à ce qui s'est passé en 1985, selon les estimés préliminaires. En effet, selon le scénario de référence de la direction des études économiques la Caisse, en 1985 (comme en 1984) le taux de croissance du PIB du Québec aurait dépassé celui de PNB du Canada, en termes réels (4,7 % comparativement à 4,2 %).

''Au Canada et au Québec, selon le document Cycles et tendances, de la Caisse, les résultats ont été nettement meilleurs qu'aux États-Unis en 1985, et le demeureront en 1986.''

''Une dynamique de croissance s'est maintenant installée, estime la Caisse, et la baisse des taux d'intérêt aura un impact important sur nos investissements. Le Canada ne pourra cependant se soustraire au ralentissement prévu pour 1987 aux États-Unis, en raison de l'effet combiné de la remontée des taux d'intérêt et de la pression fiscale amorcée en 1986 par le budget Wilson.''

Le document prévoit pour 1986 une autre diminution d'un point du taux de chômage au Québec s'ajoutant à celle d'un point enregistrée en 1985 (1984: 12,8 %; 1985: 11,8 % et 1986: 10,9 %).

Les mises en chantiers, par ailleurs, devraient continuer d'augmenter en 1986, passant à 49 00 (1984: 42 200; 1985: 45 700). Elles dégringoleront, par contre, en 1987, à 37 400.

La Caisse prévoit, en effet, un fort ralentissemnt du taux de croissance en 1987 qui devrait, au Québec, n'atteindre que 2,5 % du PIB alors qu'il ne serait au Canada que de 2,2 % et de 1,4 % au États-Unis. Ce ralentissement culminerait en 1988 (1,8 % de croissance au Québec; 1,7 %, au Canada et 1,7 %, aux États-Unis). Une forte reprise s'amorcerait en 1989 où les taux de croissance rejoindraient à peu près ceux de 1985. ''La phase d'expansion du présent cycle, commente Cycles et tendances, aura donc été relativement longue, soit de quatre ans et demi''.

Les investissements

Selon la Caisse, ''les investissements réels des entreprises répondent déjà favorablement à la hausse de la production et ils croîtront de 7 % environ en 1985 et en 1986''. L'AMC prévoit également que les investissements devraient se raffermir au Québec et que le secteur manufacturier devrait progresser de quelque 3 à 4 %.

L'AMC estime que ''la hausse des investissements et une augmentation étonnante de 15 % des mises en chantier dans le secteur de l'habitation ont créé beaucoup d'activité l'an passé dans bon nombre d'industries les plus touchées par la récession''. Mais, 4 industries seulement sur les vingt principales ont connu une plus forte croissance en 1985 qu'en 1984, au Québec.

Dans son ensemble, le taux de croissance de l'économie du Québec a été de 3 % en 1985 (1983: 4 % et 1984: 5 %). Selon la Caisse, le revenu personnel disponible à la consommation gardera sensiblement le même rythme d'augmentation en 1986 qu'en 1984 et 1985: 8,5 % (1984: 8,7 % et 1985: 8,8 %). Mais en 1987, le revenu disponible devrait croître de 10 % et retomber à une vitesse de croissance de 9 % en 1988 et de 7,2 % en 1989.

Selon le scénario de référence, ''une récession est prévue fin 1987 comme partout en Amérique du Nord. Cette récession sera moins marquée au Québec que dans l'ensemble canadien. En effet, dans une récession de courte durée comme celle-ci, le secteur des biens non durables est généralement moins touché et ceci favorise le Québec. De plus, la récession sera amoindrie par une bonne croissance du revenu disponible réel (3,2 %) grâce en bonne partie aux changements fiscaux déjà annoncés''.

CLAUDE PICHÉ

LE NOUVEAU STYLE DES SERVICES FINANCIERS

À L'ÉCOUTE DES BESOINS DE L'ENTREPRISE

AUX SOCIÉTÉS DU TRUST ROYAL

Oubliez vos idées préconçues sur les fiducies. Le Trust Royal a regroupé ses Services financiers aux sociétés. Désormais, toutes les ressources de la première société de fiducie au Canada sont consacrées à un seul et même objectif : produire des résultats pour nos clients.

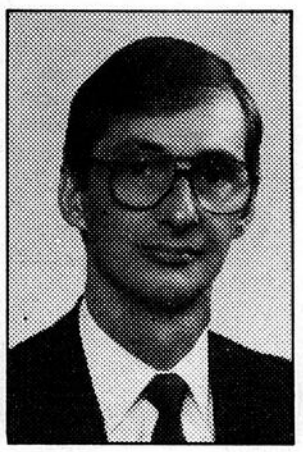
Afin d'offrir à l'entreprise les normes de qualité qu'elle exige, nous avons créé une nouvelle division : *Les Services financiers aux sociétés du Trust Royal.*

La création de ces Services témoigne de notre volonté de mieux servir l'entreprise.

Elle nous permet d'affecter nos meilleurs collaborateurs et nos meilleures techniques à la mise au point de solutions nouvelles pour le transfert des actions, la gestion des portefeuilles, l'administration fiduciaire et la garde des titres, l'évaluation du rendement financier, le crédit aux entreprises, ainsi qu'aux nombreux autres services financiers qui concourent directement à votre rentabilité.



''La hiérarchie a été simplifiée. Il fallait auparavant franchir cinq ou six échelons avant d'obtenir une approbation; il suffit aujourd'hui d'une ou deux étapes.''
Philip Johnston
Vice président du Conseil, Trust Royal



''Nous avons donné à nos cadres *plus* d'autorité, mais des attributions *moins nombreuses;* ils sont ainsi plus proches du détail quotidien et de la clientèle.''
Michel Petit
Vice président, Services Financiers aux Sociétés, Region de l'est



''Faire affaires avec le Trust Royal, c'est un peu comme traiter avec une petite entreprise. Or, nous avons toutes les ressources et la cote de crédit d'un colosse financier.''
Jean-Pierre Desjardins
Directeur Régional Expansion des Affaires



''Nos cadres peuvent faire appel aux spécialistes dont ils ont besoin pour atteindre les résultats escomptés par nos clients. Cette spécialisation permet à nos clients et à leurs actionnaires et employés, de compter sur une plus grande efficacité, plus de rapidité, des coûts inférieurs et un meilleur rendement.''
Paul Kelly
Directeur Régional Expansion des Affaires

NOTRE NOUVEAU STYLE EN QUELQUES MOTS

Nous avons préparé une série de brochures d'information sur notre nouveau style et ses avantages pour nos clients. Cochez ci-dessous les brochures qui vous intéressent. Ou appelez-nous pour de plus amples renseignements.
Michel Petit 514-876-2726

☐ **Services financiers aux sociétés**
À l'écoute des besoins de l'entreprise

☐ **Services fiduciaires aux sociétés**
Beaucoup plus que des services essentiels

☐ **Services de placements aux sociétés**
L'art d'atteindre les résultats voulus

☐ **Caisses de retraite services de garde des titres**
Des services vite rentabilisés

Postez ce bon à : Michel Petit
630 Boul. Dorchester Ouest, Montreal, P.Q. H3B 1S6

NOM _____

SOCIÉTÉ _____

FONCTIONS _____ TÉLÉPHONE _____

ADRESSE _____

_____ CODE POSTAL _____

LA-2

TRUST ROYAL

Malgré la hausse du début de l'année

La baisse des taux d'intérêt se

■ Depuis la fin de 1984, les taux d'intérêt se sont inscrits en baisse en Amérique du Nord. Ce reflux résultait de la cassure qui se fit alors jour au chapitre de la marche des affaires aux États-Unis.

Le boom économique qui y menaçait d'apparaître fit place à une retraite très marquée de la croissance économique. La **Banque du Canada** s'empressa de tirer profit de cet éclaircissement du climat financier américain en desserrant de beaucoup l'étau monétaire. Elle favorisa même un rétrécissement des écarts de taux d'intérêt entre le Canada et les États-Unis de façon à apaiser les tensions résultant des problèmes très graves de plusieurs institutions financières, certaines d'entre elles s'étant même vues contraintes de déposer leur bilan. Le dollar canadien en fut pour ses frais et la Banque du Canada a dû faire montre de moins de largesses. (Voir tableau 1.)

Les risques associés à une prévision de taux d'intérêt sont présentement élevés. Plusieurs facteurs jouent à contre-courant. Les prévisionnistes doivent les mettre en balance et les résultats de cette ''pensée'' peuvent différer sensiblement de l'un à l'autre. Les présomptions sont cependant pour la poursuite de l'actuel cycle baissier des taux d'intérêt. On pourra toutefois observer des pressions à la hausse sur les taux au premier semestre de 1986 en raison du renforcement prévu de l'économie américaine.

Une politique monétaire aux États-Unis

Trois variables ont servi au dosage de la politique monétaire américaine en 1985: la croissance économique, l'inflation et le dollar. Alors qu'auparavant ce dernier facteur ne faisait pas partie de la panoplie des indicateurs du Conseil de la Réserve fédérale (Fed), en conformité avec sa politique de douce indifférence (''benign neglect'') à l'endroit de la balance américaine des paiements, celui-ci a pris de plus en plus d'importance en 1984 et 1985 du fait de l'incidence toujours plus débilitante de la montée du dollar sur la conjoncture.

Grosso modo, l'évolution des trois indicateurs de la Fed alla dans le sens d'un assouplissement de la gestion monétaire en 1985. L'activité économique s'essouffla, l'inflation fit machine arrière et la baisse du dollar se présenta en impératif.

En mai, la Fed abaissa son taux d'escompte à 7,5 %. Au second semestre, les taux d'intérêt à court terme eurent tendance à se stabiliser à cause de signaux, bien ambigüs au demeurant, d'un renforcement de l'activité économique.

Mais le rallye se poursuivit sur le marché obligataire. Une régression additionnelle au chapitre de l'inflation et des attentes optimistes en cette matière découlant de la chute du prix du pétrole auront euphorisé le marché des titres.

La Fed a continué de prêter peu d'attention à l'agrégat monétaire M1 en 1985. Certes, la croissance de celui-ci excéda de beaucoup l'objectif recherché. Mais ce phénomène était pour une bonne part étranger à la vigueur intrinsèque de l'économie américaine.

En effet, la baisse des taux d'intérêt aura incité les ménages à détenir davantage d'actifs liquides. Corrélativement, la vitesse de circulation de la monnaie tend à stagner, voire à régresser, depuis le début de la décennie 80 alors qu'elle augmentait à un rythme approchant les 3% l'an au cours des années 70. Cela explique que la Fed ait mis M1 sous le boisseau dès 1982. En 1985, elle a orchestré les mouvements du ''Fed. Funds'', ce qui constitue une entorse aux bonnes règles de la philosophie monétarisée.

Le dollar canadien

L'année 1985 aura encore démontré la vulnérabilité du dollar canadien à une réduction des écarts de taux entre le Canada et les États-Unis.

À la fin de février, le dollar canadien fléchissait en effet sous la barre des 72 cents E.-U., ce qui commanda un très net renchérissement du loyer de l'argent au pays. Par la suite, la Banque du Canada mit à contribution la décrue du loyer de l'argent aux États-Unis pour susciter un amenuisement des écarts de taux entre les deux pays.

Avec le recul, il semble que la Banque du Canada ait privilégié la bonne marche des affaires à la stabilité du taux de change du dollar canadien. Les ''seuils psychologiques'' du dollar canadien n'ont cessé de s'abaisser.

La Banque du Canada dut également composer avec les faillites de nombreuses institutions financières. Ces développements l'invitèrent à faire

→

Pour le dirigeant de PME dynamique!

Le Prêt de capitalisation

sdi

Un outil CAPITAL

pour entreprendre vos projets sur des bases financières solides

Investissez dans votre entreprise... et la SDI pourra doubler la mise!

Si vous oeuvrez dans les secteurs manufacturier, touristique, tertiaire moteur ou dans le domaine de l'exportation et que vous mettez de l'avant des projets d'immobilisations, le **Prêt de capitalisation** de la SDI pourrait être l'outil financier qu'il vous faut.

Le Prêt de capitalisation est une formule inédite qui encourage les PME québécoises à financer leurs projets au moyen de nouveau capital, et ce, en les faisant bénéficier d'une aide financière pouvant égaler cette mise de fonds.

Garantie de prêt... PLUS remboursement des intérêts.

- Le Prêt de capitalisation est un prêt d'une institution financière garanti à *100 %* par la SDI pendant *dix ans*, jusqu'à un maximum de *1 000 000 $*.
- Le Prêt de capitalisation ne comporte aucun lien sur les actifs de l'entreprise.
- Aucun remboursement de capital n'est exigible pendant **cinq ans.**
- La SDI rembourse *100 %* des intérêts du prêt pendant les deux premières années, et *50 %* pendant les trois années suivantes.

C'est pratiquement de l'avoir net!

Pour en savoir davantage sur le Prêt de capitalisation et les critères d'admissibilité, communiquez avec un représentant de la SDI dans votre région.

Montréal: (514) 873-4375 **Québec:** (418) 643-5172

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Industrie et du Commerce

sdi société de développement industriel du Québec

ZITTRER · SIBLIN · STEIN · LEVINE
CHARTERED ACCOUNTANTS • COMPTABLES AGREES

4115 OUEST SHERBROOKE WEST
MONTRÉAL, QUÉBEC H3Z 1K9
TELEPHONE (514) 935-1117

2 ST. CLAIR AVENUE EAST
TORONTO, ONTARIO M4T 2T5
TELEPHONE (416) 961-7700

SECOR

Pour des décisions d'ordre stratégique

- ÉTUDES DE MARCHÉ
- ANALYSES ÉCONOMIQUES
- PLANIFICATION STRATÉGIQUE
- CONSEILS ORGANISATIONNELS

SECOR INC. 555 ouest, boul. Dorchester, 9e étage, Montréal (Québec) H2Z 1B1 Tél.: (514) 861-9031

poursuivra en 1986

montre d'aménités au plan de la gestion monétaire.

Qui plus est, les émissions accrues de titres par le gouvernement fédéral dans le sillage du gonflement de son déficit budgétaire auront incité la Banque du Canada à se répandre en largesses. À tel point qu'à la fin de 1985, les ratios de liquidité des banques le disputaient aux niveaux très élevés de 1983.

En 1986

L'économie américaine devrait faire montre d'un certain renforcement au premier trimestre de 1986. La baisse des taux d'intérêt en 1985 aura généré des effets de richesse importants. Cela devrait redonner un nouveau souffle à la consommation, en dépit du taux d'épargne très bas des ménages américains et de leur ratio d'endettement record.

De surcroît, les entreprises devront regarnir leurs stocks, notamment dans le secteur de l'automobile. Finalement, le rythme de dégradation du secteur extérieur américain trouverait ses limites en réaction à la chute du dollar enclenchée en mars dernier.

Cependant, la croissance économique américaine diminuera très nettement par la suite. Des ménages surendettés feront des pieds et des mains pour remettre de l'ordre dans leurs affaires.

Du côté des entreprises, le cycle des investissements arrivera à terme. L'impératif de diminuer le déficit budgétaire aux États-Unis prélèvera également dans la croissance économique.

Sur cette toile de fond, les taux d'intérêt se tendront aux États-Unis au premier semestre de 1986. Les taux à court terme augmenteraient de quelque 100 points de base.

Par la suite, les taux glisseront sur une pente déclinante. Ils reviendront aux niveaux observés en 1978.

Même si l'on fonde de grands espoirs sur la réduction du déficit budgétaire américain — on a même inscrit dans la loi un équilibrage des comptes publics pour 1991 —, les développements survenus depuis le début des années 80 montrent qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. À n'en pas douter, le déficit constituera une pierre d'achoppement à une baisse rapide des taux d'intérêt réels.

Au Canada, les écarts de taux d'intérêt avec les États-Unis auront tendance à s'élargir au premier semestre de 1986 alors que les taux américains feront l'objet de pressions. Au second semestre, ces écarts se rétréciront dans le sillage du reflux du loyer de l'argent outre-frontière.

Les risques de la prévision

En réaction à la baisse récente du prix de l'or noir, la décrue des taux d'intérêt en 1986 pourrait s'avérer beaucoup plus accentuée que celle que nous prévoyons.

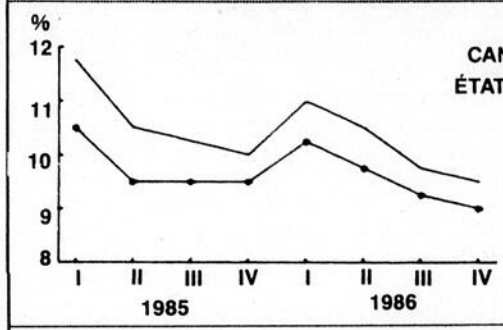
Les taux d'intérêt réels demeurent substantiels dans notre scénario. Si la désinflation se consolide et si l'on sabre sans ménagement dans les dépenses publiques, les taux d'intérêt réels retrouveraient des niveaux plus apparentés aux normes des années 60 et 70. Il s'ensuivrait une embellie des conditions financières. Ce scénario de rechange nous semble le plus vraisemblable.

À l'opposé, la baisse très accusée du dollar américain depuis mars 1985 pourrait attiser les tensions inflationnistes. Qui plus est, l'escalade de la masse monétaire aux États-Unis depuis le début de 1985 exacerberait davantage les pressions inflationnistes; l'impossibilité de réduire le déficit budgétaire serait à l'avenant. Les taux d'intérêt augmenteraient alors considérablement, tant il est vrai que la lutte contre l'inflation est l'objectif ultime de la Fed. Une telle éventualité n'est pas plus heureuse, bien qu'elle soit plausible.

RAYMOND THÉORET

Le Dr Raymond Théoret, Ph.D., sc. écon., est économiste sénior à la Banque Nationale du Canada.

PRÉVISIONS DE TAUX DE BASE (1) CANADA & ÉTATS-UNIS 1985-1986



1) Taux auquel les banques prêtent à leurs meilleurs clients

SOURCE: Banque Nationale du Canada

LACHANCE BERTRAND BENOIT LAVIGNE LTÉE

COURTIER D'ASSURANCES

1320 BOUL. GRAHAM, BUREAU 100
MONT-ROYAL (QUÉBEC) H3P 3E7
TÉL.: (514) 342-5430

Société La Trille

Spécialiste en recherche de noms

— Noms de commerces, boutiques et compagnies
— Marques de commerce

Consultez Pierre Labrecque
(514) 664-1371

Votre entreprise est-elle bien pilotée?

Gros paquebot ou petit voilier, on peut avoir un beau bateau; mais encore faut-il savoir le piloter. De la même manière, la gestion éclairée d'une entreprise est capitale. Le CGA peut jouer ce rôle de navigateur de votre entreprise. C'est un expert-comptable qui saura vous conseiller sur la fiscalité, les projets d'investissements, les systèmes informatiques. Il peut procéder à des études de rentabilité et à des analyses de coûts, établir et gérer des systèmes comptables. Les rapports du CGA comportent indices et recommandations pour prévoir et traverser les incertitudes et les fluctuations. En le faisant participer à l'élaboration des stratégies financières de votre entreprise, vous maximisez vos chances de réussite. Les comptables généraux licenciés ont un rôle à jouer dans votre entreprise, quelle qu'en soit la taille. Ils peuvent voir à ce qu'elle soit bien structurée, bien pilotée et reste en bonne santé.

Un rôle à jouer

La Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec
445 boul. St-Laurent, bureau 450 Montréal (Québec) H2Y 2Y7 Tél.: (514) 861-1823

Avec l'arrivée de l'Espagne et du Portugal

L'Europe compte, maintenant, 320 millions de consommateurs

■ Le 3 janvier 1986, à Bruxelles, journée historique et faits concrets autour de la table de travail: l'Europe se comptait 12.

Après sept années de valse hésitation, l'Espagne et le Portugal devenaient membres de la Communauté économique européenne, à dater du 1er janvier 1986. Cet élargissement à deux pays de l'Europe du Sud, qui porte à plus de 320 millions de personnes le marché régi par les mêmes règles économiques, fiscales et douanières, joue déjà sur l'appréciation de la conjoncture économique et de son évolution possible au cours des prochains mois au sein des pays de l'Europe de l'Ouest.

Les statistiques et autres données doivent être "recalées" en fonction de ces perspectives. À plus long terme, le cas des pays de l'Europe du Sud, aux caractéristiques fort différentes de celles des pays de l'Europe du Nord, peut transformer l'approche géopolitique et macro-économique qui a dominé en Europe depuis près de 40 ans. D'autant que la liste des adhésions possibles n'est pas close et que de nombreuses personnalités parlent de plus en plus de la "réalité du bassin méditerranéen". En 1986, le temps d'une éventuelle alliance entre Carthage et Rome n'est cependant pas encore d'actualité.

L'année économique 1985

Dans le domaine économique, l'année 1985 a été marquée par la consolidation de la reprise, faible parfois mais présente partout: la croissance du PIB (produit intérieur brut) aurait été de 2,3% pour l'ensemble de la CEE (Allemagne: 3,5%; France: 1,9%; Italie: 2,7%; Royaume-Uni: 2%; Belgique: 2%; Danemark: 3,2%; Grèce: 1%; Irlande: 2,3%; Luxembourg: 1,3% et Pays-Bas: 2%).

De son côté, l'inflation devrait nettement ralentir pour revenir à un taux annuel compris entre 3,9 et 4,1% en 1986. Si la prévision devient réalité, ce taux constituera un retour au passé car il faut retourner au début des années 1960 pour retrouver un taux d'inflation aussi bas. Comme en 1985 la hausse des prix a été de l'ordre de 5,2% contre 6,2% en 1984, la tendance à la décélération de la hausse des prix apparaît donc constante et nette.

Même faible, la croissance économique va avoir des effets favorables sur l'emploi. Toujours selon les prévisions de la CEE, l'emploi devrait croître de 900 000 unités pour la période 1985/1986 par rapport à 1984. Cette progression devrait stabiliser le chômage au niveau actuel avec une réduction de celui-ci en Allemagne, au Royaume-Uni, au Danemark et aux Pays-Bas et au Luxembourg. Au total pour l'Europe des Neuf (sans la Grèce), le taux de chômage par rapport à la population active s'établirait à 11,1% en 1986 contre 11,2% en 1985 et 10,9% en 1984.

En 1986, la consommation privée va connaître une sensible progression (+2,7% en moyenne) en raison de l'augmentation du revenu disponible des ménages (+2,3% contre +1,7% en 1985), liée en grande partie à la diminution de l'inflation. L'investissement devrait reprendre: +3,7% en 1986 contre +1,6% en 1985, une amélioration globale conséquence de la croissance des investissements en biens d'équipement. Enfin, en dépit d'une progression de 4,8% des exportations de biens d'équipement, le solde commercial de la CEE ne devrait pas avoir aucun effet sur la croissance économique en 1986.

→



Les perspectives économiques présentées par l'OCDE confirment globalement ces différentes indications. Ne lit-on pas en effet que "étant donné l'affaiblissement des tendances de l'emploi en Amérique du Nord et le caractère très limité des améliorations attendues en Europe, le chômage dans l'ensemble de la zone OCDE paraît amorcer une remontée", et un peu plus loin: "Les autres pays doivent cependant se rendre compte qu'ils ne peuvent pas tabler indéfiniment sur l'augmentation de leurs exportations nettes." La croissance exceptionnellement rapide des importations américaines a en effet contribué en 1983 et 1984 à une augmentation du PNB de 0,5 et de 0,75% en 1985 pour l'Europe.

L'évolution du prix du pétrole devrait également jouer sur les grandes tendances de la conjoncture européenne en 1986. L'hypothèse du prix du baril de pétrole à 20 $ US, liée à la dépréciation de la monnaie américaine sur le marché des changes, entraîne, dans les simulations économiques, une augmentation de 0,8% du PIB de la CEE pour les deux prochaines années. La croissance du PIB dépasserait ainsi les 3% pour atteindre 3,3% en 1987. L'inflation, quant à elle, serait ramenée en dessous de 3% et les taux d'intérêt à 8 ou 9%. Une telle hypothèse conduit en outre à réexaminer bon nombre de prévisions relatives à l'évolution économique du Royaume-Uni.

C'est cependant dans un contexte de consolidation globalement positive qu'intervient l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE. Cette entrée n'est qu'une étape dans un processus dans la mesure où les produits industriels espagnols bénéficient depuis 1970 de conditions d'accès privilégiés sur les marchés européens. L'inverse en revanche n'est pas vrai. Une phase transitoire de sept ans est prévue avant la libération définitive des échanges industriels dans le sens CEE-péninsule ibérique. Mais cette perspective ouvre de nouveaux horizons à l'industrie européenne. L'actuelle compétitivité de l'agriculture espagnole n'est pas non plus sans poser de problèmes aux responsables de Bruxelles et l'on peut s'attendre à de nombreuses péripéties avant que la carotte d'Espagne soit moins chère à Dusseldorf qu'à Montréal, ce qui n'est pas le cas.

JACQUES-HENRI BOURDOIS

M. Bourdois est journaliste au quotidien économique Les Échos, de Paris, et réalisateur du rapport annuel: "L'Année économique et sociale"

150 PAYS ACHÈTENT NOS PRODUITS.



EXPORTER, C'EST RENTABLE!

Plus que jamais nos entreprises québécoises font preuve d'initiative, d'audace et d'ingéniosité. Les marchés étrangers sont devenus un objectif accessible pour plus de 1 500 compagnies québécoises qui exportent déjà leurs produits dans plus de 150 pays.

Vous aussi, vous pouvez profiter de notre expérience. Pour vous aider à mettre au point votre stratégie de pénétration des marchés étrangers, le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique du Québec met à votre disposition un réseau de spécialistes qui vous aideront à vous implanter sur les marchés de votre choix.

Commerce extérieur et Développement technologique Québec

Québec

Selon le Service de recherche économique

Hausse de la valeur du $ canadien par rapport au $ US

Malgré les récentes, baisses, le dollar canadien devrait s'apprécier par rapport au dollar américain en 1986. C'est ce que prévoit Mme **Elizabeth Bigsby,** économiste sénior au Service de recherche économique de la **Banque Royale.** L'économiste prévoit que le Canada connaîtra un taux de croissance supérieur à celui des États-Unis ce qui, avec un plus grand nombre d'investissements étrangers, permettra cette appréciation de la devise canadienne.

Selon Mme Bigsby, la tendance observée au cours des premières semaines de 1986 (qui a vu le dollar canadien se transiger en dessous des 0,7100 $ US) n'est que passagère. ''Les étrangers ont une fausse perception de l'économie canadienne, a affirmé aux AFFAIRES Mme Bigsby. Notre pays est perçu comme très dépendant des ressources naturelles dont les prix sont à la baisse depuis quelques années'', mais elles estime que la faiblesse sera temporaire et qu'un retour à la normale n'est qu'une question de temps.

En 1985, un grand nombre d'investissements ont été faits aux États-Unis suite à des décisions prises en 1984. À cette époque, les USA paraissaient destinés à connaître une forte croissance. ''En 1986, c'est le Canada qui aura la faveur des étrangers parce que ses perspectives économiques sont intéressantes et que le gouvernement conservateur est plus réceptif aux investissements étrangers'', estime Mme Bigsby. Il semble donc que les récentes annonces d'investissements de **Hyundai** et **Toyota** ne sont qu'un début et que d'autres suivront.

Selon Mme Bigsby, le dollar canadien devrait se transiger à une moyenne d'environ 0,7244 $ US au cours de 1986. Pour le premier trimestre, l'économiste prévoit que notre dollar s'échangera pour 0,72 $ US. Au cours des deux trimestres suivants, le dollar prendra un quart de cent américain et se transigera à 0,7225 $ US et 0,7250 $ US. C'est toutefois au dernier trimestre de 1986 que le dollar canadien progressera le plus. En échange d'un dollar canadien, les investisseurs et les voyageurs pourront obtenir en moyenne 0,733 $ au quatrième trimestre de 1986, prévoit Mme Bigsby.

Comportement du dollar canadien en dollar américain

	1985	1986p
1er trimestre	0,7359	0,72
2ème trimestre	0,7326	0,7225
3ème trimestre	0,7336	0,7250
4ème trimestre	0,7232	0,73
Moyenne	0,7313	0,7244

Source: Banque du Canada (en 1985)
p: prévision de la Banque Royale

Ces prévisions sont basées sur un taux de croissance prévu de 4% au Canada et de moins de 3% aux États-Unis. De plus, l'économiste de la plus grande banque canadienne prévoit que le taux d'inflation canadien sera comparable à celui des États-Unis.

Avec des taux d'inflation américain et canadien comparables et un dollar canadien qui reprend du terrain par rapport à celui des États-Unis, Mme Bigsby prévoit que l'écart entre les taux d'intérêt dans les deux pays se rétrécira.

D'autre part, en septembre dernier, les cinq plus importantes puissances occidentales (États-Unis, Japon, France, Angleterre et Allemagne) ont adopté une politique commune visant à faire baisser le dollar américain sur les marchés des changes. Depuis ce temps, les monnaies européennes et japonaises se sont appréciés mais le dollar canadien a poursuivi sa chute par rapport au dollar américain. Ainsi, alors que le mark, le franc français, le yen et la livre ont progressé en moyenne de 14% depuis la fin du mois de septembre, le dollar canadien a perdu 4% par rapport à la devise américaine.

Selon Mme Bigsby, plusieurs facteurs expliquent cette baisse. ''La crise qui secoue le marché londonien des métaux, et particulièrement celui de l'étain, ont fait réfléchir. Il s'en est suivie une perte de confiance de certains investisseurs à l'égard des pays producteurs des ressources naturelles tels que le Canada''.

Le ralentissement de l'économie US en 1985 a aussi contribué à diminuer les entrées de devises américaines suite à une diminution des exportations. Après avoir connu une balance des comptes courants largement positive l'an dernier, le Canada devrait annoncer une balance des comptes courants négative pour 1985.

De plus, d'importantes sorties de fonds ont eu lieu au cours des derniers mois de 1985 telles que l'achat de **Gulf Canada** par **Olympia and York** de Toronto. Ce rachat aux Américains ainsi que les investissements aux États-Unis fait par des entreprises canadiennes ont également contribué à la faiblesse de notre dollar à court terme. ''Ces transactions auront des effets positifs à long terme lorsqu'il y aura des versements de dividendes. Au lieu d'assister à des sorties de devises, l'inverse se produira puisque des entreprises américaines en verseront à leurs actionnaires canadiens'', conclut Mme Bigsby.

CLAUDE PROULX

POUR VOS PROJETS DE FONDATIONS
Consultez
FRANKI
Spécialistes en fondations
• Pieux • Caissons • Palplanches • Reprises en sous-oeuvre • Parois moulées • Retenue des terres • Consolidation dynamique • Drains • Vibroflotation • Etc...
FRANKI CANADA LIMITÉE
4795, rue Ste-Catherine ouest
Westmount, (Québec) H3Z 1S8
Tél.: (514) 933-3675 Telex 055-61739
Montréal - Toronto - Edmonton - Vancouver

IST
L'évolution-solution
Au-delà de la complexité de l'ordinateur...
Au-delà de l'aspect sensationnel de l'informatique...
Au-delà de la jungle cathodique...
IST, C'EST
Une compréhension totale de votre organisation
Des intervenants compétents et responsables
Un support après-vente et un suivi dynamique auprès de la clientèle
Des solutions rentables et efficaces
1611, boul. Crémazie est
Montréal (Québec)
H2M 2P2
Tél. : (514) 383-1611
IST
Société de services informatiques
MONTRÉAL • QUÉBEC • CHICOUTIMI • OTTAWA • TORONTO
IST, C'EST
UNE VISION GLOBALE ET PRATIQUE DU TRAITEMENT ET DE LA DIFFUSION DE L'INFORMATION

LAVERY, O'BRIEN
AVOCATS
1 PLACE VILLE MARIE
40ième ÉTAGE
MONTRÉAL, QUÉBEC
H3B 4M4
TÉLÉPHONE (514) 871-1522
155, RUE QUEEN
14e ÉTAGE
OTTAWA, CANADA
K1P 6L1
TÉLÉPHONE (613) 238-2229

Les consommateurs canadiens dépenseront moins en 1986

■ Les consommateurs du Québec débordaient d'optimisme quant aux performances futures de l'économie canadienne en septembre 1985. De tous les consommateurs canadiens, ils étaient les plus disposés à effectuer des achats importants: automobiles, maisons, accessoires ménagers dispendieux et autres pièces d'ameublement. Les consommateurs de l'Atlantique et des provinces de l'Ouest étaient aussi plus optimistes mais à un degré moindre tandis qu'en Ontario, le degré de confiance n'avait pas augmenté. Les résultats sont consignés dans l'Enquête sur les attitudes et les intentions des consommateurs effectuée de façon trimestrielle par le **Conference Board** du Canada.

Cette enquête est très fiable. Selon sa responsable, **Carole Fitzgerald**, "l'enquête avait prédit la récession au troisième trimestre de 1981 de même que la fin de cette récession au troisième trimestre de 1982." Cette hausse remarquable de l'indice de confiance des consommateurs, surtout au Québec, est attribuable à la baisse des taux d'intérêt depuis mars 1985 et à un degré moindre au pourcentage croissant des répondants qui envisageaient favorablement la situation de l'emploi. D'autres facteurs, comme la politique, peuvent aussi avoir une influence, selon Mme Fitzgerald. Le seul handicap de l'enquête est de ne prédire qu'à court terme. Il est donc difficile d'affirmer que cette confiance se prolongera en 1986, mais les chances sont bonnes, surtout au début de l'année.

Les Canadiens dépenseront moins

L'indice de confiance des consommateurs a toujours joué un rôle capital dans les prédictions de l'économie. Son importance tient au fait que les dépenses des consommateurs comptent pour 60 % du produit national brut. En 1985, 140 milliards $ ont été dépensés. La part des consommateurs était de 90 milliards $. Les entreprises, les gouvernements et les investisseurs étrangers ont dépensé la différence. Lorsque les consommateurs anticipent des périodes sombres et préfèrent économiser plutôt que dépenser, on aboutit à des situations comme celle de 1982. En 1985, ils ont bien joué leur rôle en augmentant leurs dépenses de 5 % par rapport à l'année précédente. 1986 risque d'être une moins bonne année.

La confiance n'est pas seule en cause. Encore faut-il que les consommateurs aient l'argent pour dépenser. Selon le Conference board, les dépenses des consommateurs en 1986 n'augmenteront que de 2,5 %: "Comme durant l'expansion économique des deux dernières années, la croissance prévue pour 1986 sera essentiellement due aux achats personnels d'automobiles. On estime en effet que les dépenses réelles consacrées à ces secteurs augmenteront de 17,5 % en 1986.

L'organisme blâme, pour cette réduction des dépenses des consommateurs, les mesures annoncées dans le dernier budget fédéral. Pour réduire le déficit, le ministre des Finances, **Michael Wilson**, a annoncé en mai des augmentations de l'impôt direct des particuliers, dont la fin de la déduction au titre des régimes enregistrés d'épargne-logement. S'ajoutent d'autres mesures pour augmenter la taxe de vente fédérale et on arrive à une diminution de revenus pour les consommateurs de 10 % en 1986 par rapport à 1985. (voir les projections des recettes budgétaires, tableau). Si l'on tient compte du fait que les revenus globaux des consommateurs (salaires) n'augmenteront en 1986 que de 1 % par rapport à 4 % en 1985, la conclusion s'impose quant à l'existence d'une marge de manoeuvre très réduite pour les consommateurs.

PROJECTIONS DE RECETTES BUDGÉTAIRES (EN MILLIONS $)

	1984-85	1985-86	Augmentations
Impôt direct des particuliers	28 913	32 370	3 457
Taxe de vente	7 734	9 085	1 351
Taxes sur le tabac et l'alcool	2 292	2 680	388

Source: *Budget fédéral 1985*

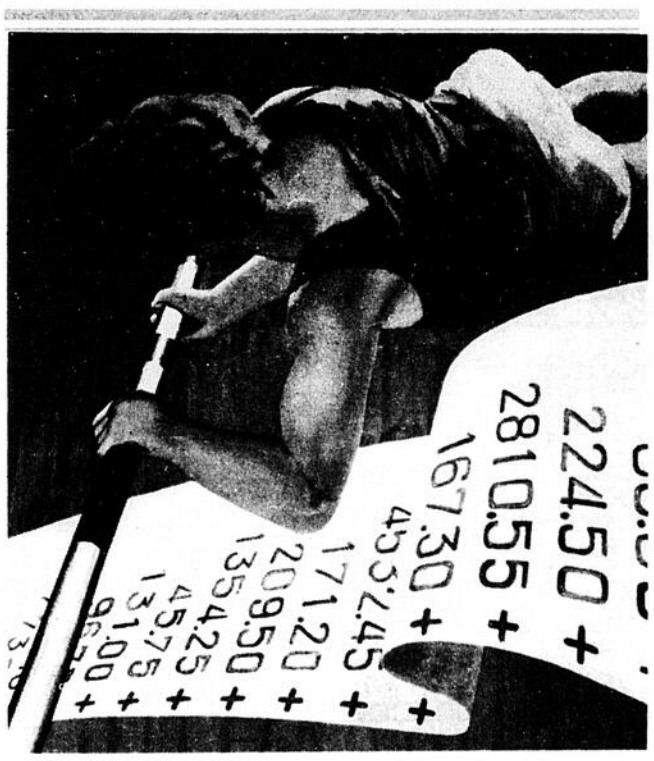
Les Canadiens épargneront moins

C'est la diminution de l'épargne qui permettra aux consommateurs canadiens d'augmenter leurs dépenses de 2,5 %. Étant donné la faible hausse de leurs revenus, ils devront puiser davantage dans leurs épargnes. Les Canadiens sont reconnus comme de très grands épargnants: "Les Américains épargnent de 2 $ à 4 $ pour chaque 100 $ de revenus, les Canadiens épargnent en moyenne 12 $. En 1982, au pire de la récession, le taux d'épargne au Canada était de 15 %. Il est retombé à 13 % en 1983 et 1984. En 1985, il était au dessous de 13 % et en 1986, on s'attend à ce qu'il se situe autour de 11 ou 12 %," précise l'économiste Carole Fitzgerald.

Une autre bonne raison pour expliquer la diminution de l'épargne en 1986: le maintien des taux d'intérêt à leur niveau actuel. Les consommateurs ont été gâtés par les taux d'intérêt élevés qu'ils ont touchés.

CAROLE-MARIE ALLARD





Une quête constante de l'excellence

Une approche globale ...des services intégrés

Vérification, Comptabilité, Fiscalité,
Gestion financière, Gestion de la croissance,
Gestion de l'information et conseils en informatique

Samson Bélair
Comptables agréés

3100, Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1H8

Téléphone (514) 871 1515
Télex 055 61546

Bureaux dans 26 villes au Québec et dans les principaux centres économiques du Canada

Représentants dans plus de 60 pays

Selon l'Association des manufacturiers canadiens

Le rendement du secteur manufacturier augmentera de 4 à 5% en 1986

Le président de l'**Association des manufacturiers canadiens**, M. **Laurent Thibault**, a prévu qu'en 1986 et pour l'ensemble du Canada, ''le rendement du secteur de la fabrication augmentera de 4 % à 5 %, dépassant ainsi le taux de croissance de l'ensemble de l'économie pour la quatrième année consécutive''. Selon l'AMC, le PNB progressera de 3 %

Pour ce qui est de l'économie nationale, cet organisme adhère aux calculs et projections du **Conseil économique du Canada** qui estime, dans son 22ième rapport annuel, que le pays amorce une décennie de croissance économique stable (de 3 % à 4 % par année) de taux d'inflation et de chômage à la baisse.

Au Québec

En ce qui concerne le Québec, M. Thibault a rappelé que son économie, ''a connu une croissance de près de 3 % en 1985, qui s'est ajoutée à une croissance de 4 % en 1983 et de 5 % en 1984''. Le secteur de la fabrication n'a pas échappé à cette baisse de régime en 1985 par rapport à l'année précédente.

Selon les analyses de l'AMC, les expéditions de biens fabriqués ont augmenté de 4 % en 1985. Au cours des années précédentes ce taux fut respectivement de 9 % en 1983 et de 9,5 % en 1984. L'an dernier, quatre des vingt principales industries québécoises ont vu leurs volumes de croissance progresser par rapport à 1984.

Les secteurs de la fabrication de produits en métal, de machines, de meubles et accessoires ainsi que les produits du tabac, composent ce groupe restreint. Le pourcentage d'augmentation et le volume d'expéditions fut respectivement de 18 % et de près de 4 milliards de dollars, de 27 % et de plus d'un milliard de dollars, de 12 % et d'un peu plus d'un milliard de dollars, de 9 % et de 750 M$.

C'est l'activité de première transformation des métaux qui a enregistré la baisse la plus considérable. Alors qu'en 1984 il y avait eu une hausse de 15,4 %, c'est à moins 2,5 % que s'est situé le degré de changement. Néanmoins, le volume des expéditions s'est fixé à plus de 4 milliards de dollars. Pour l'ensemble du Québec, le volume des expéditions manufacturières a totalisé 60 milliards de dollars.

Au cours de son allocution, M. Thibault a prédit, ''que l'économie du Québec, croîtra de 3 % en 1986, soit un rythme semblable à celui du reste du Canada. Le secteur manufacturier devrait progresser de 3 % à 4 %, réalisant des gains dans chaque industrie''.

Le fait qu'il n'y a pas eu d'excès dans les demandes salariales ni de pression sensible sur le taux d'inflation, et qu'il ne devrait pas y avoir un ralentissement brutal d'activités de fabrication, ont amené M. Thibault à de telles conclusions.

Les consommateurs

Après avoir joué un rôle de premier plan en 1985, le consommateur, selon M. Thibault, occupera le devant de la scène en 1986. La baisse et la stabilisation combinées des taux d'intérêt et d'inflation ont voulu que, ''la hausse des dépenses à la consommation représente près de la moitié de la croissance de l'économie canadienne en 1983 et 1984, et environ 70 % de la croissance en 1985''.

À ce propos, l'AMC estime qu'en 1986 on peut s'attendre à une progression de 2,5 % à 3 %. Ce ralentissement s'explique par, ''la hausse des impôts fédéraux et provinciaux, et la croissance modeste des salaires''. En 1985, la hausse des dépenses à la consommation fut de 4,5 % par rapport à 1984.

Fabrication

Grâce aux améliorations introduites dans différents aspects de la fabrication, le rendement des manufacturiers canadiens, au cours des trois dernières années, a atteint ou dépassé la performance des principaux compétiteurs, à l'exception du Japon. Depuis la fin de l'année 1982, le secteur manufacturier a créé 200 000 emplois, soit 10 % au-delà de la base de 1,8 million.

Cependant, la concurrence internationale est telle que M. Thibault la juge comme ''une sérieuse menace pour une large part de l'industrie canadienne''. La force des monnaies américaines que bon nombre de marchés à l'exportation ont été coupés. Dès 1982, ''les importations ont augmenté de 70 % et pratiquement tous les secteurs ont été touchés''.

Par ailleurs, de vastes écarts de taux de croissance d'une industrie à l'autre ont été relevés. Cette variation va de 3 % à 20 %, pour les secteurs ayant un solde positif comme, par exemple, l'automobile, les produits chimiques, l'imprimerie et autres. Dans les industries du vêtement, du textile et de la chaussure, les importations ont entraîné un ralentissement notable en 1985 contrairement aux deux années précédentes.

Quant aux investissements, l'AMC a souligné que, ''malgré une amélioration de plus de 8 % en 1986, le niveau de l'investissement commercial demeurera très inférieur à la normale dans l'avenir immédiat''.

Libre-échange

Peu importe l'industrie et la taille de l'entreprise, les membres de l'AMC, selon un sondage interne, voient d'un très bon oeil un libre-échange Canada-États-Unis. En résumant ce sondage, M. Thibault a noté que les entrepreneurs estiment ''qu'ils ont besoin de ce marché et que cela leur permettrait de faire une expansion considérable, que c'est la solution de l'avenir. Les industries moins favorables sont celles ayant déjà des problèmes énormes avec la concurrence internationale''.

Au préalable, l'AMC, ''afin de faciliter l'adaptation à la libéralisation des échanges'', a recommandé aux gouvernements la réduction du déficit, la réforme de la réglementation des transports afin de

SERGE TRUFFAUT



Salle à manger ♦ ♦ ♦ et piano bar. Piscine intérieure chauffée, bains sauna et tourbillon, tennis, pratique de golf et plusieurs autres activités.

Forfait escapade de fin de semaine: 132$ par pers. occ. double chambre, repas, taxes et services compris.

Au carrefour de la détente, du divertissement et des réunions d'affaires se trouve Compton. Le premier village touristique global au Québec. Salles de réunion équipées, restauration variée, activités sportives et culturelles, attraits touristiques et hébergement en hôtel, en condos et en camping, tout y est, et même plus.

Au coeur de Compton se trouve le Domaine Saint-Laurent qui vous offre une gamme complète de services.

Hébergement en chambres, suites, villas ou condos pour 625 personnes. 20 salles de réunion équipées pour groupe de 10 à 350 personnes.

Domaine Saint-Laurent de Compton (Estrie)
C. P. 180
Compton (Québec) J0B 1L0
(819) 835-5464
Montréal: (514) 397-9667
hôte 1-800-361-6162 Telex: 056-62261

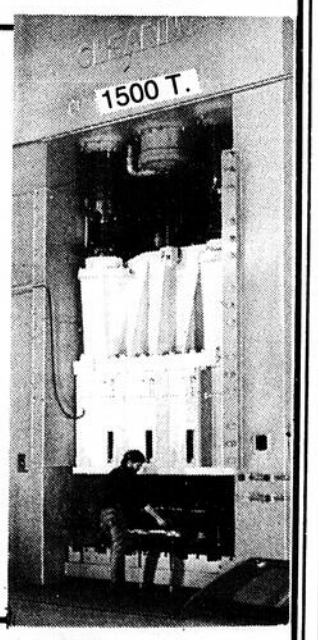
La propriété de vacances à partir de 2500$. L'accès au réseau mondial d'échange RCI et à plus de 1000 centres de villégiature dans 40 pays.

Un placement de tout repos.
Une assurance contre l'inflation.
Des vacances sans limites.

"GAGNANT AUX MERCURIADES"
FINALISTE EN INVESTISSEMENT

NOUS POSSÉDONS POUR VOTRE FABRICATION

— PRESSE MÉCANIQUE ET HYDRAULIQUE DE 4 À 1500 TONNES.
•
— SOUDEUSES AUX POINTS (SPOT WELDER). 30 KVA À 150 KVA POUR ACIER 150 KVA 3 PHASES, POUR ALUMINIUM
•
— SOUDEUSE SEMI-AUTOMATIQUE POUR ACIER ET ALUMINIUM
•
— MANUFACTURIER D'OUTILLAGE DE PRÉCISION
•
— ASSEMBLAGE — "STRETCH FORMING"
•
— Presse "Mille tonnes", tablier 13' x 9'



LA QUALITÉ C'EST NOTRE AVENIR...
PARCE QUE LA QUALITÉ, C'EST NOTRE HISTOIRE.
LES ESTAMPILLAGES R.B. STAMPING INC.
1720 Boul. St-Charles
Drummondville J2C 4Z5
819-477-2663

Les augmentations de salaires semblent vouloir reprendre à la hausse, depuis 1985

La reprise à la hausse des augmentations dans les grandes conventions collectives semble se confirmer, selon la plus récente étude de **Travail Canada** portant sur "Les grands règlements salariaux, troisième trimestre 1985".

En effet, note le rapport, l'augmentation salariale moyenne incluant l'indemnité de vie chère atteignait 3,2 % dans les grandes conventions signées au premier trimestre de l'année qui vient de se terminer, 3,4 % au second trimestre et 3,8 % au troisième, pour une moyenne cumulative de 3,5 % comparativement à 3,3 % pour les neuf premiers mois de 1984.

Mais ces moyennes très générales atténuent énormément les nouvelles tendances observées au troisième trimestre de 1985, qui indiquent des augmentations généralement plus faibles que l'inflation pour la première année des nouvelles conventions mais nettement plus élevées pour les seconde et troisième années des contrats.

En somme, les statistiques révèlent que les syndicats ont accepté des augmentations plus faibles pour la première année, mais qu'ils ont voulu se rattraper sur les deux années suivantes.

Une fois de plus, c'est le secteur non commercial (entretien des routes et ponts, aqueducs et autres services d'utilité publique, hôpitaux et organisations religieuses, éducation, administration publique et autres services sociaux) qui marque en général les reprises les plus fortes, tandis que le secteur commercial tente de poursuivre le freinage. Le phénomène se constate plus facilement dans les hausses annuelles composées.

Québec

Le rapport trimestriel de Travail Canada porte cependant sur l'ensemble du pays. Il peut donc enregistrer certains trimestres d'importantes distortions selon la provenance des conventions.

Par exemple, l'ouest parvient encore mal à sortir de la récession. Si au cours d'un trimestre donné plusieurs conventions parviennent de cette région, elles peuvent affecter les augmentations moyennes à la baisse. Ce sera l'inverse si une majorité de conventions enregistrées au cours d'un trimestre arrivent du Québec et de l'Ontario.

Par contre, si au cours d'une période donnée plusieurs conventions proviennent des secteurs publics et parapublics, les augmentations seront exagérées à la hausse, alors qu'elles le seront peut-être à la baisse si la majorité des conventions proviennent du secteur privé.

D'autres sources révèlent par contre qu'au Québec seulernent et dans le seul secteur privé, 89 grandes conventions signées les années précédentes qui ajustaient les salaires au cours des neuf premiers mois de l'année 1985 accordaient encore des augmentations moyennes de 4,17 % pour les 12 mois suivants. Mais dans les 81 conventions qui ont été renouvelées au cours des neuf premiers mois de 1985, les augmentations de la première année ne portaient plus que des moyennes de 2,84 %.

Encore une fois, il s'agit ici du Québec seulement et du secteur privé seulement. Il faudrait voir le détail de ces 81 conventions et regarder, par exemple, si les augmentations des deuxième et troisième années dépassent celles de la première année. Des augmentation de 5 %, 4 % et 3 % n'indiquent pas du tout la même tendance que des augmentations successives de 3 %, 4 % et 5 %.

Bell Canada, par exemple, a accordé à ses techniciens et employés auxiliaires des augmentations de 2 %, 2 % et 3 % dans une convention signée en mars dernier.

Pendant ce temps, le personnel d'entretien d'édifices de la région de Montréal a renouvelé son décret prévoyant des augmentations pour le personnel de classe A de 4,3 % le 1er novembre 1986, 4,1 % en novembre 1987 et 2,48 % en novembre 1988.

Il semble donc en général que les tendances à la baisse ont commencé à faire place à des tendances à la hausse au cours de l'été dernier. On peut donc penser que les syndicats qui ont accepté des augmentations décroissantes il y a deux ou trois ans voudront changer de direction lors du renouvellement de leur convention en 1986.

Mais encore une fois ce sont les grands secteurs, tels le public et le parapublic ou la construction, qui vont indiquer au cours des prochains mois si les nouvelles tendances observées aux second et troisième trimestres de 1985 vont se poursuivre en 1986. Le secteur privé, pour sa part, va certainement continuer d'exercer des pressions à la baisse sur les taux d'augmentation salariale, quitte à prévoir des clauses d'ajustement automatique en cas de reprise de l'inflation.

ANDRÉ HAINS



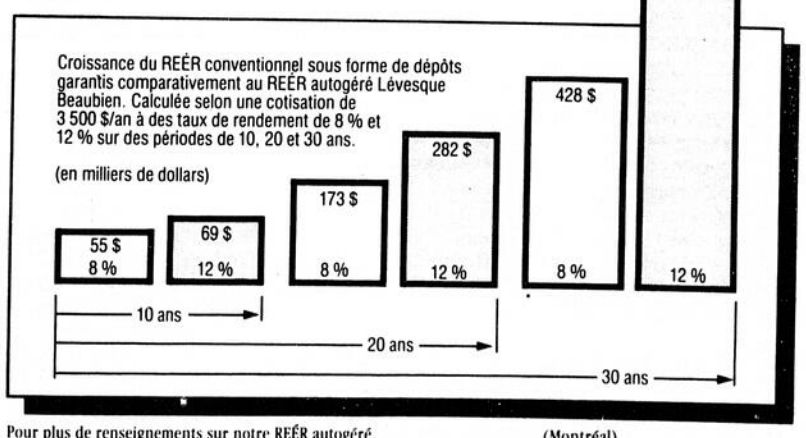
Pour vous abonner au journal
LES AFFAIRES
514-842-3131

Comment faire plus d'argent en toute sécurité

REÉR autogéré

Placer son argent dans un REÉR, c'est bien. Mais cotiser à un REÉR autogéré de Lévesque Beaubien, c'est encore mieux. Voici les avantages qui font toute la différence.
- **Flexibilité**-Vous choisissez vous-même vos placements dans le régime.
- **Rendement supérieur**-Cette grande flexibilité vous permet d'obtenir un rendement encore plus élevé sur votre épargne.
- **Sécurité**-Vous profitez des conseils et de l'expérience d'une maison hautement reconnue pour la gestion de votre portefeuille.

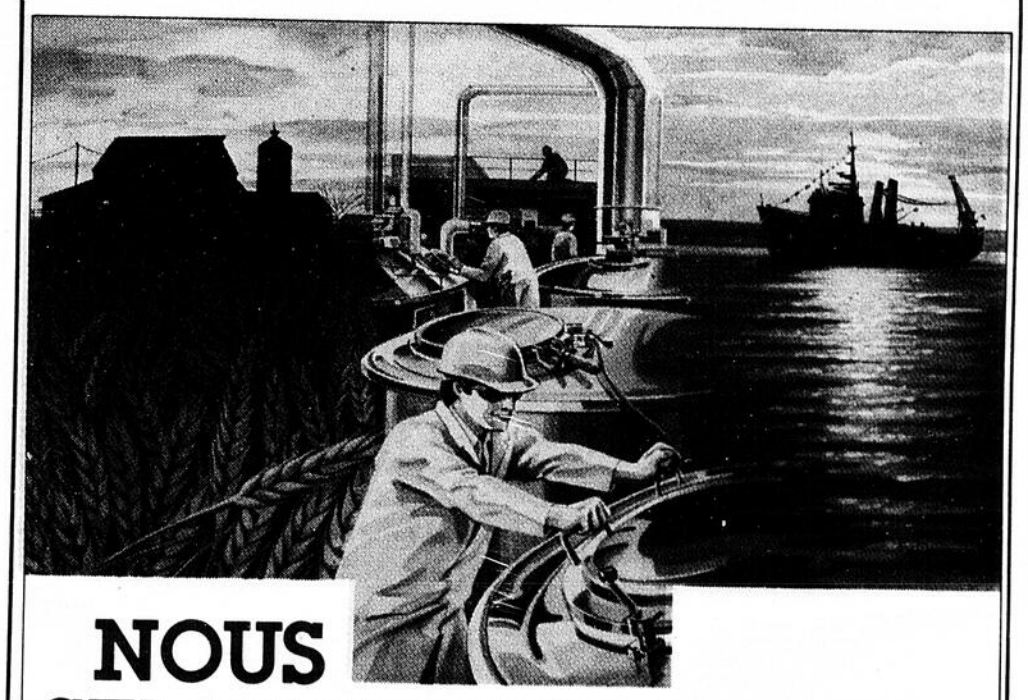
Chez Lévesque, Beaubien, vous pourriez être encore plus riche à la retraite.



Pour plus de renseignements sur notre REÉR autogéré, communiquez avec la succursale de votre région ou appelez-nous dès aujourd'hui, à frais virés, au numéro: (Montréal) (514) 879-2222

C'est reconnu, c'est sûr !

LÉVESQUE, BEAUBIEN INC.
DEPUIS 1902



NOUS SEMONS DES MOYENS.

ET AVEC VOUS SOQUIA STIMULE ET GÈRE LA CROISSANCE.

Nous sommes la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.
NOTRE MISSION: favoriser le développement de cette part importante de l'économie québécoise que constituent les industries de l'agro-alimentaire et des pêches commerciales.
NOS MOYENS: susciter des actions, investir des capitaux et conseiller les dirigeants d'entreprises. Partenaire d'avenir, c'est avec vous que nous semons des moyens afin de récolter les fruits de la croissance.



C.D.M.V. Inc.
(Centre de Distribution de Médicaments Vétérinaires)
Usine de Congélation de St-Bruno Inc.
Centre d'Insémination Artificielle du Québec (C.I.A.Q.) Inc.
Société québécoise des pêches
BIO-AGRAL

SOQUIA
partenaire de croissance

2, Parc Samuel Holland bureau 284 Québec, (Québec) G1S 4S5 Tél: (418) 643-1580 Telex: 051-3023

40 000 mises en chantier prévues en 1986

Construction: après une excellente année 85, on prévoit une bonne année 86

Après avoir connu une année 1985 au-delà de toute espérance avec 45 000 mises en chantier, l'industrie québécoise de la construction prévoit une autre très bonne année en 1986 avec 40 000 mises en chantier.

Telle est la conclusion principale d'une étude préparée par M. **Hugues Moisan,** directeur du service des recherches économiques de l'**Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec** (A.P.C.H.Q.).

La croissance de l'emploi va ralentir en 1986 mais elle pourrait être concentrée dans le secteur tertiaire qui fournit traditionnellement beaucoup d'emplois aux femmes. Ce facteur peut favoriser l'accession à la propriété si l'on considère qu'en 1984, les deux conjoints de trois ménages sur quatre, acheteurs d'un logement neuf, travaillaient.

D'autre part, les jeunes ménages non familiaux qui s'étaient regroupés ou étaient retournés chez leurs parents au plus fort de la crise économique de 1982-83 vont contribuer en 1986 à reformer de nouveaux ménages.

De plus, le solde migratoire du Québec (interprovincial et international) était négatif depuis 1966. Le Québec a perdu en moyenne 11 000 personnes net chaque année depuis 1971. Cette tendance s'est renversée en 1985 alors que 7 000 personnes net sont entrées au Québec. En 1986, on prévoit un solde migratoire positif de 9 000 personnes. Cette conjoncture a un impact considérable sur le marché de l'habitation si l'on considère la règle générale qui veut que 2 500 logements de plus soient requis pour chaque 10 000 personnes du solde migratoire positif.

Les types de mises en chantier

Les 40 000 mises en chantier prévues en 1986 devraient se répartir à parts presque égales entre l'unifamilial et le multifamilial, prévoit M. Moisan.

Le premier semestre sera principalement celui du logement multifamilial alors que l'unifamilial reprendra le temps perdu au second semestre. On prévoit 11 500 mises en chantier de logements multifamiliaux au premier semestre de 1986 et 8 000 au second semestre par rapport à 9 500 mises en chantier de logement unifamiliaux au premier semestre et 11 000 au cours des six derniers mois de l'année.

L'Est du Québec

Malgré la fragilité de l'économie de l'Est du Québec qui est axée sur les ressources naturelles, M. Moisan prévoit un niveau respectable de 450 mises en chantier en 1986, soit une performance semblable à l'an dernier.

Mauricie et Bois-Francs

Grâce surtout à deux projets industriels majeurs à Bécancour, soit **Péchiney** et **Oxychem Canada,** la région de la Mauricie et des Bois-Francs accroîtra d'un peu moins de 10 % le nombre de ses mises en chantier qui oscilleront autour de 2 300 en 1986.

L'année 1986 sera particulièrement bonne aussi à Trois-Rivières et respectable à Victoriaville alors que la construction montrera des signes de faiblesse à Drummondville.

Outaouais et Nord-Ouest

Les 3 800 mises en chantier prévues en 1986 dans la région de l'Outaouais et de l'Abitibi Nord-Ouest représenteront une baisse de quelque 5 % sur 1985.

Dans l'Outaouais, le secteur multilocatif commence à montrer des signes de surproduction alors que le marché de l'unifamilial poursuivra son rythme en 1986.

Dans l'Abitibi Nord-Ouest, le marché de l'habitation subira les effets bénéfiques du redressement économique.

Montréal

C'est dans la région de Montréal que le marché du logement unifamilial locatif sera le plus persistant en 1986, au Québec, même s'il connaîtra un affaiblissement au profit de l'unifamilial. M. Moisan prévoit 22 000 mises en chantier cette année, une baisse d'environ 1 500 sur l'an dernier.

L'Estrie

À cause principalement d'un ralentissement de la construction dans le secteur locatif, le nombre de mises en chantier dans l'Estrie en 1986 passera à 1 600 comparativement à 2 000 l'an dernier.

Québec

Dans la région de Québec, la progression des mises en chantier de logements locatifs dans la Beauce ne réussira pas à combler la baisse de l'unifamilial dans le Québec métropolitain. En l'occurrence, les 4 400 mises en chantier prévues en 1986 comporteront une diminution d'environ 15 % par rapport à 1985.

Saguenay-Lac-St-Jean et Côte-Nord

Au Saguenay-Lac-St-Jean et sur la Côte-Nord, l'excellente performance enregistrée en 1985 dans le secteur multifamilial locatif devrait se maintenir en 1986.

Par contre, le secteur unifamilial commence à prendre du retard et entraînera une diminution globale des mises en chantier d'environ 250 pour se retrouver à 1 200 cette année.

DOMINIQUE FROMENT



D·O·M·I·N·I·O·N
T·E·X·T·I·L·E

Une multinationale qui a vu le jour au Québec.

Dominion Textile a été fondée en 1905 au Québec. Aujourd'hui, quatre-vingts années plus tard, elle est présente partout au Canada et dans le monde entier, dans tous les domaines du textile, des fils et tissus aux produits géotextiles.

Elle se range parmi les leaders du marché international des textiles. Pour servir le monde.

DOMINION TEXTILE INC.
Une présence quotidienne dans votre vie.

UNE CONFÉRENCE?

NE DÉCIDEZ RIEN!

SANS NOUS APPELER.

À l'Hôtel l'Estérel dans les Laurentides, nous sommes passés maîtres en planification de conférences.

Un simple coup de téléphone et notre personnel vous dira ce que nous pouvons faire pour vous et se chargera de tout, sans tarder.

Pour notre équipe de spécialistes, l'art d'organiser et de coordonner des ateliers de travail, des séminaires, des réunions de ventes et des conférences n'a vraiment plus de secret.

Alors ne décidez rien sans d'abord nous appeler.
Composer (514) 228-2571.
À Montréal, 866-8224.

Installations modernes: 21 salles de réunions équipées d'appareils audio-visuels sont à votre disposition pour accueillir des groupes de 10 à 300 personnes.

Une cuisine raffinée: une tradition à l'Estérel.

Loisirs: Le nouveau centre de sports intérieurs comprend deux courts de racquetball, un gymnase, une piste de jogging et une piscine chauffée. On peut aussi pratiquer les sports d'été ou d'hiver.

Emplacement: À une heure de route au nord de Montréal. Loin de la ville, du bureau et du téléphone.

À l'Estérel, vos affaires nous tiennent à coeur.

Hôtel l'Estérel

C.P. 38, Ville d'Estérel (Québec) J0T 1E0

L'industrie minérale a diminué la croissance de ses investissements en 85 qui sera négative en 86

CLAUDE PICHÉ

L'investissement dans l'industrie minérale au Québec n'a pas été aussi élevé en 1985 qu'en 1984. Aux chantiers et hors chantiers, il n'aura progressé que de 7,9 % en dollars courants comparativement à 16,2 % en 1984 et de 4,2 % en dollars constants alors qu'en 1984, il avait progressé de 11,7 %.

Telles sont les résultats préliminaires constatés en 1985 par le Service de la statistique du Ministère de l'Énergie et des ressources du Québec.

Pour 1986, on prévoit un résultat négatif de la croissance de l'investissement (-3,3 %) en dollars courants sauf pour ce qui est de l'exploration hors chantier où l'on envisage une légère augmentation de 0,8 %, c'est à dire 123,11 M $ comparativement à 122,18 M $ en 1985.

C'est dans les dépenses d'immobilisation que l'industrie restreindra le plus son investissement, y accusant une variation négative en 1986 de -13,4 % comparativement à une augmentation de 12,3 % en 1985.

Par ailleurs, si les dépenses d'exploration augmenteront hors chantier, elles diminueront de -6,2 % en 1986 sur les chantiers de l'industrie, toujours en dollars courants.

C'est dans le fer que l'investissement en exploration a augmenté en 1985 (301 000 $ comparativement à 128 927 $ en 1984). Dans l'uranium, il a dramatiquement chuté de 5,7 M $ à 1,4 M $ en 1985, une tendance qui se poursuivra en 1986 où l'on ne prévoit investir en exploration que 1,07 M $.

La production minérale

La production minérale totale a, pour sa part, légèrement augmenté de 69,2 M $, en 1985, selon les données préliminaires. On prévoit une autre légère augmentation de 124,5 M $ en 1986.

La production d'amiante, du côté des minéraux industriels, devrait baisser en volume (de 601 000 tonnes en 1985 à 585 000 tonnes en 1986) mais augmentera en valeur passant de 241 M $ en 1985 à 254 M $ en 1986. On s'attend donc à une augmentation du prix de l'amiante.

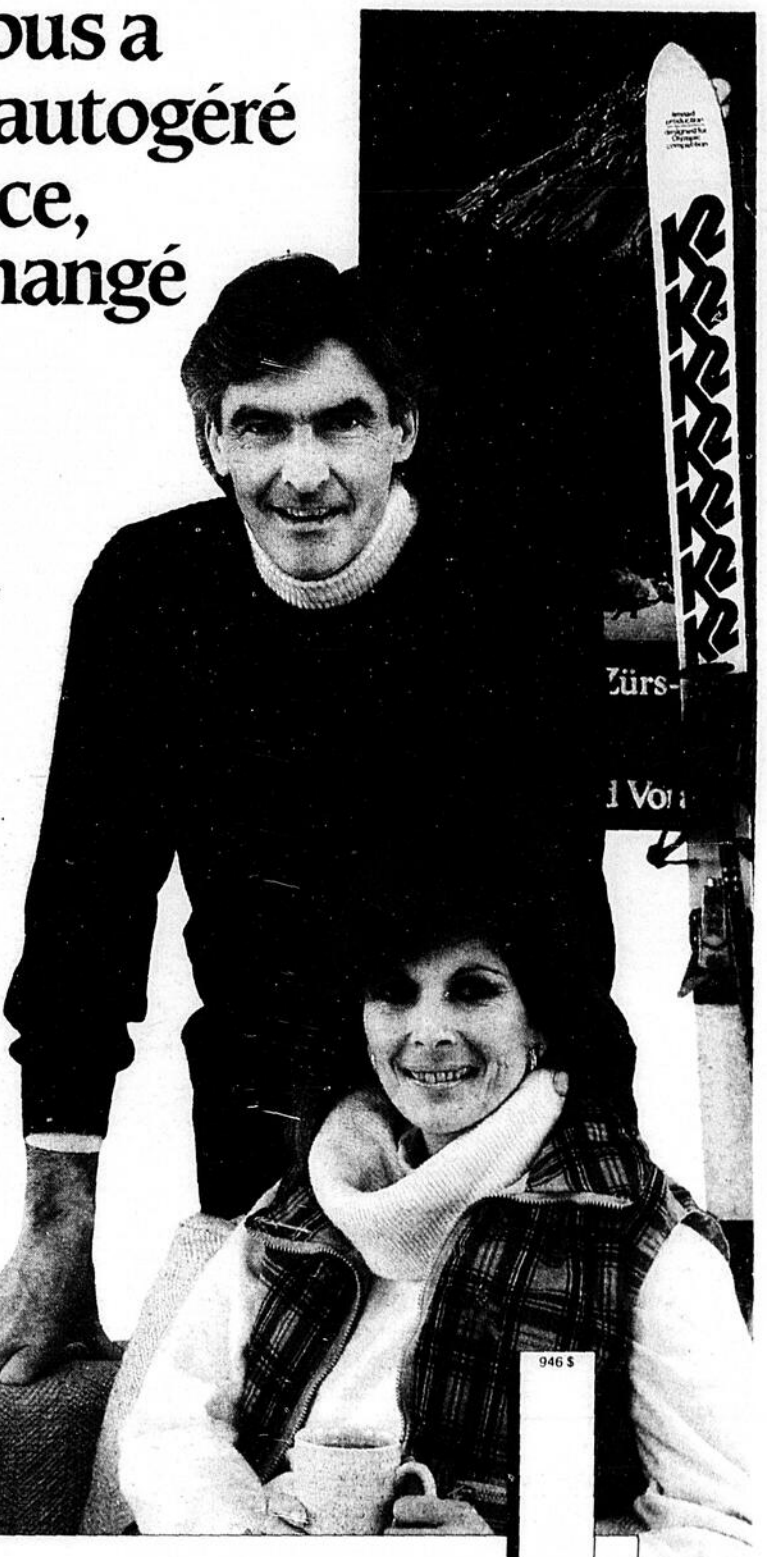
Du côté des minéraux de construction, la production de ciment devrait croître de 3,05 M de tonnes. Sa valeur passera de 196,2 M $ à 205 M $.

Pour ce qui est des minéraux métalliques, après une baisse de la valeur de la production de l'or en 1985 comparativement à 1984 (de 429,7 M $ à 407,7 M $ en 1985), la production de ce métal devrait passer à 479,2 M $ en 1986 malgré une légère diminution de volume. On escompte donc une hausse du prix de l'or en 1986. En 1985, avec 671 457 kg de plus de production, la valeur a diminué de près de 22 M $ avec la stagnation du prix de l'or sur les marchés mondiaux.

Augmentation du prix de l'argent

On escompte une augmentation du prix de l'argent en 1986 où l'on prévoit une diminution de production de près de 2 000 kg mais une augmentation de sa valeur de 13,8 M $ à 15,6 M $. tel n'a pas été le cas, évidemment en 1985, où pour production à peu près équivalente en valeur, la valeur a diminué 2,5 M $.

«Lorsque Jean-Pierre nous a expliqué qu'un REER autogéré ferait toute la différence, nous avons aussitôt changé de régime.»



Seul le REER autogéré vous permet de choisir vous-même vos placements pour récolter davantage...cette différence, c'est le confort de l'avenir.

De plus en plus de gens réalisent que l'écart de croissance entre les REER autogérés et les REER conventionnels (en gestion commune) compte avec le temps.

Les REER autogérés vous permettent encore de bénéficier d'une épargne fiscale importante. Par exemple, un particulier gagnant 40 000 $ par année et versant sa cotisation maximale admissible de 5 500 $ réduira ses impôts d'environ 2 700 $. Vous avez jusqu'au 28 février prochain seulement pour contribuer à votre REER pour 1985 et ainsi épargner sur les impôts de 1985.

Les représentants en placements de McLeod Young Weir demeurent à votre disposition pour vous expliquer ce qui fait toute la différence! Communiquez avec l'un de nos 40 bureaux d'un océan à l'autre ou composez, sans frais, le 287-3600.

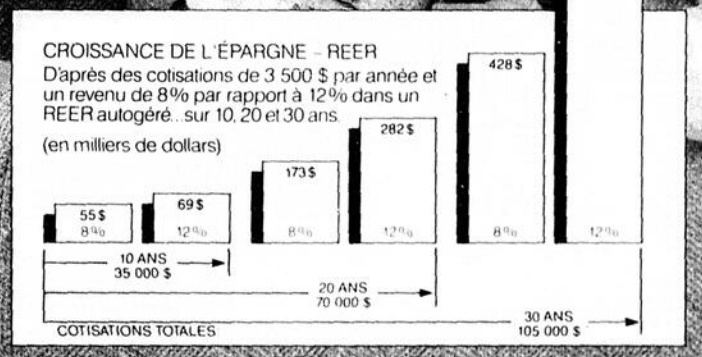


Jean-Pierre Ménard, représentant en placements de Montréal.

McLEOD YOUNG WEIR

Services financiers

Pour que votre argent profite davantage.



Les expéditions de pâtes et papiers croîtront peu en 86

La croissance globale des expéditions canadiennes de pâtes et papiers a été de 2 % en 1985 et devrait se maintenir à ce taux en 1986. Les expéditions canadiennes sont de 21,5 millions de tonnes pour 1985.

Cette hausse constitue une performance un peu faible, selon M. Gordon Minness, trésorier de l'**Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers** (ACPPP). La demande demeure cependant encore forte, a-t-il expliqué aux AFFAIRES, mais la compétition est extrêmement féroce et les surplus de papier journal et de pâte commerciale sont relativement élevés.

L'ACPPP prévoit cependant une croissance de 20 % dans la capacité canadienne de fabrication de papiers impression et écriture en 1987 par rapport à 1984, soit une augmentation de plus de 406 000 tonnes. Ce qui souligne la tendance de l'industrie vers la production de catégories de produits de papier d'une plus haute valeur, selon l'ACPPP.

Celle-ci prévoit également un accroissement de la capacité pour la pâte commerciale et le carton-caisse. Le papier journal, les papiers kraft, le carton boîtes et d'autres groupes de produits accuseront cependant une croissance plus modérée, toujours selon l'ACPPP.

''La capacité de pâte commerciale devrait atteindre 8 057 000 tonnes d'ici la fin de 1987, une augmentation de 5 % sur 1984. Le Canada est le plus grand producteur de pâte commerciale, représentant 28 % de la capacité mondiale et plus de 90 % de sa productivité va à l'exportation'', mentionne un communiqué émis par l'organisme.

De 1984 à 1987, l'accroissement de la capacité de papier journal demeurera modeste, avec 180 000 tonnes. Enfin, la capacité totale de pâte devrait atteindre plus de 24,7 M tonnes d'ici la fin de 1987, soit une augmentation de 860 000 tonnes (3,6 %) par rapport à 1984.

Selon M. Minness, la valeur du dollar sur les marchés internationaux, en particulier par rapport aux devises européennes, nuit considérablement à l'industrie canadienne face à la forte concurrence de pays comme la Scandinavie et la Suède. Certains pays comme le Brésil, le Portugal et l'Espagne ont également passablement augmenté leurs capacités de production.

L'industrie canadienne de pâtes et papiers accusait d'ailleurs un recul de 25 % de ses exportations outre-mer en 1984, tandis que les importations américaines en provenance des pays scandinaves ont presque triplé de 1983 à 1984 (67 000 à 189 000 tonnes).

M. Minness, de l'AC PPP, croit cependant que cette situation n'est pas menaçante pour la suprématie canadienne dans ce domaine industriel. Il remarque cependant que le défi de la concurrence actuelle est plus difficile que ceux qui se sont posés au cours des années antérieures.

Celui-ci a mentionné que les dépenses en usine avaient beaucoup augmenté en 1985 pour atteindre 1,9 milliard $, comparativement à 1;2 milliard $ en 1984. ''C'est un signe positif, estime-t-il, car cela devrait permettre à l'industrie canadienne de demeurer compétitive''.

Le parachèvement du vaste programme de modernisation des usines de pâtes et papiers entrepris en 1980 confirme d'ailleurs cette tendance. De plus, l'utilisation du procédé chimico-thermomécanique de fabrication est de plus en plus en vogue et permet une efficacité de production accrue et un produit supérieur.

''La croissance dans le domaine des pâtes et papiers suit traditionnellement celle de l'économie en général, a expliqué le trésorier de l'ACPPP. En 1986, cependant, notre industrie devrait croître un peu moins que l'économie, globalement''.

SERGE FORTIN



Le système de défense antiaérienne à basse altitude de Litton-Oerlikon signifie plus d'emplois et l'acquisition de nouvelles technologies pour le Canada.

Industrie et prospérité, voilà un des grands sujets de conversation à l'ordre du jour; l'équipe LLAD (low level air defence, système de défense aérienne à basse altitude) de Litton-Oerlikon en fait une réalité. Preuve en est le projet de fabrication canadien du premier système ADATS, qui se poursuit déjà depuis des mois avec la collaboration de nombreuses compagnies canadiennes. La première unité sera opérationnelle au début de 1986. D'importants investissements ont déjà été réalisés.

Grâce à la production de l'ADATS, le Canada pourra se familiariser avec la technologie de pointe la plus avancée dans le domaine des rayons laser, de la micro-électronique, de l'infrarouge et de l'ingénierie des systèmes de missiles. Cette haute technologie pourra être utilisée dans de nombreux projets, en plus de permettre à toutes les régions du Canada de créer et de sauvegarder des emplois hautement qualifiés.

A Litton systèmes de Toronto, ADATS a déjà généré de nouveaux emplois.

L'usine de radar sera située dans les Maritimes. L'usine de montage et d'engineering d'Oerlikon Aero Space de même qu'un site ADATS seront également situés au Québec. Les activités des membres de l'équipe LLAD de Litton-Oerlikon et de leurs nombreux fournisseurs entraîneront également la création d'emplois supplémentaires. Ces compagnies canadiennes assumeront le support technique durant toute la vie du système et de ses développements futurs. ADATS est ainsi un système réellement canadien qui utilisera les ressources internes du pays.

Litton-Oerlikon LLAD Team

CAE Electronics Ltd. (Canada), Contraves Italiana, Devtek Corp. (Canada), General Motors of Canada Ltd., Lavalin Inc. (Canada), Litton Systems Canada Ltd., Martin Marietta Aerospace (USA), Oerlikon Aerospace (Canada), Oerlikon-Bührle (Switzerland), Spar Aerospace ltd. (Canada), Bendix Avelex Inc. (Canada), Dowty Canada Ltd.

Le pétrole canadien est maintenant soumis à la conjoncture de l'économie pétrolière internationale

En 1985, l'industrie pétrolière canadienne a vu se réaliser la plupart de ses voeux les plus sincères. En premier lieu, l'Accord de l'Ouest entre les gouvernements du Canada, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie Britannique a complètement altéré les règles du jeu; cet accord a permis, entre autres, d'éliminer les contrôles sur le prix du pétrole domestique, d'alléger le fardeau fiscal par l'élimination graduelle de la taxe sur les recettes de pétrole et de gaz naturel, et de mettre sur pied un mécanisme qui permettra de décontrôler le prix domestique du gaz naturel.

Par la suite, la province de l'Alberta a annoncé des réductions dans les taux de redevances provinciales et des augmentations dans les crédits de royautés aux petits producteurs. Et finalement, le gouvernement fédéral annoncait des changements dans ses politiques de prix à l'exportation du gaz naturel visant à accroître notre compétitivité sur le marché américain; on a également fait des changements au Programme d'encouragements pétrolier qui ont pour but d'éliminer la discrimination à l'égard des sociétés multinationales et d'encourager les investissements étrangers.

Ce n'est qu'un tableau sommaire des modifications apportés à nos politiques énergétiques mais il démontre clairement que le gouvernement fédéral veut encourager de façon prioritaire le développement des ressources.

Face à ce nouveau scénario, il est évident que l'industrie pétrolière canadienne devra dorénavant subir les chocs de la conjoncture internationale; tant que les prix domestiques étaient contrôlés, l'industrie canadienne et le consommateur étaient "protégés" des fluctuations, parfois sévères, dans le niveau du prix international. Ceci n'est plus vrai et, de fait, l'évolution du prix mondial du pétrole représente le seul élément troublant dans la conjoncture de l'industrie pétrolière canadienne en 1986.

Le prix du pétrole

Beaucoup d'experts s'entendent sur la direction des prix mais très peu s'accordent sur son niveau éventuel. Une chose est certaine par contre, le prix actuel est trop élevé pour que l'OPEP puisse maintenir sa part de marché.

En 1979, l'OPEP produisait 60% du pétrole consommé dans le monde libre. En 1985, ce chiffre a baissé à 35%; au cours de la même période, la production de l'OPEP a passé de 32 millions de barils par jour à 15.2 million de barils par jour, soit une diminution de près de 53%.

La principale raison de cette baisse dramatique est attribuable au prix élevé du pétrole qui a encouragé des efforts de conversion et la substitution à des énergies moins chères et plus fiables ainsi que le développement de nouvelles sources de pétrole à l'extérieur de l'OPEP. Ces tendances sont appelées à continuer, quoique leur ampleur devrait être beaucoup moins prononcée.

Face à cet écroulement de la production, plusieurs pays membres de l'OPEP connaissent de sérieuses difficultés financières. Celles-ci ont agravé la situation puisque les pays de l'OPEP se trouvent alors forcés de compétitionner entre eux pour une part du gâteau qui ne cesse de diminuer alors que les pays à l'extérieur de l'OPEP augmentent constamment leur production sans assumer pour autant leur part de responsabilité dans le maintien des prix.

Depuis septembre 1985, l'Arabie Séoudite a clairement indiqué que cette situation ne pouvait plus durer et que les pays producteurs à l'extérieur de l'OPEP devraient faire leur part en limitant la production, ou courir le risque d'une guerre de prix qui pourrait faire baisser le niveau du prix du pétrole de $28 US à $18-$20 US avant le printemps prochain.

En effet, l'Arabie Séoudite vend de plus en plus de pétrole à des prix reflétant le niveau du marché des produits raffinés, donc le marché libre, et semble fermement résolu à maintenir sa production au risque de créer des surplus sur le marché mondial.

Le secteur du raffinage et de la mise en marché

Après une année désastreuse en 1985, le secteur en aval de l'industrie pétrolière canadienne devrait connaître une augmentation sensible de ses bénéfices; les taux d'utilisation de la capacité de raffinage qui ont été de 71% en 1985 devraient augmenter à environ 75% en 1986 à cause de la fermeture de la raffinerie du **Gulf Canada** à Montréal-Est et aussi grâce à une politique plus prudente de maintien d'inventaires qui va mener à une augmentation des niveaux d'alimentation en brut des raffineries. Il est également important de noter que toute diminution dans le prix du pétrole brut pourrait aider à maintenir et possiblement, augmenter les marges bénéficiaires des raffineurs.

En 1986, l'industrie canadienne pourrait augmenter ses profits d'environ 15% si le prix du pétrole se maintient au niveau actuel de $27-$28 US. L'augmentation des bénéfices viendrait des divers allègements fiscaux annoncés en 1985 et d'une augmentation des marges bénéficiaires du secteur en aval.

Il y a, par contre, un risque de plus en plus grand que le prix du pétrole baisse de façon appréciable en 1986. Une baisse en bas de $24 US le baril aurait pour effet d'éliminer tout le potentiel de gain des bénéfices.



La raffinerie Gulf, rue Sherbrooke, dans l'est de Montréal. Ultramar, le nouveau propriétaire la fermait mais elle serait achetée par un consortium formé de firmes d'ingénierie, en particulier pour ses unités pétrochimiques.

PIERRE OUIMET

M. Ouimet est vice-président et directeur du Service de la recherche chez Tassé & associés.

18 %
MOYENNE SUR 18 ANS
DU RENDEMENT ANNUEL COMPOSÉ
10 ANS 19,8%
3 ANS 21,3%
1 ANS 29,3%

C'est le résultat exceptionnel obtenu par l'Industrial Growth Fund.
L'Industrial Growth Fund offre toujours un rendement supérieur à long terme.
Mais surtout, c'est un fonds géré pour vous par Mackenzie Financial Corporation, en faisant appel à une stratégie qui accorde la priorité absolue à la protection du capital.
C'est le moyen idéal d'amortir le choc de vos placements en REÉR – en en tirant tous les fruits! Demandez dès aujourd'hui tous les détails!

LE REÉR DE L'INDUSTRIAL GROWTH FUND



Regardez des deux côtés pour la gestion de votre REÉR.
☐ Je voudrais amortir le choc de mes placements en REÉR – tout en en tirant tous les fruits: veuillez m'envoyer la brochure de réponses REÉR.
NOM
ADRESSE
VILLE PROV CODE POSTAL
TÉLÉPHONE (domicile) (affaires)
Tous les chiffres sont au 1er décembre 1985. Les offres ne sont faites que par prospectus

Les Investissements **Sogecar**
819-564-0388 875-5755
SHERBROOKE MONTRÉAL
505 Boulevard Dorchester, Suite 510
Montréal, Québec H2Z 1Y7

LE GROUPE-CONSEIL S.M. INC.

Pour chaque projet, des services personnalisés par des experts qualifiés.

- Ingénierie
- Aménagement et environnement
- Haute technologie
- Laboratoires d'analyse, de contrôle et d'essais

2545, rue Delorimier
Longueuil (Québec)
J4K 3P7
Tél. (514) 651-0981
Télex 05 268796

345, boul. Industriel
Sherbrooke (Québec)
J1L 1X8
Tél. (819) 566-8855

L'industrie québécoise de l'amiante

■ Les expéditions canadiennes d'amiante sont tombées de 700 000 tonnes en 1984 à 600 000 tonnes en 1985, et devraient se maintenir à ce niveau au cours de l'année 1986.

L'industrie des producteurs d'amiante a maintenant atteint le fond du baril que nous avions déjà estimé à ce niveau'', a expliqué aux AFFAIRES le nouveau coordonnateur du dossier de l'amiante au gouvernement du Québec, M. **Georges Dahmen**, ancien directeur du **Centre canadien d'information sur l'amiante** et directeur jusqu'à tout récemment de la Santé et des affaires syndicales pour l'**Institut québécois de l'amiante.**

L'Industrie québécoise, qui se prépare à se former en société en commandite, doit également démontrer plus d'agressivité dans un marché déprimé et dominé depuis 1982 par les acheteurs, en plus d'être caractérisée par une concurrence féroce. Il est étonnant, a fait remarquer M. Dahmen, que le Canada et le Québec (qui possède 83 % des marchés canadien et américain) ont dû absorber, depuis 1979, 90 % de la baisse du marché mondial de l'amiante.

La consommation mondiale se maintient autour de 4 millions de tonnes depuis 1980 et a enregistré une baisse totale de 600 000 tonnes. La production canadienne a chuté au cours de la même période de 1 300 000 à 600 000 tonnes.

Aucune perspective de développement

Selon M. Dahmen, le secteur de l'amiante ne devrait pas connaître de changements visibles d'ici 1990. Il a fait remarquer que deux études commandées par l'organisme qu'il dirigeait ont indiqué, en 1983, qu'aucun changement ne se pointerait à l'horizon dans l'industrie de l'amiante. Il croit que d'ici la fin de la présente décennie, l'industrie devra mettre en vigueur le processus de restructuration qu'elle tente d'enclencher dans la province, rationaliser sa production en fermant des mines et en mettant à pied une part de sa main-d'oeuvre, et accorder une priorité à la restauration de la perception négative qui sévit dans le monde depuis le drame de l'amiantose.

Leader du dossier anti-amiante aux États-Unis, l'**Environmental Protection Agency** (EPA) a annoncé en mars dernier, après avoir déclenché une campagne monstre causant en partie l'abandon de l'utilisation domestique de l'amiante, qu'elle suspendait sa décision de transmettre un projet de réglementation de l'amiante. L'EPA a également demandé à ses conseillers juridiques de procéder à une révision interne des propositions d'interdiction et d'élimination de l'amiante.

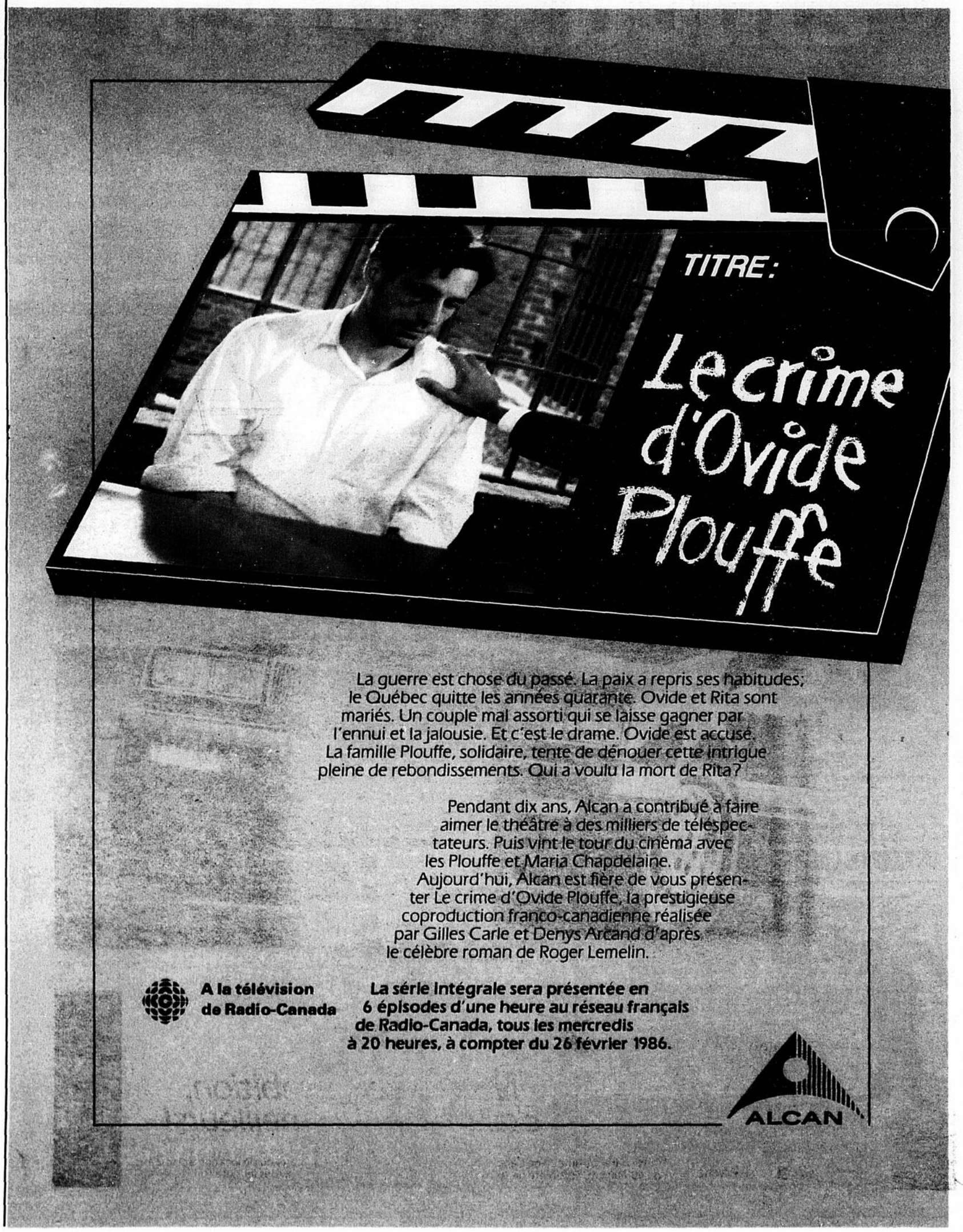
Selon des analyses économiques de banques canadiennes, la campagne anti-amiante est une des deux raisons majeures (avec la faible croissance économique) de la crise qui sévit depuis dix ans dans ce secteur industriel. Selon M. Dahmen, de par leur importance majeure sur le marché nord-américain, les producteurs québécois d'amiante devront entreprendre des poursuites conjointes avec les autres producteurs du continent contre l'EPA.

Asie en progression

D'un autre côté, le nouveau coordonnateur du dossier de l'amiante auprès du gouvernement provincial croit que les perspectives de croissance pour l'amiante sont favorables en Asie. Selon des estimations réalisées par **Coopers & Lybrand** pour le compte du gouvernement américain et des Nations Unies, le marché asiatique pourrait passer de 317 000 à 520 000 tonnes de 1984 à 1990.

Malgré la non-disponibilité actuelle de devises dans ces pays, les besoins en salubrité publique risquent de faire augmenter considérablement la demande de tuyaux d'acqueduc et d'égoût, a estimé M. Dahmen. Selon lui, l'amiante-ciment requise pour ce genre de produit a l'avantage d'être d'une fabrication technologique relativement simple et le ciment qui entre dans sa composition peut être produit de façon pratique à moindre coût par tout pays. Ce qui créerait dans les pays en voie de déve-

→



stagnera jusqu'en 1990

loppement une source d'emplois intéressante.

Enfin, la création d'une société en commandite composée des producteurs québécois, un projet annoncé en août dernier par l'ex-ministre de l'Énergie et des Ressources, **Jean-Guy Rodrigue,** aura plusieurs effets sur l'état actuel de l'industrie.

Cette nouvelle société permettra la concertation des efforts de vente sur les marchés d'exportation où certaines multinationales se départissent depuis quelque temps de leurs actifs dans l'amiante.

Cette dislocation de réseaux structurés de vente, notamment la suisse **Aeternite** et la française **Saint-Gobain,** permettra aux producteurs québécois d'accentuer leur agressivité sur les marchés nord-africains.

"Cela représente pour nous 50 % du marché koweitien qui est de 10 000 tonnes", a mentionné M. Dahmen.

725 mises à pied

Le plan de restructuration du gouvernement entraînera de plus la réduction de la production québécoise de 350 à 300 000 tonnes pour la prochaine année par la fermeture de trois mines, **National, King** et **Beaver.** Selon le ministre Rodrigue, ces mesures entraîneront le maintien de 1 500 emplois et la mise à pied, d'ici janvier 1987, de 725 travailleurs.

De l'avis de M. Dahmen, le changement de gouvernement n'aura aucun effet sur le programme annoncé l'automne dernier, sauf que la prise en charge des dossiers par la nouvelle équipe au pouvoir entraînera quelques retards. Déjà, a appris LES AFFAIRES auprès des milieux autorisés, la création de la société en commandite souffrait d'un retard d'un mois.

SERGE FORTIN

Pour vous abonner au journal

LES AFFAIRES

514-842-3131

Possibilités pour l'avenir



L'alphabétisation offre aux enfants de multiples possibilités pour l'avenir. Au Bangladesh, les programmes d'alphabétisation de l'USC brisent le cycle de la pauvreté.

Organisation charitable canadienne
nº 0064758-09-10

USC Canada
56 SPARKS, OTTAWA
K1P 5B1

Veuillez trouver ci-inclus ma contribution de _____
(Nous acceptons les chèques postdatés)

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Fondé en 1945 par Lotta Hitschmanova, C.C.
Directeur général: Raymond ven der Buhs

Pourrait-elle vous satisfaire outre mesure?

La Chrysler LeBaron GTS peut défier les meilleures voitures du monde sur le plan de l'élégance, du confort et de la performance.

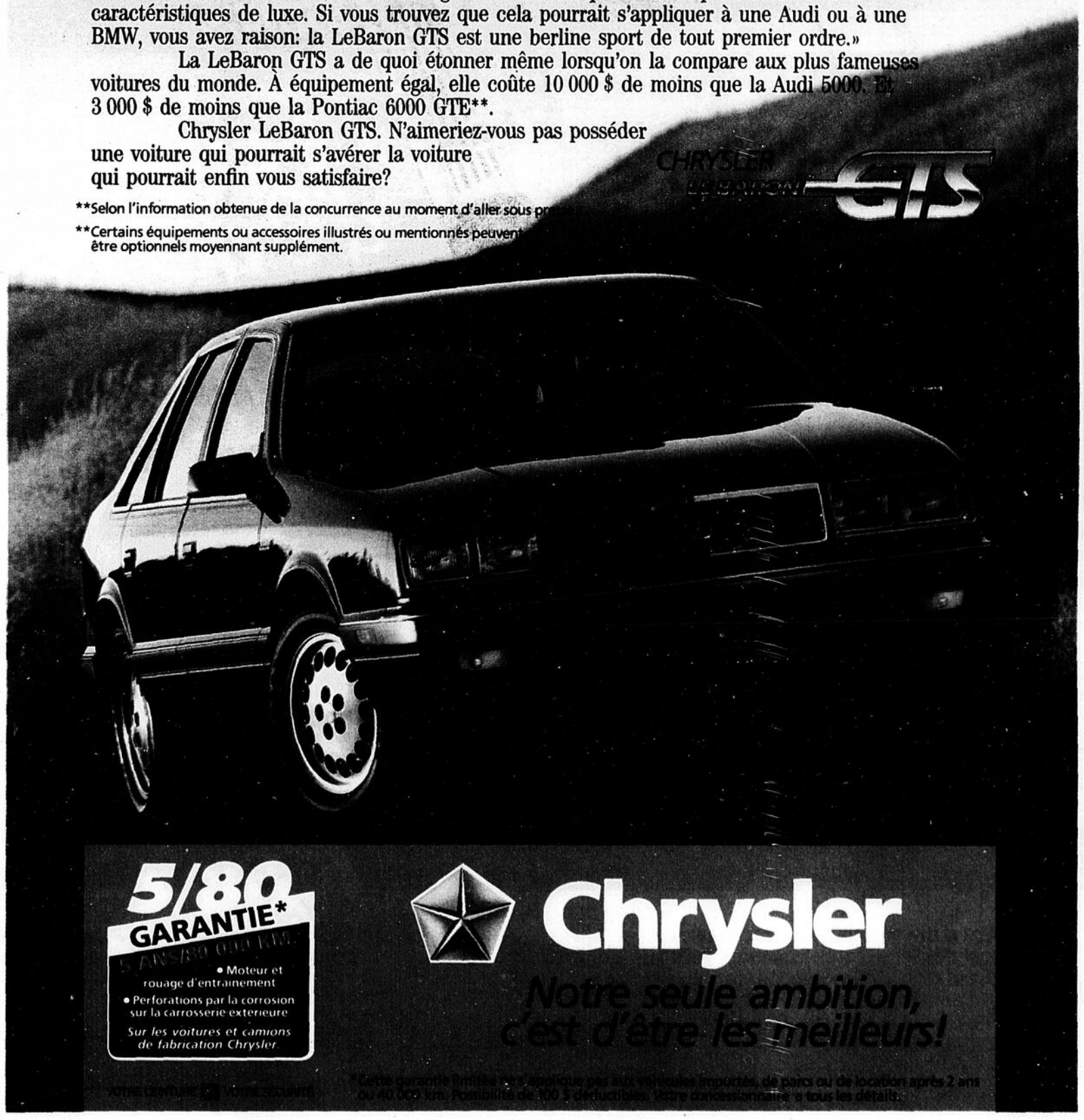
Voici ce qu'en dit le prestigieux magazine Financial Post: «Sa performance et sa maniabilité s'allient à une habitabilité généreuse ainsi qu'à beaucoup de confort et de caractéristiques de luxe. Si vous trouvez que cela pourrait s'appliquer à une Audi ou à une BMW, vous avez raison: la LeBaron GTS est une berline sport de tout premier ordre.»

La LeBaron GTS a de quoi étonner même lorsqu'on la compare aux plus fameuses voitures du monde. À équipement égal, elle coûte 10 000 $ de moins que la Audi 5000. Et 3 000 $ de moins que la Pontiac 6000 GTE**.

Chrysler LeBaron GTS. N'aimeriez-vous pas posséder une voiture qui pourrait s'avérer la voiture qui pourrait enfin vous satisfaire?

**Selon l'information obtenue de la concurrence au moment d'aller sous pr

**Certains équipements ou accessoires illustrés ou mentionnés peuvent être optionnels moyennant supplément.



5/80 GARANTIE*

5 ANS/80 000 KM

- Moteur et rouage d'entraînement
- Perforations par la corrosion sur la carrosserie extérieure

Sur les voitures et camions de fabrication Chrysler.

Chrysler

Notre seule ambition, c'est d'être les meilleurs!

*Cette garantie limitée ne s'applique pas aux véhicules importés, de parcs ou de location après 2 ans ou 40 000 km. Possibilité de 100 $ de déductibles. Votre concessionnaire a tous les détails.

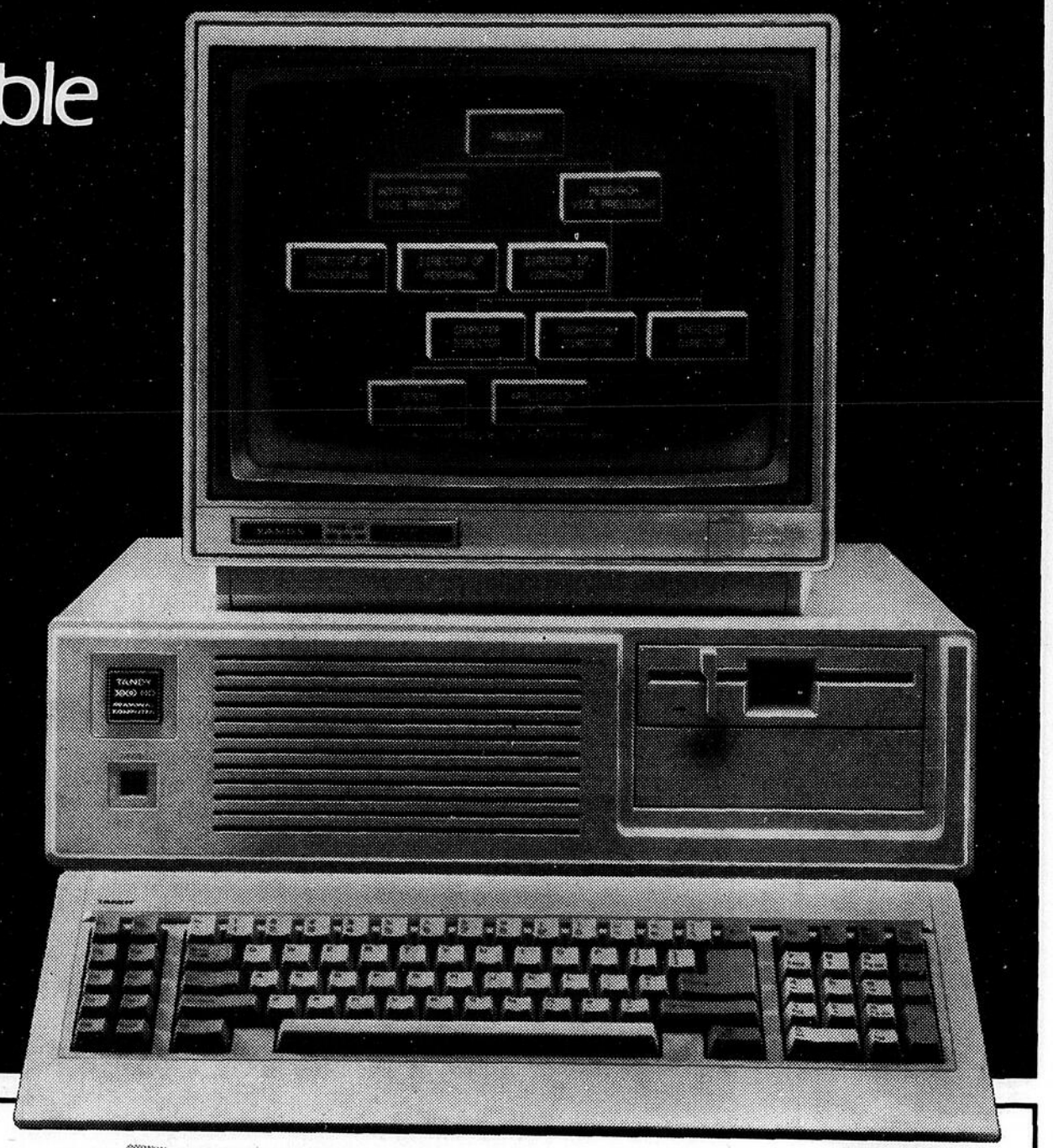
VOTRE CONFIANCE EST VOTRE SÉCURITÉ

L'alternative abordable

Encore compatible

POUR AUSSI PEU QUE

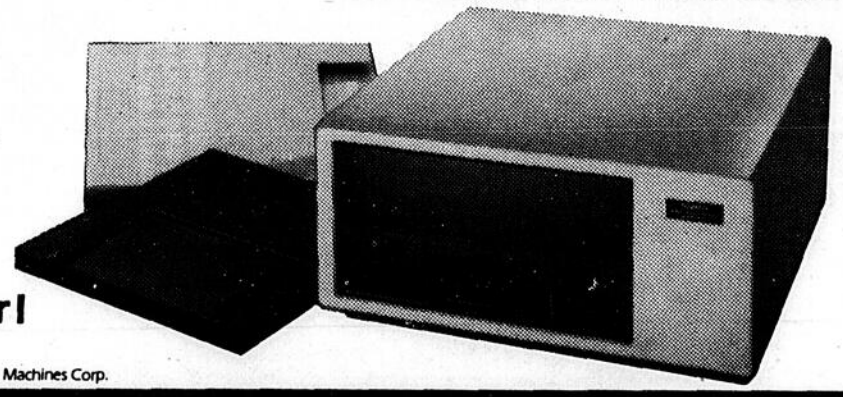
$3999



Le Tandy 3000. L'ordinateur MS-DOS le plus puissant! Non seulement il passe les logiciels pour PC/AT d'IBM®, mais il passe aussi ceux pour PC, PC/XT et la plupart de ceux pour le Tandy 1000 ou 1200. Vous pouvez aussi y ajouter le matériel d'extension vendu pour l'équipement IBM. On peut utiliser 10 fentes d'extension. Tandy 3000 avec Xenix 5.0 devient multi-utilisateur. Ajoutez-y un écran couleur ou monochrome, et obtenez un puissant système à un prix qui défie toute concurrence. Le Tandy 3000, maintenant offert dans les Centres d'ordinateurs et chez les détaillants Radio Shack participants.*

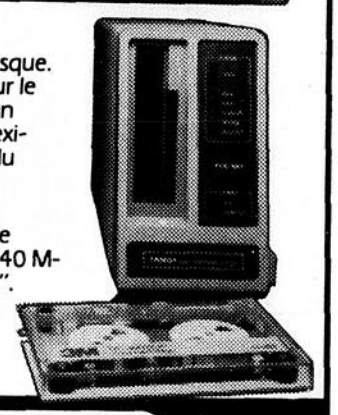
*Disponbile à compter du deuxième trimestre de 1986

Avec la nouvelle génération d'ordinateurs arrive la génération de copie et stockage de données d'un système à disque dur!



Nouveaul Système de cartouche à disque. Ce système à cartouche est idéal pour le stockage et l'usage en direct. C'est un système de 10 M-octets qui allie la flexibilité du disque souple à la rapidité du disque dur. Seulement $3195.

Pour encore plus de possibilité de copie, le TCS-100 stocke plus de 40 M-octets sur une cartouche std 1/4". Vite et sûr. Seulement $2999.



IBM est une marque déposée d'International Business Machines Corp.

TANDY/ Radio Shack®
DIVISION, ÉLECTRONIQUES TANDY LIMITÉE

CENTRES D'ORDINATEURS RADIO SHACK:
Montréal 1255 rue Guy, 931-4494 • 2001 rue University, 849-2031
St-Laurent 8092 South Service Rd., 337-2741 •
Centre d'achats Greenfield Park 465-0441
Laval 1970 boul. St. Martin, 687-4454

Magasins Radio Shack 'Plus' Centre d'ordinateurs:
Sherbrooke 562-3677 **St. Bruno** 653-4122 **Rosemère** 437-1211
Trois-Riviéres 379-3036 **St-Laurent** 332-0246 **Laval** 688-6646

Malgré une baisse lente des inventaires

Les prix de l'aluminium ont continué de frôler les cours planchers, en 1985

La véritable mutation qui se déroule dans l'industrie de l'aluminium depuis un certain temps a certainement atteint une étape importante au cours de l'année 1985, tant au point de vue conjoncturel que structurel.

L'élément de conjoncture le plus significatif est sans contredit la baisse lente, mais continue des inventaires mondiaux. Cet excédent de la demande sur l'offre résulte d'une hausse des expéditions de l'ordre de 3½% en 1985 conjuguée à une baisse continue de la production amorcée au milieu de 1984.

Cette évolution favorable ne s'est toutefois pas répercutée sur les prix, qui, tout au long de l'année, ont frôlé les cours planchers atteints lors de la récession de 1982.

Outre le délai habituel entre une baisse des inventaires et la remontée des prix, on explique la stagnation présente par une réduction des coûts de production chez plusieurs producteurs. L'abaissement du seuil de rentabilité qui en découla a permis de poursuivre la production malgré des prix déprimés.

Cette réduction des coûts est attribuable à trois facteurs. L'alumine, matière première de l'aluminium, qui épouse généralement la même tendance que l'aluminium au niveau des prix, fait face à une situation de surproduction mondiale, ce qui comprime davantage les prix de cette matière de base.

D'importants rabais tarifaires ont été consentis à de nombreux producteurs en raison de leur faible rentabilité. D'autres ont profité de la baisse des prix des produits pétroliers pour abaisser leurs coûts de production.

Enfin, la force du dollar américain a aussi eu des conséquences sur le prix car, malgré une baisse de sa valeur depuis le premier trimestre 1985, sur une base annuelle, le dollar US est demeuré plus fort que l'année précédente. Cette situation défavorise les producteurs américains, incapables de réduire leurs coûts au même rythme que leurs compétiteurs extérieurs.

Une situation aussi difficile a entraîné un resserrement de structures de l'industrie. Plusieurs producteurs nord-américains intégrés ont procédé à des radiations d'actifs importants et des réductions substantielles de capacité.

On assista également tout au cours de l'année 1985 à des changements de propriété, de même qu'à des reports ou abandons de nombreux projets d'investissements. Au Québec, notamment, **Alcan** a décidé de remettre à plus tard la mise en chantier de l'usine **Laterrière,** à Chicoutimi.

Les conséquences de ce redéploiement d'actifs et de propriété commencent à se dessiner. Ceux que l'on a communément appelé les nouveaux arrivés dans l'industrie (au cours des années 70) se retirent tanquillement du marché en pansant leurs blessures, et en essayant de minimiser leurs pertes.

1986?

Nous assisterons probablement à une croissance modérée, de l'ordre de 2½ à 3%, au sein des économies occidentales et la hausse de consommation de l'aluminium devrait être du même ordre.

Les expéditions d'aluminium devraient continuer à excéder la production. Les inventaires pourraient ainsi atteindre un peu plus de 2 millions de tonnes à la fin de 1986, alors qu'ils étaient à près de 3 millions de tonnes, à la fin de 1984.

La remontée des prix, tant attendue, qui s'est finalement amorcée dans les dernières semaines de novembre 85, devrait se poursuivre de façon modérée, en 1986. Il en résultera une meilleure rentabilité des producteurs.

Les prix se raffermissant, nous devrions assister à la fin des coupures massives de production survenues tout au cours de 1985.

D'autre part, de nouvelles usines entreront en opération en 1986, ce qui pourrait aboutir, s'il n'y a pas de coupures équivalentes, à un ajout net de capacité de l'ordre de 300 à 400 000 tonnes métriques.

Dans le secteur du métal primaire, le Québec constitue toujours, pour l'avenir immédiat du moins, un endroit intéressant pour l'implantation de nouvelles alumineries. À la mi-année 1985, **Reynolds** a complété son projet d'expansion à Baie Comeau et en 1986, **Péchiney** produira son premier lingot à Bécancour.

Des études de pré-faisabilité se poursuivent toujours dans le cas de **Kaiser** et d'**Alusuisse,** pour d'éventuelles implantations au Québec.

Pour sa part, Alcan demeure résolue à poursuivre le programme de modernisation de ses installations québécoises.

GILLES PROULX

Gilles Proulx est économiste en chef chez Alcan.

FINIS LES CASSE-TÊTE DE GESTION IMMOBILIÈRE!

Prés. Dir. Gén.
Luc D. Baudouin
E.A., C.P.M.

PROMANAC
SERVICES IMMOBILIERS LTÉE

Vice-Président
Albert V. Hudon
B. Comm., MBA

Services complets de gestion immobilière, consultation et vente
Montréal - Ottawa - Québec
Société fondée en mars 1972
Excellentes références
Demandez notre brochure
1331, ave. Greene
Montréal, Québec H3Z 2A5
Tél.: (514) 933-3646



Une équipe unie, assidue et compétente: les associés de Coopers & Lybrand Laliberté Lanctôt

L'équipe Coopers & Lybrand/Laliberté Lanctôt offre, entre autres, des services de vérification, fiscalité, évaluation d'entreprises, insolvabilité, informatique, financement, réclamations d'assurance, redressement d'entreprise et gestion-conseil.
Entièrement autonome, notre cabinet fait partie de Coopers & Lybrand (International) présent dans plus de cent pays.

Nos professionnels travaillent main dans la main au service de l'entreprise québécoise, ici même au Québec. Lorsque les activités de notre clientèle s'étendent au-delà de nos frontières, elle a accès, par notre entremise, à des services professionnels de même qualité ailleurs au Canada et à l'étranger.

* Associé — Le Groupe conseil Coopers & Lybrand

Coopers & Lybrand
Laliberté Lanctôt

COMPTABLES AGRÉÉS
630, boulevard Dorchester ouest
Montréal (Québec) H3B 1W5 (514) 876-1500
2, Place Québec, Québec (Québec)
G1R 4V5 (418) 522-7001

C&L En toute confiance

La mentalité des manufacturiers québécoise du vêtement veut faire

■ En 1985, l'industrie canadienne et québécoise du vêtement est toujours en butte à des problèmes de concurrence étrangère dans un marché à croissance très faible. Elle doit dans les prochaines années relever le défi du rajustement de ses structures et de la modernisation de ses entreprises. Telle est l'opinion exprimée par M. **Pierre Lamonde,** professeur à l'**Institut national de recherche scientifique** (INRS).

Selon M. Lalonde, qui a réalisé une étude exhaustive sur le domaine du vêtement en 1984, une profonde tradition familiale peu réceptive aux changements est ancrée chez les producteurs d'ici, Pour survivre, des changements de fonds, de mentalités et de valeurs devront avoir lieu, selon l'expert.

La productivité de l'industrie québécoise du vêtement se maintient à environ 53 % depuis 1983. L'industrie canadienne génère 95 000 emplois environ (1984) dont 56 200 au Québec.

La valeur des expéditions a repris une courbe ascendante lente depuis al récession de 1982; la part de marché perdue lors de la récession a été accaparée par les importations en provenance des pays à faibles coûts de production. Les manufacturiers étrangers occupent présentement 30,2 % du marché canadien du vêtement.

Le Québec a exporté à peine 6,6 % de sa production en 1984, soit une faible augmentation de 1 % sur 1982. Les exportations québécoises sont dirigées vers les États-Unis dans une proportion de 78,4 %.

Peu d'optimisme des manufacturiers

Les fabricants québécois de vêtements ne sont pas très optimistes face à l'avenir de leur industrie, ils adoptent presque tous une attitude protectionniste vis-à-vis des importations. Deux contraintes majeures paralysent actuellement l'industrie selon M. Lamonde: une faible capacité exportatrice et une insuffisance chronique des investissements.

"Le redéveloppement de l'industrie du vêtement passe par l'exportation, mais on ne peut pas exporter les produits qu'on fabrique maintenant, insiste M. Lamonde. La majorité de nos produits sont des produits de masse et non des produits de mode", poursuit-il.

Mme **Carmen Adam,** commissiare au développement de l'entreprise à la **Commission d'initiative et de développement économiques de Montréal** (Cidem) partage le même avis. "Il est important que les producteurs d'ici comprennent qu'il faut qu'isl mettent leurs ressources en commun pour améliorer globalement la promotion des produits, la capacité de production et la productivité", explique Mme Adam.

Déjà, une certaine concertation des intervenants du milieu se fait. "Ils commencent à travailler ensemble pour bien définir leur marché, notamment au sein du conseil d'administration du **Centre de la promotion de la mode**", a-t-elle ajouté.

Par contre, lentement, les producteurs commencent à comprendre qu'il n'y a pas que le protectionnisme pour les sauver, estime M. Lamonde.

La Cidem joue un rôle d'information auprès des entreprises pour les renseigner sur les programmes de financement disponibles auprès des différents paliers gouvernementaux, un rôle de promotion des entreprises de sous-traitance de Montréal et s'assure que les manufacturiers de Montréal soient représentés lors de la venue d'acheteurs étrangers.

Le manufacturier québécois, traditionnellement, est fortement orienté vers la gestion de la production; il surveille ses coûts de transformation et les opérations internes de son entreprises; il loue les services d'agents oud e firmes spécialisées pour s'occuper dela distribution, des relations avec la clientèle, des services aux acheteurs, etc. Il ne connaît donc pas les goûts du consommateur.

"La tendance actuelle au Québec va vers la production pour les grands distributeurs canadiens et américains au lieu de la production poru le consommateur", a indiqué de son côté M. **Marc Lamontagne,** directeur général du **Centre québécois de productivité du vêtement.**

Le mandat de cet organisme autonome, créé il y a deux ans, est d'aider l'industrie québécoise du vêtement à accroître sa capacité concurrentielle par l'amélioration de sa productivité. Cette amélioration est possible par la conjugaison de trois éléments: le développement des ressources humaines pour améliorer la qualité, l'utilisation de la technologie de pointe, et le développement de marchés.

"Il faut convaincre les manufacturiers québécois d'adopter une mentalité marketing plutôt que manufacturière, souligne M. Lamontagne. Il est possible de concurrencer les importations sur la base de la qualité et du design", a-t-il précisé.

Les manufacturiers québécois peuvent facilement, selon M. Lamontagne, réduire leur temps de livraison. Les importateurs doivent souvent absorber des inventaires et déposer leurs commandes longtemps à l'avance.

Généralement la période entre la création d'un produit et sa livraison à l'importateur atteint 66 semaines. "Les Américains, par exemple, travaillent actuellement à réduire cette période à 21 semaines. Ainsi, acheteur n'a pas à financer des inventaires et est plus près des tendances changeantes de la mode", a souligné M. Lamontagne.

Selon M. Lamonde, il est possible de réduire de 20 à 25 % l'écart considérable qui sépare le coût unitaire de production canadienne et celui des pays du Pacifique en automatisant au maximum les opérations qui peuvent être mécanisées.

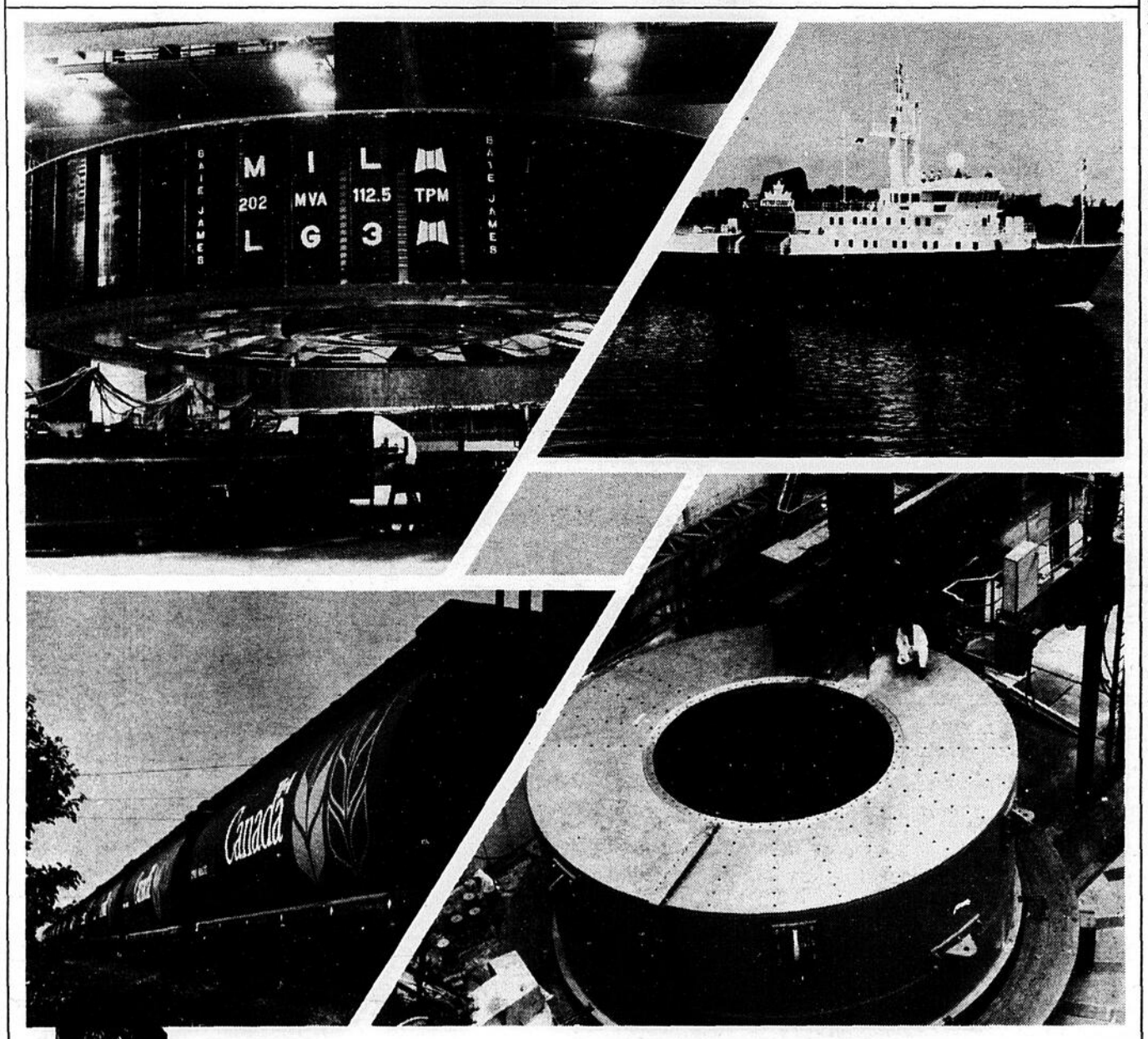
"Il y a un an, il y avait un système de coupe par ordinateur au Québec, maintenant on en compte au moins quatre; il y avait une trentaine de systèmes informatisés de marquage et de gradation, on en compte actuellement plus de 70; il n'y avait aucun système informatisé d'acheminement des matières premières à l'unité aux différents postes de travail, maintenant un système est installé et cinq sont commandés", a révélé M. Lamontagne.

Lentement, les producteurs commencent à comprendre qu'il n'y a pas que le protectionnisme pour les sauver, estime M. Lamonde.

De 1983 à 1984, par exemple, le Canada a enregistré une hausse de 35 % environ de ses exportations vers les États-Unis, a indiqué aux AFFAIRES M. Lamontagne. "Ces améliorations sont possibles grâce à la formation de consortiums pour l'in-

→

MIL





symbole d'excellence à travers le monde.

Matériel hydro-électrique et énergétique, construction et réparation de navires, équipement industriel, wagons de chemin de fer.

Marine Industrie Limitée

devra changer si l'industrie face à la concurrence étrangère

LE COMMERCE INTERNATIONAL DU VÊTEMENT*
(en millions de $ courants)

	1980	1981	1982	1983	1984
importations	759,6	927,5	960,8	1 173,4	1 561,9
exportations	89,7	88,0	92,1	95,8	125,2
déficit commercial	669,9	839,5	868,7	1 077,6	1 436,7

*** Vêtements de tissus et tricots, sauf les articles de fourrure et de cuir**

Source: Ministère de l'Industrie et du Commerce
Tableau: LES AFFAIRES

vestissement en immobilisations et de consortiums d'exportations'', a-t-il précisé.

Montréal: quatre avantages

Mme Adam isole quatre attributs majeurs de Montréal comme centre de la mode au Canda. D'abord elle mentionne l'effet d'agglomération de Montréal qui polarise la majeure partie des entreprises canadiennes du vêtement de même qu'un grand nombre de fournisseurs, biens et services et ce dans un espace restreint. Le vêtement occupe environ 30 % de la main-d'oeuvre industrielle à Montréal et la province de Québec accapare environ 60 % de l'industrie canadienne du vêtement.

Deuxièmement, Mme Adam souligne la forte concentration des entreprises de sous-traitance qui peuvent offrir une grande flexibilité aux grands manufacturiers en leur permettant de limiter leurs coûts en immobilisations (87,2 % des entreprises canadiennes à forfait sont localisées à Montréal).

Troisièmement, Montréal polarise une partie importante des ressources humaines, des compétences et des firmes oeuvrant dans le vêtement pour former un centre de la mode. Finalement la synergie de ces trois éléments crée unclimat privilégié de communications et de dynamisme.

Libre-échange

Mme Adam estime également qu'il faut préparer les entreprises manufacturières de vêtements au libre-échange. ''Il faut éduquer les entreprises à réagir à cette énorme clientèle ainsi qu'à la féroce compétition qui surgira devant elles'', d'ajouter Mme Adam.

M. Lamontagne partage le même avis. À cet effet, son organisme procédera, avec la collaboration d'experts, à des études sectorielles mesurant l'impact de la venue du libre-échange.

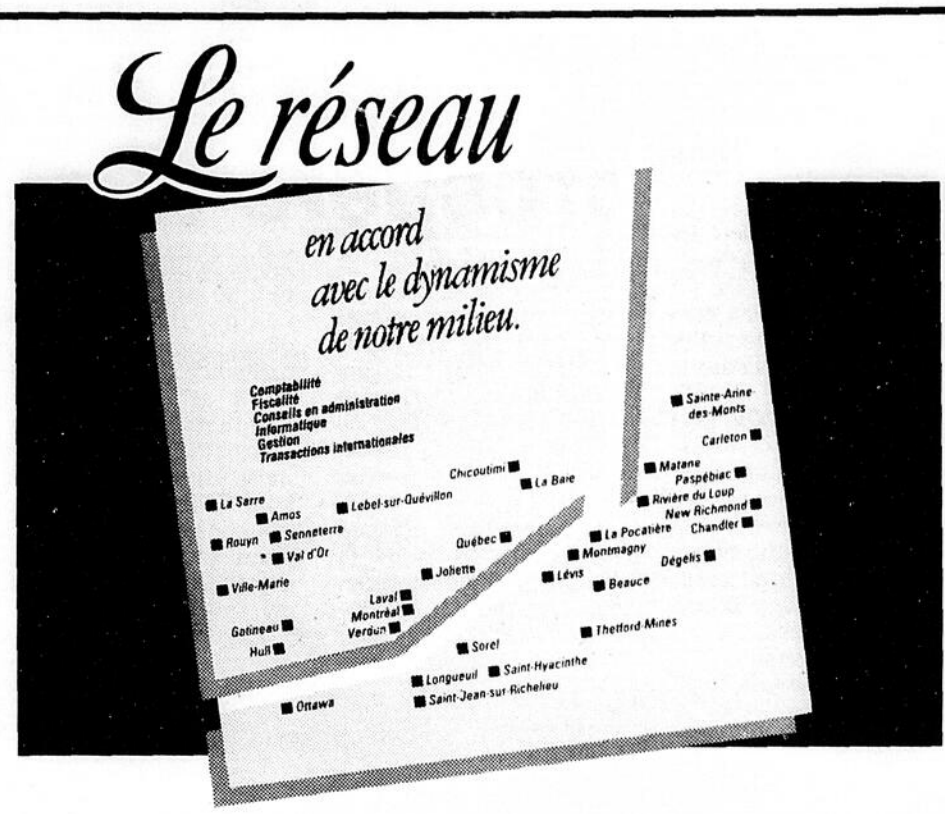
Ces divers intervenants et obsrevateurs du milieu du vêtement au Québec sont optimistes face à l'avenir de cette industrie grâce à la formation de

DOMINIQUE BEAUCHAMP

IMPORTATIONS/EXPORTATIONS CANADIENNES DE VÊTEMENTS DE/VERS HONG KONG, TAÏWAN ET LA CORÉE DU SUD
(Valeur en dollars)

	1983	1984
Importations canadiennes de Hong Kong	295 051 000	353 983 000
Exportations canadiennes à Hong Kong	1 054 000	1 529 000
Déficit commercial	(293 997 000)	(352 454 000)
Importations canadiennes de Taïwan	218 296 000	263 405 000
Exporations canadiennes à Taïwan	67 000	777 000
Déficit commercial	(218 229 000)	(262 628 000)
Importations canadiennes de la Corée du Sud	243 656 000	315 428 000
Exportations canadiennes à la Corée du Sud	217 000 000	151 000 000
Déficit commercial	(26 656 000)	(164 428 000)

Source: Statistique Canada
Tableau: LES AFFAIRES



RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ
Présent dans près de 40 villes au Québec, à Ottawa et en Europe.

Votre partenaire dans la poursuite de vos objectifs

Montréal (514) 845-4266
Quebec (418) 529-0101
Jonquière (418) 548-4634
Trois-Rivières (819) 379-1096
Ottawa (613) 234-2155
Toronto (416) 364-3525

cgi CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE

HAREL, DROUIN & ASSOCIÉS
Comptables agréés

Pour des services comptables personnalisés.

MONTRÉAL
507, Place D'Armes
bureau 800
845-9253

LAVAL
2, Place Laval
bureau 455
668-3990

LONGUEUIL
162, rue Saint-Charles ouest
bureau 200
677-5286

REPENTIGNY
10, boul. Brien
585-5503

POINTE-AUX-TREMBLES
1265, Saint-Jean Baptiste
bureau 100
645-2741

ÎLES-DE-LA-MADELEINE
675, chemin Principal
Cap-aux-Meules
(418) 986-5122

Selon l'Institut canadien des textiles

La reconduction de l'accord multifibre permettrait à l'industrie de redevenir prospère d'ici 1990

La reconduction en juillet prochain de l'accord multifibre par le gouvernement du Canada permettrait à l'industrie canadienne des textiles de retrouver le chemin de la prospérité d'ici la fin de la décennie, a déclaré dans une entrevue accordée aux AFFAIRES M. **James M. Robertson,** vice-président ressources humaines de l'**Institut canadien des textiles.**

L'accord multifibre fait partie intégrante de l'accord du G.A.T.T. (General Agreement on Tariffs and Trades) signé à Genève en 1947 pour contrôler les tarifs douaniers dans le monde.

L'année 1985 a mal commencé pour l'industrie mais elle s'est terminée sur une note beaucoup plus encourageante et si la conjoncture économique mondiale actuelle se maintient, 1986 sera une bonne année en général, à indiqué M. Robertson.

En fait, il semble que seule l'industrie du vêtement n'aille pas comme l'industrie des textiles le voudrait. Mais l'industrie du vêtement estime de son côté que son principal problème vient justement de l'industrie des textiles.

L'industrie du vêtement représente 40 % de la clientèle de l'industrie des textiles, a indiqué M. Robertson. Les produits pour les consommateurs, c'est-à-dire la literie, les draperies, les tapis et tous les tissus que l'on retrouve généralement dans une résidence comptent pour 30 % de la clientèle de l'industrie des textiles. Dans ce même groupe on inclut les textiles de loisirs, comme les voiles de bateaux, les survêtements pour la plongée sous-marine, les parachutes, etc.

Les autres 30 % de la clientèle de l'industrie des textiles proviennent du secteur industriel avec la fabrication de sièges d'automobiles et d'avions, de tapis commerciaux, d'uniformes pour les hôteses de l'air, de pneus (polyester et nylon), lingerie pour les hôpitaux, d'artères artificielles pour la chirurgie, de filtres (pour le vin et autres) et de feutres (pour fabriquer du papier).

Le géotextile, un domaine en pleine expansion, fait aussi partie du secteur industriel. Il comprend entre autres du tissu que l'on place entre la couche de gravier et d'asphalte pour construire des routes et des pistes d'atterrissage, les tissus utilisés par les forces armées, du tissu pour fabriquer des canaux d'irrigation, des réservoirs à pétrole, le toit du stade Olympique et de Vancouver, etc.

L'industrie des textiles a déjà perdu 24 000 emplois depuis cinq ans, à cause principalement des importations massives de vêtements au Canada, croit M. Robertson. Pas moins de 54 % de la production de l'industrie canadienne des textiles se fait au Québec. L'industrie des textiles au Québec étant plus axée sur le vêtement qu'en Ontario, où la production est plus orientée vers le secteur industriel, le Québec a probablement écopé plus que sa voisine de cette situation.

Si le gouvernement fédéral ne reconduit pas l'accord multifibre et ne l'applique pas avec plus de fermeté qu'il ne l'a fait par les années passées, il y aura plusieurs autres fermetures d'usines, croit M. Robertson. ''Il y aura malgré tout des fermetures, même si le gouvernement intervient, mais elles seront mieux planifiées,'' a-t-il ajouté.

A qui la faute?

''Et quand l'industrie des textiles perd une part de marché aux mains des importateurs, d'autres secteurs s'en ressentent: les usines de filature, de finition et de fabrication de vêtements, les teintureries de tissus et autres'', a expliqué M. Robertson, qui reporte sur les manufacturiers de vêtements la responsabilité d'une bonne part des malheurs de l'industrie des textiles.

''Le Canada a peut-être la technologie la plus avancée dans le monde en matière de fabrication de textiles, croit M. Robertson. L'efficacité de nos équipements nous permet de pouvoir concurrencer le coût très bas de la main-d'oeuvre dans les pays importateurs comme la Corée du Sud, Hong Kong, et Taïwan et d'autres.

''Mais la situation est différente dans l'industrie du vêtement, a-t-il poursuivi. La part de la main-d'oeuvre dans la fabrication d'un vêtement est plus importante que dans la fabrication de tissus. C'est pour cette raison que les manufacturiers de vêtements canadiens ne sont pas compétitifs et que le Canada doit importer tant de vêtements fabriqués à l'extérieur. L'industrie du vêtement a évolué moins vite que celle des textiles.''

La reconduction de l'accord multifibre permettrait donc à l'industrie du vêtement de combler ce retard et de devenir concurrentielle avec les importations d'ici quatre à cinq ans et ainsi d'améliorer la situation de l'industrie des textiles pour laquelle elle représente 40 % des revenus, soutient M. Robertson.

Le paternalisme que démontre l'industrie des textiles à l'endroit des manufacturiers de vêtements ne semble pas faire l'affaire de ces derniers qui rétorquent que l'industrie des textiles cherche plutôt à se protéger elle-même.

''Le principal problème des manufacturiers de vêtements provient de leur difficulté à s'approvisionner en tissus originaux et de qualité'', a affirmé aux AFFAIRES M. **Marc Lamontagne,** directeur général du **Centre québécois de productivité du vêtement.**

Selon M. Lamontagne, la haute technologie des fabricants canadiens de tissus ne leur permet qu'une production massive qui ne correspond plus aux goûts des consommateurs.

''L'industrie canadienne des textiles manque de flexibilité et de créativité et c'est pour cela que les manufacturiers de vêtements doivent acheter leurs tissus ailleurs, a précisé M. Lamontagne. Pour répondre aux besoins de la clientèle, il nous faut produire des vêtements plus originaux et donc en plus petites quantités qu'avant, ce que ne peuvent pas faire les fabricants de tissus canadiens qui n'ont pas vu venir les changements dans la mode.

''Les fabricants canadiens de tissus ne peuvent pas concurrencer les importateurs au niveau des prix mais ils le pourraient au niveau de la qualité du service, de la flexibilité, du temps de réponse et de l'originalité de la production. Cependant, ils sont impuissants à exploiter ces avantages'', croit M. Lamontagne.

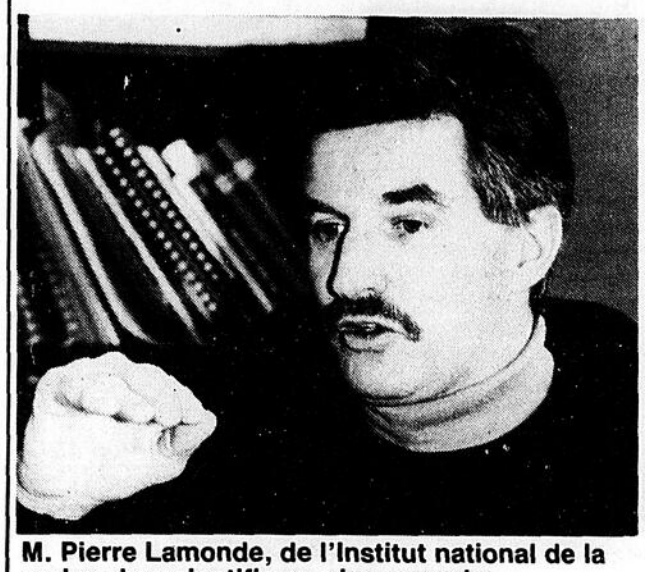
''Les manufacturiers canadiens de vêtements craignent donc que la reconduction de l'accord multifibre ne démotive les fabricants de tissus.

DOMINIQUE FROMENT



Pour mieux concurrencer les pays à bas coût de production

Il faut réorienter l'industrie du vêtement



M. Pierre Lamonde, de l'Institut national de la recherche scientifique: cinq axes de réorientation.

L'industrie canadienne du vêtement fait face à une vive concurrence des pays à bas coût de production, des pays en développement à économie de marché et aussi des pays de l'Est. Les participants à la conférence socio-économique de 1983 ont pris conscience de l'état de la situation.

En 1984, suite à cette conférence, un document a été produit par le professeur **Pierre Lamonde** et l'**Institut national de la recherche scientifique** (INRS) qui présente la situation qui sévit et offre une solution en cinq volets qui pourrait permettre à l'industrie canadienne et québécoise du vêtement de survivre à court et moyen terme.

M. Lamonde, qui a réalisé cette étude après de nombreuses consultations et observations des intervenants du milieu, croit que l'avenir de l'industrie du vêtement réside dans l'élaboration d'une stratégie de redéveloppement complet de l'industrie.

La réorientation de l'industrie est axée sur cinq volets: le virage technologique, une nouvelle approche du marché, le virage de la gestion, le développement d'une capacité exportatrice et la polarisation de l'industrie autour de grandes firmes.

1. Le virage technologique

Le producteur canadien doit utiliser les ressources de la technologie existante pour réduire une partie de l'écart (16 % environ) qui sépare le coût unitaire de production de celui de son concurrent asiatique pour un produit livré sur le marché canadien.

2. Nouvelle approche du marché

La stratégie du producteur canadien doit être axée sur une segmentation systématique du marché, estime l'auteur de l'étude. Plutôt que de chercher traditionnellement à fabriquer des produits à marché de masse, pour lesquels les avantages comparatifs du concurrent du Pacifique sont à leur maximum, le producteur d'ici devrait mettre l'accent de plus en plus sur les produits de haute qualité et à prix élevés et sur de nombreuses niches particulières.

Cette stratégie de marché suppose: le développement d'une image de marque pour les produits d'ici, une haute priorité à la conception et au design, l'acquisition d'une très grande flexibilité en matières de lignes de production et notamment la capacité de réaliser efficacement des courses de production courtes.

3. Virage de la gestion

Le producteur canadien devra changer l'orientation de sa gestion et l'engager vers les fonctions externes de la firme: opérations efficaces de distribution, relations étroites avec la clientèle, ouverture de points de vente au détail pour bénéficier d'informations directes sur les goûts des consommateurs, analyses de marchés et campagnes de publicité.

4. Développement d'une capacité exportatrice

La stratégie de segmentation de marché se butte à la contrainte de la petite taille de la population canadienne, selon M. Lamonde. Les segments de marché et les niches qu'offre le Canada sont de taille trop restreinte pour garantir la rentabilité à long terme d'une approche de ce type si elle n'est pas accompagnée par le développement d'une capacité exportatrice chez les producteurs d'ici. Évidemment le marché qui recèle le plus grand potentiel est le marché américain.

5. Polarisation de l'industrie autour de grandes firmes

La stratégie de redéveloppement de l'industrie du vêtement exige une réorganisation du secteur autour de grandes entreprises. Celles-ci devront satelliser un nombre croissant de petite firmes qui travailleront à forfait pour elles dans une division optimale du travail.

Seules les grandes firmes ont les moyens financiers, le personnel qualifié et la capacité de gestion pour effectuer les opérations mentionnées aux points 1-2-3. Elles sont aussi les seules à être assez fortes, en terme de pouvoir de négociation et d'expertise, pour discuter et transiger avec leur gros fournisseurs et les grands producteurs de leurs produits.

DOMINIQUE BEAUCHAMP

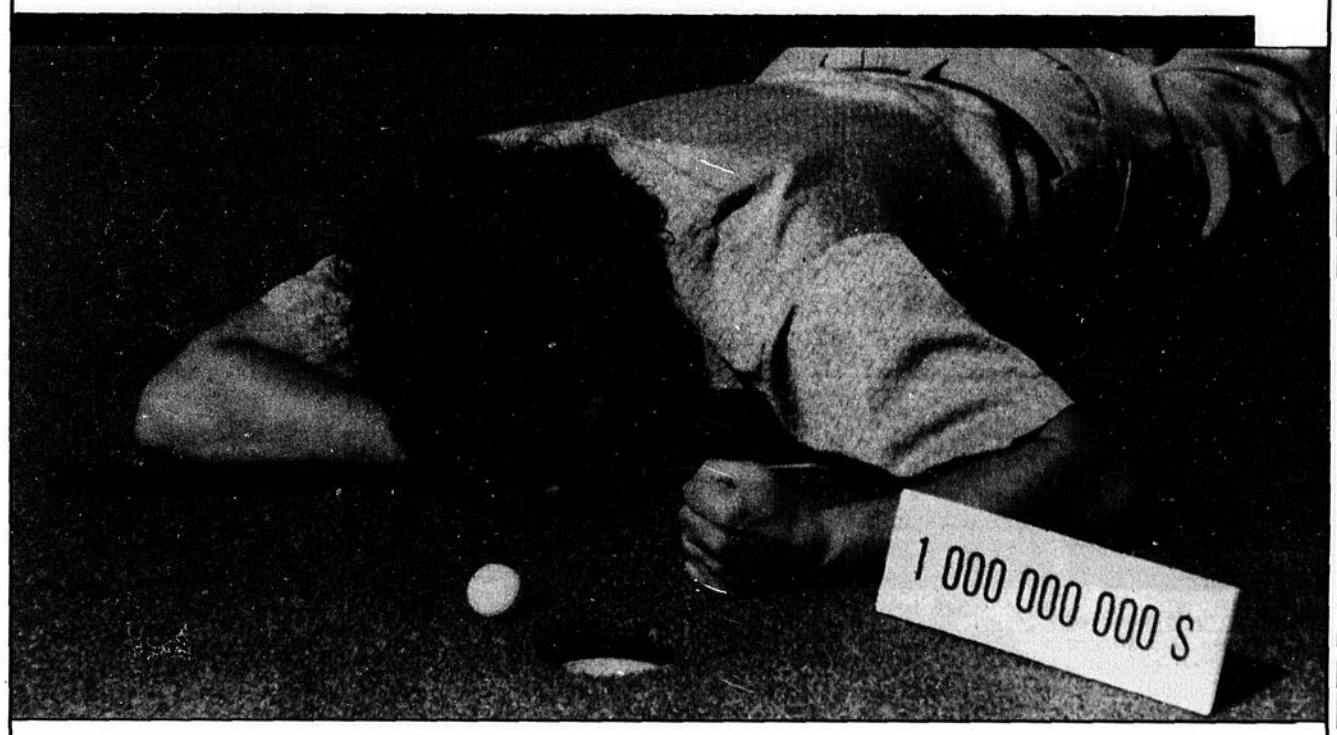
UTILISATION DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION VÊTEMENT ET BONNETERIE

	1984	1985
4e trimestre	96,1 %	—
3e trimestre	94,4 %	96%
2e trimestre	91,5 %	90,6 %
1er trimestre	89,3 %	90,3 %

** Ces chiffres comprennent les secteurs des bas et chaussettes, la bonnetterie, les vêtements pour hommes, femmes et enfants, les articles de fourrure et les sous-vêtements.*

Source: Statistique Canada
Tableau: LES AFFAIRES

Visez juste



L'OUTAOUAIS

- L'agglomération urbaine de Gatineau-Hull-Aylmer est la troisième en importance au Québec.
- En incluant Ottawa, elle constitue la quatrième plus grande agglomération urbaine au Canada.
- Le gouvernement fédéral achète 1 000 000 000 $ par année en biens et services dans la région.
- On dispose de quatre parcs industriels majeurs et de plusieurs zones industrielles capables d'accueillir des entreprises innovatrices.

POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC :

Franco Materazzi, directeur
Service du développement industriel et commercial

25, rue Laurier
C.P. 1666
Hull (Québec)
J8X 3Y5
(819) 770-1500

Société d'aménagement de l'Outaouais
Gouvernement du Québec

Selon l'Association des manufacturiers de chaussures du Canada

La levée des quotas d'importation sur les chaussures: perte de milliers d'emplois

L'annonce, le 20 novembre dernier, par M. **James Kelleher,** ministre du **Commerce extérieur,** de l'abolition des quotas sur l'importation de chaussures pour hommes et l'étalement sur trois ans de l'élimination des quotas sur les chaussures de dames et de fillettes, a créé bien des remous dans l'industrie canadienne de la chaussure.

La position de M. **Jean-Guy Maheu,** président de l'**Association des manufacturiers de chaussures du Canada** (AMCC) face à l'abolition des quotas peut se résumer par les constats suivants présentés dans un communiqué de l'association: "la levée des contingentements amènera les détaillants à augmenter leur volume d'importations; des fabricants pourraient devenir des importateurs; la répercussion la plus importante serait la perte d'emplois chez les travailleurs canadiens de la chaussure".

L'industrie canadienne de la chaussure emploie environ 16 000 personnes au pays dont près de la moitié au Québec. Ce chiffre comprend 12 000 emplois directs et 4 000 emplois reliés aux fournisseurs de l'industrie de la chaussure (tanneries, matériel, machinerie).

L'AMCC soutient que les contingentements globaux sur toutes les chaussures sont nécessaires pour préserver une industrie qui doit s'adapter à un environnement défavorable. "Nous estimons les pertes qui seront subies en termes de salaires seulement à 300 M$ par année; à ceci il faut ajouter les coûts directs des prestations sociales (assurance-chômage et bien-être social à être versés aux travailleurs et à leur famille) que le Congrès du travail du Canada évalue à 350 M$ par année", déclarait M. Maheu après l'annonce de l'abolition de quotas par M. Kelleher.

M. Kelleher soutient, quant à lui, que les fabricants de la chaussure continueront de bénéficier des effets d'un tarif douanier de 23 % pour les chaussures importées. Les plus importants exportateurs de chaussures sont: l'Italie, la Corée du Sud, Taïwan et le Brésil.

L'AMCC souligne dans l'un de ses communiqués aux médias, qu'aux États-Unis, où il y a un marché de 235 millions de consommateurs, l'abolition du contingentement a fait baisser la part de marché des industries locales de 49 à 22 %.

Les demandes de l'industrie canadienne de la chaussure telles que formulées par l'AMCC se résume comme ceci: les manufacturiers veulent un système de contrôle efficace des importations pour une période minimale de cinq ans leur assurant 50 % du marché canadien de la chaussure, ce qui leur permettrait d'augmenter l'utilisation de leur capacité de production et d'investir dans la nouvelle technologie de pointe.

Il se vend environ 100 millions de paires de chaussures au Canada annuellement (caoutchouc, bottes, sandales, souliers de sports et spécialisés, etc.). En 1985, les importations ont représenté 62 % des ventes globales.

Cent soixante manufacturiers de chaussures font affaires au Canada. En 1985, 83 de ceux-ci se retrouvaient au Québec et en Ontario. Quelques grands manufacturiers dominent le marché de la chaussure (Sears, 18 % du marché canadien; Kinney, 18 %; Eaton, 4-6 %; Simpsons, 4-6 %; La Baie, 4-6 %).

Un intervenant optimiste

M. **Yves Martineau** designer de chaussures et directeur au conseil d'administration du **Centre de promotion de la mode de Montréal,** secteur des chaussures, est de son côté beaucoup plus optimiste face à l'avenir de cette industrie.

M. Martineau croit que certains fabricants ont déjà réagi à la concurrence étrangère en lançant une série de mini-collections tout au long de la saison plutôt qu'une seule collection au début de la saison comme ils le faisaient auparavant. Les détaillants peuvent ainsi modifier leurs vitrines plus fréquemment, ce qui stimule l'achat.



M. Yves Martineau, designer de chaussures et directeur du c.a. du Centre de promotion de la mode de Montréal: lancer une série de mini-collections tout au long de la saison plutôt qu'une seule collection au début de la saison.

Deux phénomènes se produisent actuellement dans l'industrie de la chaussure pour faire face à la concurrence étrangère, selon M. Martineau: les manufacturiers de chaussures haut de gamme orientent leurs efforts vers la flexibilité (la production de petites séries de différentes couleurs et talons) tandis que les manufacturiers de chaussures de bas de gamme concentrent leurs efforts sur la mécanisation de leurs opérations afin d'abaisser leurs coûts de production. (Conception et production assistées par ordinateur).

Dans la région de Québec par exemple un regroupement de cinq entreprises oeuvrant dans la chaussure a été formé afin de partager les coûts d'achat d'un système de conception assistée par ordinateur. Il s'agit des manufacturiers Bastien, Grenico, Chaussures Faber, Katerina et Souliers Lavallée. Le regroupement permet de maximiser l'utilisation de l'appareil pour le développement et la production de nouveaux produits.

L'appareil sophistiqué est installé dans un local loué par les cinq entreprises. Un "pool" de transport existait déjà entre ces entreprises pour la distribution de leurs produits. Deux techniciens ont été engagés en commun par les cinq entreprises pour opérer l'appareil.

"Ce type d'expérience devrait être répété dans d'autres régions. Il est plus que temps que les entreprises de la chaussure mettent leurs ressources en commun pour faire face à la concurrence étrangère. Traditionnellement, les fabricants se concurrencent entre eux", soutient M. Martineau.

"Dans le haut de gamme, par exemple, il est important pour les fabricants de réduire leurs délais de livraison de 6-8 semaines actuellement à 3-4 semaines afin d'offrir aux détaillants un service plus rapide que ne le peuvent les pays exportateurs", a expliqué aux AFFAIRES M. Martineau.

Dans la chaussure pour hommes, M. Martineau croit que l'épuration s'est déjà faite. Le peu de manufacturiers qui restent dans ce secteur (Unico, Corbeil, H.H. Brown, etc.) sont bien implantés et réagissent rapidement aux tendances de la mode.

M. Martineau insiste que les quotas auront un impact sur les manufacturiers qui ne se sont pas préparés à l'éventualité de la levée des contingentements.

DOMINIQUE BEAUCHAMP

MERCURIADES 86

FINALISTES

dans 4 des 16 catégories

Mercure de la fabrication
Bestar ltée - Lac Mégantic
Ciments Canada Lafarge ltée - St-Constant
Fromages Saputo ltée (Les) - St-Léonard
Groupe Canam-Manac inc. (Le) - St-Georges-de-Beauce
Rougier Inc. (R.) - Montréal

Mercure de la production primaire
Dolbec et leurs entreprises - St-Ubald
Laboratoire Thermyc Canada inc. - Victoriaville
Office général des eaux minérales ltée - Montréal
Pêcheries commerciales Soucy ltée - Sept-Îles

Mercure de l'entreprise de services (tertiaire)
Design Communications Nolin Larosée et associés inc. - Montréal
Gestion Montemurro - Rouyn
Groupe Cegerco inc. - Montréal
Hôtels F.L. ltée (Sheraton) (Les) - Laval
LGS Conseillers en informatique inc. -Montréal
St-Pierre inc. (Francine) - Québec

Mercure des services financiers
Banque Nationale du Canada - Montréal
Geoffrion, Leclerc inc. - Montréal
McNeil, Mantha inc. - Montréal
Société d'investissements Desjardins - Montréal
SSQ, mutuelle d'assurance groupe - Ste-Foy

Les gagnants dans chaque catégorie seront dévoilés le **samedi, 15 février 1986** à la Place des Arts.
Le **GALA** des **MERCURIADES**, événement regroupant les gens d'affaires de tout le Québec.
Les places sont limitées, réservez dès maintenant.

Pour réservations: Chambre de Commerce du Québec 844-9571 ou 1-800-361-2669.

En collaboration avec le journal LES AFFAIRES et Bell Canada.

TW
LES PRODUITS MÉTALLIQUES
TRU-WAY INC.,
au service de l'industrie depuis 1955
FOURS INDUSTRIELS DE TOUT GENRE
ET AMÉNAGEMENT DE LIGNE DE PEINTURE
CONCEPTION — CONSTRUCTION —
INSTALLATION — ENTRETIEN
Téléphone: (514) 481-8141 Télex: 055-62171
55 Milton, Ville St-Pierre, Qc, H8R 1K6

COMMERCE INTERNATIONAL DE LA CHAUSSURE*
(en millions de paires)

	1984	1985(1)
importations	61 360	36 194
exportations	3 403	1 605

** Ces chiffres incluent les bottes, chaussures de sport et spécialisées*
(1) période de janvier à juin 1985

Source: Institut canadien du cuir et de la chaussure (FLICC)
Tableau: LES AFFAIRES

Les médias électroniques permettent l'expansion de l'industrie de l'imprimerie

Grugeant graduellement le terrain des médias écrits, les médias électroniques n'en contribuent pas moins à l'essor de l'imprimé au Québec et dans l'ensemble du monde occidental. Car la rapide croissance de l'électronique a paradoxalement entraîné une augmentation des besoins en matière d'imprimés, notamment par la création de nouveaux besoins plus spécifiques.

La montée de l'électronique ne remet donc aucunement en cause les fondements de l'industrie de l'édition et de l'impression dont la croissance devrait continuer de dépasser celle de l'économie prise globalement.

Telles sont les grandes conclusions tirées d'une étude réalisée par le Service des études économiques de la **Banque nationale du Canada.**

De l'avis de la directrice de l'**Association des Arts graphiques du Québec,** madame **Hélène Lagadec,** l'industrie de l'imprimerie commerciale a connu une excellente année en 1985, une performance qui devrait se poursuivre tout au cours de 1986. C'est notamment dans le domaine de la production d'imprimés publicitaires et d'ouvrages pour l'édition que le volume connaîtra ses meilleures performances, indique l'étude réalisée par la Banque Nationale.

Ralentissement prévu

Tant dans le secteur de l'édition que celui de l'impression commerciale, les taux de croissance sont traditionnellement supérieurs à l'ensemble de l'économie. Une large part des prévisionnistes nord-américains prévoient un certain ralentissement de l'économie d'ici la fin de 1986.

"Dans ce contexte particulier, analyse le rapport de la Banque Nationale, les industries de l'impression commerciale et de l'édition ne devraient pas connaître trop de difficultés mais plutôt un ralentissement de leur croissance...", qui ne devait pas susciter d'inquiétudes.

Selon cette même étude, ce sont les revenus publicitaires qui constituent, depuis la fin de la récession en particulier, la principale source d'alimentation des revenus des médias imprimés. Pour l'année 1985, **MacLean Hunter** avait prévu une croissance d'environ 10 %. On s'est également rendu compte que les médias écrits autres que les journaux ont connu une meilleure croissance des revenus en publicité.

"Parmi les médias écrits, observe l'étude de la Banque nationale, la publicité s'est déplacée des quotidiens vers les périodiques plus ou moins spécialisés et vers les autres journaux".

Les hebdos régionaux québécois tenteront d'ailleurs en ouvrant des bureaux à Toronto au cours de 1986 d'augmenter leur part de publicité nationale.

Publicité profitable

Madame Lagadec, de l'Association des Arts Graphiques, un organisme qui chapeaute l'industrie de l'imprimerie commerciale, a estimé que l'augmentation des revenus en publicité dans les médias allaient profiter à l'ensemble de l'industrie de l'imprimerie. De plus en plus, selon elle, il y a de travaux de couleur à effectuer.

"Mais cela demande un équipement plus sophistiqué et ces nouvelles presses doivent fonctionner de façon rentable car elles coûtent cher", a-t-elle précisé.

Madame Lagadec a soulevé le fait que l'industrie de l'imprimerie avait dû procéder, depuis la récession, à une rationalisation de sa gestion et de sa production, en accélérant notamment l'acquisition de nouvelles technologies d'impression informatisées. "Les équipements sont plus sophistiqués. Maintenant, nous pouvont tout faire".

L'imprimerie est devenue un secteur technologique sophistiqué. "C'est le même métier, mais tout se fait plus rapidement. Nous vivons des périodes de bouleversement dans le secteur de l'imprimerie, a expliqué madame Lagadec. Des métiers traditionnels ont disparu et d'autres vont disparaître. Nous assistons dans le domaine de l'imprimerie à une transformation structurelle de la main-d'oeuvre. Ce qui ne se traduira pas nécessairement par une perte d'emplois".

La directrice de l'AAGQ a cité en exemple la quasi-total disparition des typographes avec l'arrivée de l'impression offset.

Phénomène des fusions

Elle a également révélé que l'industrie de l'imprimerie était marquée par le phénomène des fusions de compagnies qui s'accentue depuis la récession. "Ce phénomène touche les firmes de taille moyenne. Leurs frais d'exploitation sont plus élevés et une fusion ou une intégration permet de les réduire. Les entreprises cherchent à se consolider et à compléter la chaîne de production", a-t-elle précisé.

De son avis, ces tendances devraient se maintenir encore au cours de l'année 1986.

Enfin, les exportations ont grimpé rapidement au cours des dernières années et il existe pour les années à venir un "énorme potentiel" additionnel que les grands groupes convoitent autant par leurs ventes que par l'achat d'entreprises outre frontière, a estimé la Banque nationale.

SERGE FORTIN

Repartez à neuf!

Consolidez vos dettes et repartez du bon pied.

Trop d'emprunts... trop de paiements... on n'en finit plus!

Les dirigeants d'entreprise perdent souvent un temps précieux à chercher des solutions à court terme quand il suffit parfois d'allonger la période d'amortissement.

Consolidez!

RoyNat refinancera vos dettes et vous consentira un prêt convenant à vos besoins et à votre capacité de remboursement.

Ainsi, vous pourrez investir votre temps dans ce que vous savez faire le mieux.

RoyNat

FINANCER VOS AFFAIRES, C'EST NOTRE AFFAIRE.



Publicité: concilier les coûts élevés de l'exportation et la baisse de revenus

Après une décennie de croissance exceptionnelle, les agences de publicité du Québec se retrouvent maintenant devant une situation difficile. Elles doivent, pour continuer leur expansion, commencer à développer des marchés extérieurs, avec les coûts considérables que cela représente, tout en supportant une baisse inévitable de leurs revenus sur le marché intérieur.

C'est ce qui ressort de deux entrevues accordées aux AFFAIRES, l'une par M. **Jean-Claude Duclos,** président du **Conseil des agences de publicité du Québec,** et M. **Jean-Luc Trahan,** président du **Publicité-Club de Montréal.**

Il y a dix ans, pour chaque dollar dépensé en publicité par un annonceur, 0,90 $ passaient dans les mains des agences de publicité. En 1985, seulement 0,50 $ sont encore sous le contrôle des agences qui ont dû abandonner 0,40 $ par dollar aux petites entreprises spécialisées en communications. Selon M. Duclos, cette part attribuée aux entreprises spécialisées devrait continuer de s'accroître au cours des prochaines années.

La plupart des agences de publicité n'ont pas vu venir les coups et elles ont été assez maladroites à développer des services connexes à la publicité, estime M. Duclos, vice-président et directeur général de l'agence de publicité **Dialogue.**

Cette négligence des agences à développer des services connexes indépendants s'explique: cela coûtait cher et risquait par surcroît de leur faire concurrence. Mais les agences de publicité ont fini par perdre beaucoup plus d'argent qu'elles s'attendaient aux mains de ces services spécialisés.

Faute de pouvoir concurrencer ces services externes, les agences de publicité doivent donc chercher maintenant à les intégrer en créant des filiales indépendantes ou en prenant des ententes de réciprocité avec des maisons spécialisées, tout en acceptant l'érosion inévitable de leur marché, a dit M. Duclos.

Mais en plus de cette diminution de leurs revenus, les agences sont acculées à des exigences de qualité sans cesse croissantes de la part des annonceurs. Concilier les deux ne sera pas facile, estime M. Duclos.

''Un annonceur national dont le budget de publicité est de 1 M$, par exemple, en donnera les trois quarts à une agence de Toronto et le quart à une agence de Montréal en général. Cela veut dire qu'avec des revenus de 37 500 $ (commission de 15 %), l'agence montréalaise devra fournir la même qualité de services que l'agence de Toronto qui retirera 112 500 $ de revenus, a expliqué M. Duclos. De plus, comme l'offre de spécialistes est plus rare au Québec à cause du bassin de population plus petit, l'agence de publicité de Montréal doit payer plus cher ses employés que l'agence de Toronto. La situation n'est donc pas favorable à l'expansion des agences.''

L'exportation

Pour ces raisons, M. Trahan estime que le temps est venu pour certaines agences du Québec de mettre le cap sur l'étranger. ''Après avoir difficilement convaincu les annonceurs nationaux de faire produire au Québec la publicité destinée aux Québécois, les agences de publicité du Québec doivent maintenant leur prouver qu'elles peuvent faire autre chose que du folklore'', a-t-il fait remarquer.

Dans une optique de rationalisation des dépenses, les annonceurs internationaux ont tendance à ne plus utiliser qu'une seule agence pour le monde entier au lieu d'une agence dans chaque région du globe. ''Un ''Big Mac'' à Paris, à New York ou à Montréal, c'est la même chose, croit M. Trahan. Si une agence de chez nous peut faire la publicité du ''Big Mac'' au Québec, elle pourrait probablement le faire aussi au niveau international.''

''Il y a de plus en plus de produits vendus internationalement et les agences québécoises doivent maintenant sortir de leur chasse gardée et aller prendre leur part de ce nouveau marché'', a déclaré M. Trahan, président de l'agence **Trahan, McLauchlan, mohr, Massey Communications inc.**

Ce ne sera pas facile, croit de son côté M. Duclos, qui a fait remarquer qu'il y a peut-être plus de personnes qui travaillent seulement sur le compte international des **Restaurants MacDonald,** par exemple, que n'en compte au total la plus importante agence de Montréal. Il souligne toutefois que sans remonter jusqu'à la source, des agences du Québec peuvent sans doute aspirer à une meilleure position dans le processus d'attribution des comptes d'annonceurs internationaux.

''Les agences du Québec se sont battues pendant des années, ajoute M. Trahan, pour convaincre les annonceurs nationaux que la publicité diffusée au Québec devait être produite au Québec. Mais la publicité globale remet toute cette notion sur le marché inernational sans régresser sur le marché intérieur. Le défi est de taille mais nous sommes en situation privilégiée au Québec parce qu'il y a une barrière linguistique et culturelle par rapport aux États-Unis alors que la porte du Canada anglais est pratiquement grande ouverte à l'amélioration.''

Un futur festival de la publicité

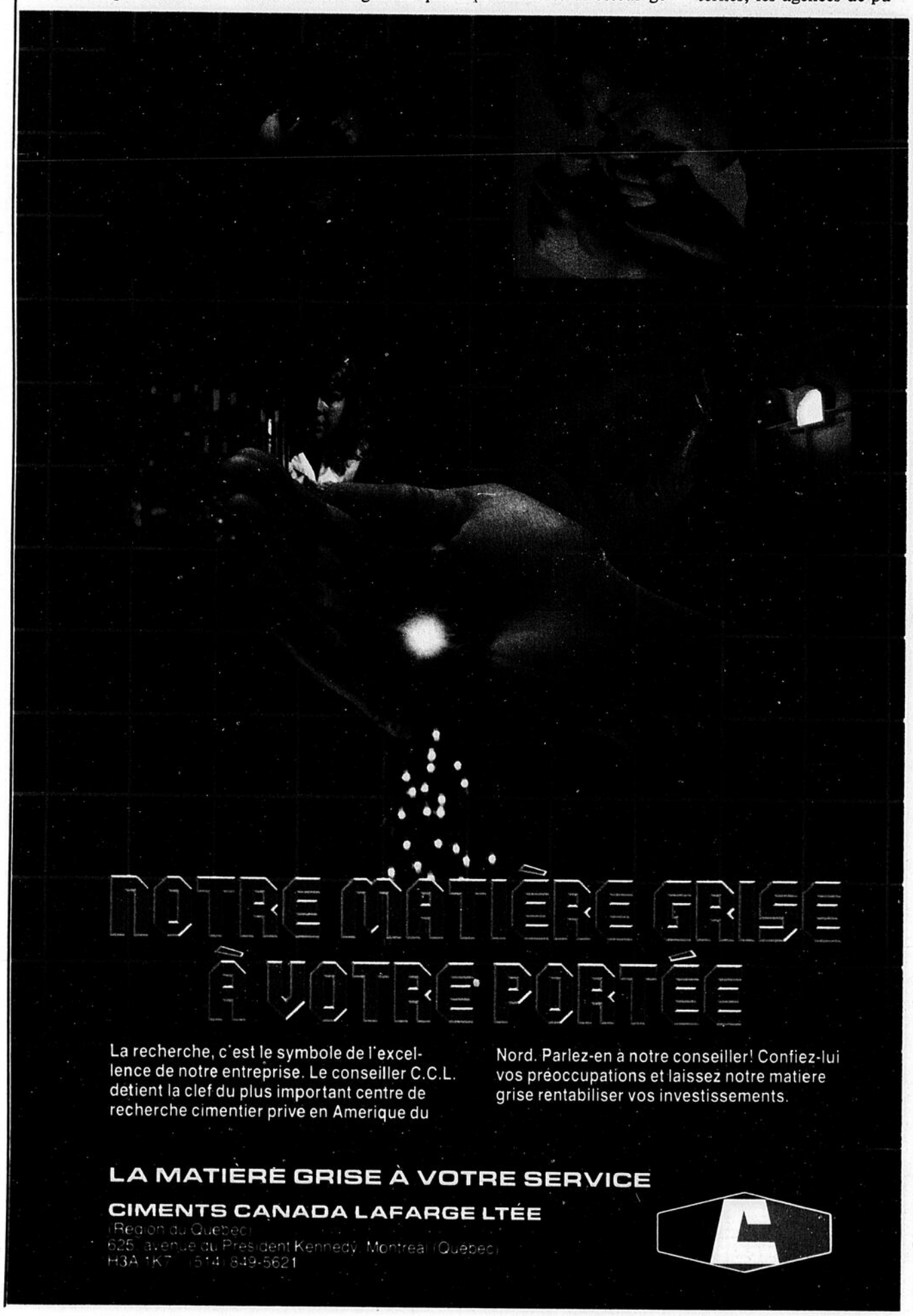
M. Trahan a confirmé la nouvelle publiée dans le journal LES AFFAIRES du 21 décembre: Montréal aura son propre **Festival international de la publicité française.**

Ce festival se tiendra durant quelques jours à compter du 4 octobre 1986. Il présentera un concours qui opposera les gagnants de la revue française spécialisée **Stratégie** et les récipiendaires des Coqs, les prix qui sont remis annuellement par le Publicité-Club de Montréal.

Ce sommet qui prendra la forme d'ateliers et de séminaires aura pour but d'accroître le rayonnement international des agences de publicité du Québec et de favoriser les échanges de réciprocité avec des agences d'autres pays.

De plus, le Publicité-Club prévoit mettre en activité au cours de 1986 son Centre d'information et de documentation.

DOMINIQUE FROMENT



Quand on *bureautique,* on communique.

Comment joindre les deux bouts



Quand on dirige une entreprise où la qualité des échanges d'information est vitale,
il est important de savoir joindre les deux bouts: celui de l'informatique et celui des communications.
À Bell Canada, nous croyons qu'il ne suffit pas d'automatiser certaines activités de bureau,
d'informatiser telle ou telle tâche ou tel ou tel service. La *bureautique intégrée,* elle, permet la transmission
de la voix, du texte, des données et de l'image et met en rapport les personnes,
où qu'elles se trouvent, avec l'ensemble des systèmes et des activités informatisées.
Car l'élément dynamique de la bureautique, c'est la communication.
Chez Bell, nous pensons que toute information doit se trouver instantanément là où elle est utile,
quand elle est utile. C'est ainsi que la *bureautique intégrée* de Bell peut aider votre
entreprise à accomplir de véritables prodiges en matière d'efficacité.
À Bell Canada, vous trouverez un savoir-faire inégalé dans le domaine des communications,
une maîtrise consacrée des technologies d'avant-garde, et des experts-conseils qui sauront analyser
vos besoins et leur apporter des solutions efficaces.
Avec Bell, la *bureautique intégrée* devient facile... Il suffit de composer le

1 800 361-BELL

L'efficacité passe par Bell

Bell

L'automobile en 1985-1986

Les ventes dépassent le record de 1978

Dans son ensemble, l'industrie automobile mondiale a réalisé une excellente performance pour l'année-modèle 1985. Au Canada, par exemple, ce sont 1 090 000 modèles neufs qui ont trouvé preneur, ce qui dépasse de peu le record de 1 014 000 ventes établi en 1978. Les ventes d'utilitaires furent également très bonnes, puisque les 377 000 camionnettes et fourgonnettes écoulées sur notre marché égalent presque le record de 385 000 ventes, atteint en 1979.

Par ailleurs, le contingentement des importations, en plus d'être arbitraire, entraîne quelques conséquences négatives: la rareté de certains modèles très en demande pousse les constructeurs à augmenter les prix, leurs rivaux font de même, et finalement, la majorité des modèles sont vendus à des prix supérieurs à ce que l'on retrouverait dans une véritable économie de marché.

Le facteur démographique est sans doute le plus important: la proportion de personnes se situant dans la tranche d'âge des 20-40 ans, celle où l'on retrouve la plus forte proportion de conducteurs, est exceptionnellement élevée, puisqu'aucune grande guerre n'est venue endeuiller les statistiques des grands pays occidentaux depuis 1945. Cela explique que, malgré le taux important de chômeurs, on parvienne toujours à trouver un grand nombre d'acheteurs.

L'existence de marchés "ouverts" et lucratifs est également nécessaire à l'essor de l'industrie automobile. Ces marchés, ce sont essentiellement les États-Unis et, à un moindre titre, le Canada, qui présentent à la fois un fort taux de motorisation, des barrières tarifaires et administratives plutôt réduites et des devises relativement fortes et stables. La suppression de ces marchés conduirait les constructeurs, et notamment les Japonais, à ne produire que des modèles fort peu prestigieux, car, dans bien des cas, le marché local de ces constructeurs est absolument incapable d'assimiler les automobiles qui font la joie et la fierté de certains automobilistes nord-américains.

Finalement, le facteur le plus déterminant est sans doute la qualité montante des modèles actuels. Après les années noires de 1968 à 1978, période pendant laquelle de nombreux fabricants se sont consacrés aux seuls problèmes de pare-chocs et d'anti-pollution, on assiste actuellement à une offensive sur tous les fronts: recherche et développement perçoivent des sommes exorbitantes chez la plupart des constructeurs, et les services de marketing travaillent eux aussi à une cadence soutenue. Trois phénomènes sont à l'ordre du jour; ce sont:

- la "mondialisation" des produits: de plus en plus, les modèles disponibles sur nos marchés constituent un cocktail des divisions mondiales des grands constructeurs: moteurs brésiliens (GM, Ford), ou français (Chrysler), boîtes de vitesses françaises (Ford) ou japonaises (GM, Ford) sont disponibles depuis quelques années sur les modèles vendus ici. Il ne fait nul doute que cette tendance se poursuivra et que l'on diminuera le prix de revient en faisant fabriquer les éléments là où la main-d'oeuvre est la moins coûteuse. La présence de la Corée s'intensifiera sûrement et les articles en provenance de Taïwan feront leur apparition sous peu.

- la segmentation des marchés: pendant longtemps, les grands constructeurs se sont bornés, soit à produire une voiture pour M. Tout-le-Monde, soit à fabriquer en très petite série des modèles fort coûteux pour les "grands" de ce monde. Dorénavant, on cherche à identifier des sous-groupes sociaux et à produire à leur intention un modèle, voire toute une gamme. C'est ainsi que les BMW s'adressent aux cadres en priorité ou que l'ensemble de la gamme Honda est conçue pour plaire aux "yuppies" (jeunes, urbains, membres des professions libérales). Si les sous-compactes et la plupart des compactes sont toujours conçues pour la plus grande masse des automobilistes, un nombre croissant de modèles vise un public-cible plus restreint; c'est le cas, par exemple, des "commuter cars" ou suburbaines, des biplaces économiques sans véritables prétentions sportives, des mini-fourgonnettes pour les rares familles nombreuses qui subsistent, ou de certains modèles Audi qui conviennent particulièrement aux skieurs...

- L'innovation technologique: quoi qu'on en dise, l'innovation a encore sa place dans l'automobile et il est assez étonnant de lire que l'automobile n'est plus un secteur de pointe. Parmi les éléments dont l'introduction est toute récente, citons l'ordinateur (de contrôle du moteur, de voyage, de carrosserie, polyvalent), la CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur), la robotisation des chaînes souples, capable de passer d'un modèle à un autre en quelques minutes, la traction intégrale (4 x 4), l'injection électronique directe et séquentielle, l'ABS (freins anti-blocage), les suspensions à gaz sous pression (ou à sacs gonflables commandés par ordinateur), les ressorts en fibre de verre, en matière plastique ou en matériaux composites, l'usage des silicones dans la métallurgie, les tableaux de bord électroniques, le turbocompresseur, les échangeurs thermiques...

D'autres éléments, plus traditionnels, subissent un raffinement constant et nettement perceptible; ce sont par exemple les pneus, les lubrifiants, l'ergonomie des intérieurs, l'aérodynamisme, les colles, revêtements anti-corrosion, peintures, etc. Finalement, d'autres nouveautés sont encore sur les tables à dessin, mais devraient faire leur apparition sous peu: éléments de moteur ou de turbocompresseur en céramique, moteurs modulaires, boîtes automatiques à rapport variable en continu, contrôle total de la traction et peut-être l'ordinateur anti-embouteillage ou anti-collision.

Somme toute, loin d'être en perte de vitesse, l'automobile manifeste une vitalité de tous les instants et, pour peu qu'on lui en donne la chance, elle devrait conserver sa bonne santé pour l'année-modèle 1986. Les chiffres de 1986 seront sans doute moins grandiloquents que ceux de 1985, car l'année 1985 a été relativement longue suite au retard de nombreux modèles 1986, et puis le taux de saturation du marché a sans doute grimpé lors de l'année écoulée. Mais, si l'ensemble de l'économie se comporte à peu près honorablement et si les approvisionnements en essence restent stables, l'automobile devrait connaître une autre bonne année en 1986.

MARC BELVA

(Collaboration spéciale)

Les bonnes performances de l'immobilier résidentiel notées en 85 se poursuivront

SERGE TRUFFAUT

■ En 1984, le marché résidentiel au Canada fut excellent et voilà que l'année 1985 s'avère toute aussi florissante. **M. Paul Vallé**, vice-président des services résidentiels chez **Royal Lepage**, a déclaré, lors d'une allocution au **Centre-Sheraton** de Montréal, ''qu'en 1985 le volume des ventes a augmenté de 5 % à 50 % à travers le Canada. À Montréal, nous croyons que le nombre de ventes enregistrées en 1985 aura progressé de 30 % par rapport à l'an dernier''.

1985

Selon une étude de la maison de courtage immobilier **Le Permanent**, l'augmentation moyenne des prix dans l'ensemble du Canada, ''a été respectivement de 7,2 % pour la maison de ville, 7,5 % pour le bungalow et de 6 % pour la maison de luxe à deux étages''.

Si présentement l'optimisme est de rigueur dans le monde de l'immobilier, si les performances de 1985 par rapport à 1984 sont dans l'ensemble très positives, certaines régions n'ont pas encore retrouvé le niveau de 1981. C'est le cas de la Colombie-Britannique et de l'Alberta ainsi que de certains quartiers de Toronto.

Dans les deux provinces de l'ouest, et selon le dernier rapport trimestriel de Royal Lepage aucune des municipalités n'a rattrappé les pertes encourues lors de la flambée des taux en 1982. Par exemple, le prix moyen d'une maison à deux étages à Beddington, dans Calgary, qui était de 166 000 $ en 1981 est actuellement à 116 000 $, une perte de 30 %. À Richmond, dans la région du grand Vancouver, les bungalow évalués à 110 000 $ en 1981, sont côtés à 82 000 $ en 1985, un manque à gagner de 32 000 $. Et pourtant, selon M. Vallé, ces régions, ''ont connu en 1985 un net revirement. À Calgary et à Edmonton, on s'attend à ce que le volume des ventes augmentent de 40 % à 50 % cette année''.

En Ontario, ce phénomène est beaucoup plus rare. Les propriétés, dans leur très grande majorité, ont dépassé le niveau de 1981. Seules Thornill et Don Mills trainent de l'arrière par rapport à 1981. Quant aux municipalités du Québec et des provinces maritimes étudiées par Royal Lepage, elles ont toutes sans exception dépassé la valeur de 1981.

Si dans son ensemble, le marché résidentiel a connu une bonne année dans toutes les régions du pays comparativement à 1984, c'est grâce à la baisse et à la stabilisation des taux d'intérêts.

A ce facteur, **M. George J. Cormack**, président de Royal Lepage pour les services immobiliers, ajoute dans son bilan de l'année celui du, ''lent redressement de l'économie sur lequel repose la confiance des consommateurs, et les prix des maisons qui sont demeurés stables et raisonnables depuis quelques années''.

L'année qui s'achève aura été marquée du sceau de la jeunesse. Selon une étude de Royal Lepage, 70 % des acheteurs avaient moins de 40 ans et près de 30 %, moins de 30 ans. De plus, un acheteur sur quatre vit seul. Cela devrait confirmer avec plus d'incidence la place du condominium dans la mosaïque de l'habitat.

Précisions globales

Dans un communiqué, **M. William A. Dima**, président et directeur général de Royal Lepage, prévoit que ''les taux d'intérêts diminueront probablement au cours des six à huit prochains mois. On pourrait connaître un taux préférentiel de 10 %. On peut s'attendre également à ce que les taux d'intérêts hypothécaires diminuent légèrement''.

M. Dima base sa prédiction en stipulant que ''le taux d'inflation sera certainement inférieur à 5 %, il se maintiendra vraisemblablement autour de 4,5 %. Quant au taux de chômage, il ne descendra pas en dessous de 10 %.

Le volume des ventes des maisons déjà existantes devrait augmenter en 1986, pour l'ensemble du Canada, de 15 % par rapport à 1985. Selon les provinces, ce taux variera entre 4 % et 30 %. A Montréal, cette hausse devrait, selon Royal Lepage, être plus marquée. Quant au prix de vente moyen d'une maison au Canada, il augmentera de 3 000 $, passant de 79 000 $ cette année à 82 000 $ en 1986.

Prévisions par villes

À Vancouver, la forte performance de 1985 se poursuivra en 1986. Le volume des ventes progressera de 10 % et le prix moyen de vente excédera de peu l'inflation pour se fixer à 6 %. Conséquemment, le prix moyen passerait de 116 000 $ en 1985 à 123 000 $.

À Calgary, le nombre de maisons saisies mises sur le marché déclinera sensiblement grâce ''à la stabilité économique engendrée par les changements apportés à la politique énergétique'', a noté Royal Lepage. Le prix de vente moyen devrait augmenter de 4 %, passant de 83 000 $ à 86 000 $ en 1986. À Saskatoon, Regina et Winnipeg, le prix de ventre progressera respectivement, de 3 %, 4 % et 6 %.

À Toronto, l'année 1986 devrait être aussi intense que 1985. Le niveau des ventes devrait grimper de 20 %. Quant au prix de vente global des maisons à Toronto, il augmenterait de 5 % pour passer de 107 500 $ en 1985 à 113 000 $.

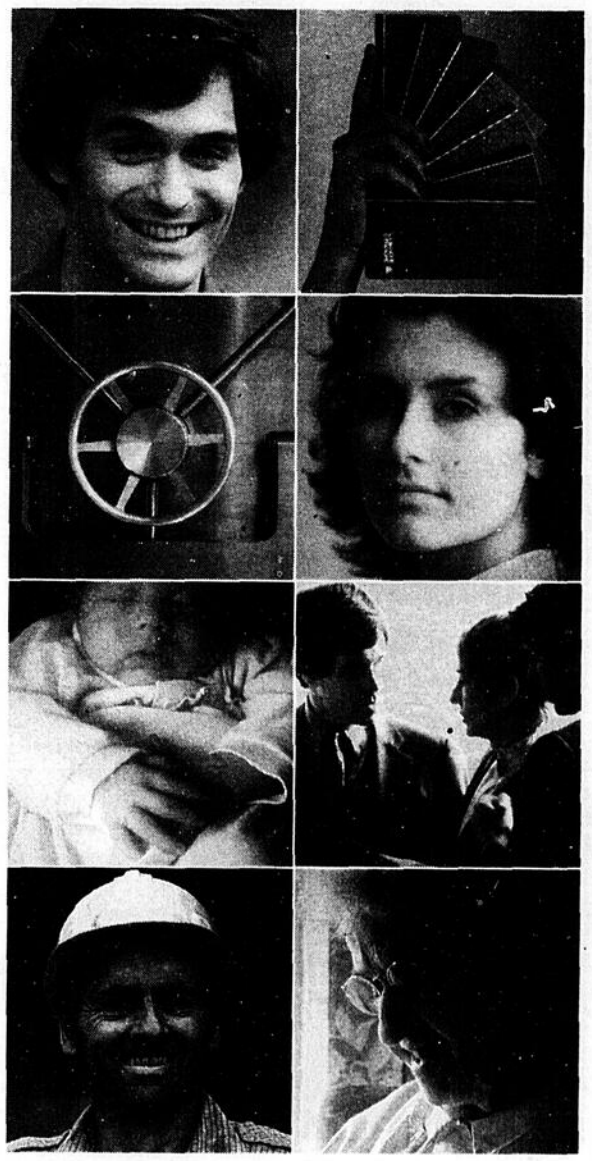
Montréal

Lors de son allocution, M. Vallé a avancé, ''qu'à Montréal les prix progresseraient d'environ 5 % au cours de l'année qui vient et que le volume des ventes serait lui aussi supérieur à 5 %''. Ainsi, le prix moyen d'une maison atteindrait 72 000 $ soit une hausse de 3 500 $ par rapport aux 68 500 de 1985.

Quant aux volume des ventes, si aucun chiffre de base n'a été avancé par Royal Lepage, les calculs de la **Chambre d'immeuble de Montréal** sur le premier semestre 1985 révéle que la valeur totale des transactions atteignaient 723 428 000 $ comparativement à 505 782 000 $ pour la même période en 1984, une augmentation de 42 %.

Pour atteindre ce chiffre pas moins de 10 064 transactions avaient été finalisées tant dans le commercial que dans le résidentiel. Ce dernier secteur s'est accaparé, comme d'habitude, la part de lion avec une somme de 651 795 000 $. Reste maintenant à connaître les résultats du dernier semestre.

Les gens qui voient à leurs affaires savent reconnaître une banque faite pour eux.



Les gens d'aujourd'hui exigent d'une banque des produits plus variés, en même temps que des services mieux adaptés à leur mode de vie. Exactement ce que leur offre La Banque d'Épargne.

La Banque d'Épargne s'emploie d'abord et avant tout à servir les particuliers. On s'en rend compte par les produits qu'elle offre à ses clients pour leur permettre de réaliser des objectifs financiers personnels: Régimes enregistrés d'épargne-retraite, placements à court et à long terme, prêts à la consommation, prêts-auto, prêts hypothécaires, comptes à intérêt quotidien, etc. Cela se voit aussi à l'installation de nouveaux caissiers automatiques, à leur facilité d'accès et à l'expansion de son réseau de succursales. Cette attention prioritaire accordée aux particuliers a permis à La Banque d'Épargne de connaître, en 1985, une croissance de son actif supérieure à la moyenne des banques canadiennes.

La Banque d'Épargne est une banque québécoise, fondée en 1846. Elle oriente ses activités vers le développement de services financiers intégrés.

Le succès de La Banque d'Épargne démontre que les gens d'aujourd'hui savent réussir en affaires.

La banque personnelle

LA BANQUE D'ÉPARGNE

À Montréal, dans l'immobilier commercial

De 11,3 %, le taux de vacance atteindra 12 % en 1986

■ Le taux de vacance global des édifices à bureaux montréalais de classe A et B a diminué de 3,7 % au cours de l'année 1985. De 15 % en décembre 1984, ce taux a légèrement baissé au cours du premier semestre 1985 pour se fixer à 14 % en juin dernier. Aujourd'hui, et grâce à une réduction de 2,7 % durant les six derniers mois, il se maintient à 11,3 %.

À cet effet, la dernière étude sur les édifices du centre-ville réalisée par M. **Rodney Birrell**, vice-président au marketing pour la **Société immobilière Devencore**, indique que ce taux de vacance de 11,3 % représente une superficie de 3 506 000 pieds carrés disponibles sur un total de 31 374 000. En 1985, le volume d'espaces absorbés a été, d'après M. **Jean-Louis Burgos**, vice-président chez **Royal Lepage**, d'un million de pieds carrés.

Si ce taux de 11,3 % reste élevé par rapport au standard, qu'on situe à 7 ou 8 %, il faut préciser qu'il y a, aujourd'hui encore, un certain déséquilibre. En effet, entre 1980 et 1985, 14 immeubles totalisant 5 500 000 pieds carrés d'espaces neufs sont arrivés sur le marché; près de 725 000 pieds carrés ou 13,25 % sont à louer.

Or, quatre de ces immeubles n'ont pas moins de 568 000 pieds carrés de libres. Par exemple, la **Tour de la Banque Nationale**, sur une superficie de 700 000 pieds, dispose encore de 224 000 pieds, la **Place Air Canada**, sur un total de 510 000, en propose encore 123 000. Bref, si on excluait ces quatre édifices, M. Birrell estime que le taux de vacance de ce groupe de 14 immeubles serait de 4,5 % seulement.

En ce qui concerne plus précisément ces quatre bâtiments, M. Birrell écrit dans son rapport: ''On peut donc s'attendre à ce qu'ils essaient d'attirer d'éventuels locataires par des loyers moins chers, plutôt que par la possibilité d'un pignon sur rue. Ces bureaux ont ceci de commun avec les anciens bureaux de classe A qu'ils n'empêchent pas la demande pour d'autres bureaux neufs de premier ordre''.

Autrement dit, l'élaboration de nouveaux projets ne devrait pas être ralentie, à la condition qu'ils soient situés dans l'axe Place Ville-Marie, McGill-College, Sherbrooke ou à sa périphérie. Comme l'a constaté M. **David Hanna**, professeur de géographie urbaine à l'**UQAM**, ''de 1980 à 1983, on a assisté à une vague conservatrice sur l'emplacement; on se concentre dans des endroits sûrs, et 1985 n'a fait que confirmer cette tendance''.

''Cette nouvelle vague de conservatisme spatial mais d'architecture avant-gardiste devrait se poursuivre jusqu'en 1987-1988. Il faut rappeler qu'au cours des années soixante et soixante-dix l'approche était tout à fait différente. On étendait le centre-ville (**Complexe Desjardins, Place Dupuis, Plaza Alexis-Nihon**) mais l'architecture était, elle, conservatrice''.

Prévisions pour 1986

Le taux de vacance sera affecté en 1986 par l'injection de 1 230 000 pieds carrés de bureaux neufs. Lors d'une allocution au Centre Sheraton, M. Burgos a déclaré ''qu'en tenant compte d'une absorption de 800 000 pieds carrés, on prévoit un taux de 12 %'', environ 0,7 % de plus qu'en décembre 1985.

Les 1 230 000 pieds carrés correspondent très exactement à l'achèvement des trois projets suivants: la **Laurentienne**, sur le boulevard Dorchester au coin de Peel, avec 580 000 pieds, la **Tour Industrielle-Vie**, sur Mc Gill, avec 350 000 pieds et la **Plaza Alexis-Nihon** qui, entièrement rénovée, offre 300 000 pieds. Dans les deux premiers cas, l'étude de M. Birrell stipule qu'il ne reste au total que 100 000 pieds à louer. Mieux, M. Burgos, dans le bilan de 1985, note que ''l'immeuble **Marathon-Lavalin-La Laurentienne** est entièrement loué''.

Si l'on s'en tient aux analyses de Royal Lepage, le taux de vacance devrait varier entre 9 % et 10 % pour les édifices de classe A et atteindrait 14 % pour la classe B.

Actuellement, le prix net du pied carré est de 14 $ à 18 $ pour la classe A; parfois il en coûte jusqu'à 22 $. Dans la classe B, la location est de 6 $ à 12 $. Si ces taux ont peu évolué au cours des deux dernières années, il faut s'attendre à plus de fermeté dans les négociations de la part des locateurs.

''De plus en plus, a commenté M. Burgos, on voit que les prix s'affermissent. Les incitations telles que les clés en main, les termes de loyers gratuits et les déboursés par les propriétaires de certaines obligations du bail du locataire sont des items qui deviennent moins négociables''. D'autant plus qu'il y aura moins d'espaces neufs disponibles introduits en 1986 qu'en 1984 ou 1985.

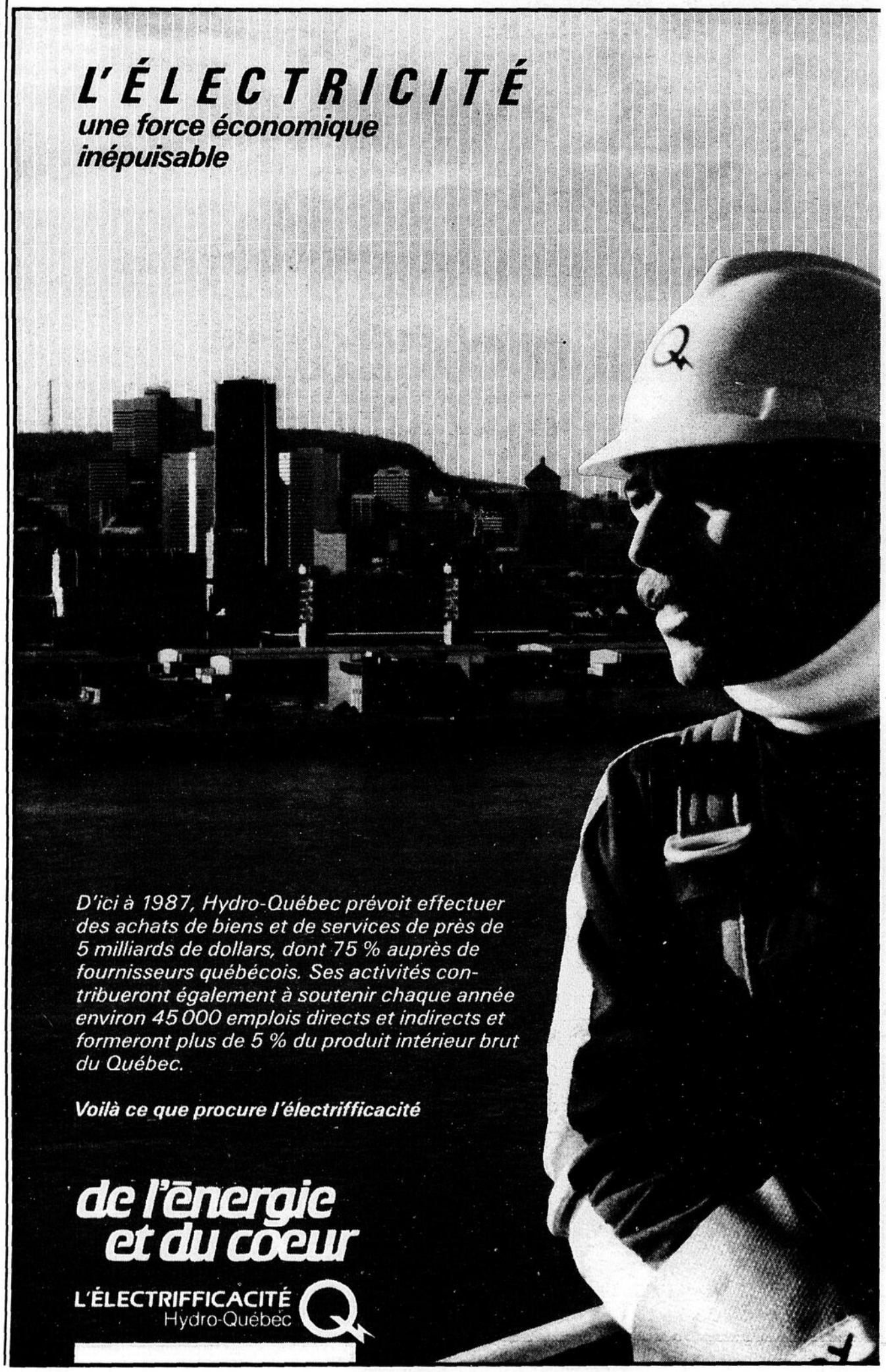
Dans une forte proportion, les nouveaux immeubles ont attiré des locataires plus anciens n'offrant pas les possibilités d'expansion, le même degré d'efficacité ni la même visibilité. En ce qui concerne ce dernier aspect, on ne soupçonne pas l'importance qu'on lui accorde au strict plan du marketing depuis quelques années déjà.

Quant aux possibilités d'expansion, il faut savoir que l'amélioration générale de l'immobilier commercial s'est effectuée grâce aux entreprises locales qui, en grand nombre, ont déménagé afin d'utiliser, plus d'espaces qu'auparavant. Et cela s'est fait, surtout, dans ce fameux groupe de 14 édifices du centre-ville.

Conséquemment, il y a dans bon nombre d'immeubles de grande qualité mais construits depuis quelques années, d'importants blocs de bureaux de qualité encore inoccupés. Cette disponibilité devrait suffire aux besoins de la nouvelle génération d'entreprises. ''A court terme, on pourra louer pour 12 $ à 16 $ le pied carré des bureaux de qualité dans des immeubles de premier ordre extrêmement bien situés mais moins récents'', selon M. Birrell.

L'année qui s'achève aura également été marquée par la rénovation. Après l'édifice **Sun Life**, voilà que l'**Hôtel Windsor** sera totalement transformé en édifice à bureaux par les **Fonds FIC**, une filiale du **Groupe La Laurentienne**.

SERGE TRUFFAUT



DELTA 88

Voici le tout nouveau membre de la famille Oldsmobile.

Pour 1986, Oldsmobile a entièrement redessiné la Delta 88 afin de la rendre encore meilleure. Elle est maintenant plus allongée et plus aérodynamique, avec traction avant offrant une maniabilité excellente. Elle conserve toutefois un intérieur spacieux et de grand confort pour 6 personnes. Ainsi, le nouveau membre de la famille Oldsmobile est encore plus indiqué que jamais pour votre famille.

Une expérience unique

Oldsmobile



LES AFFAIRES, samedi 25 janvier 1985 - CAHIER SPÉCIAL $-36

L'UNIVERSITÉ POPULAIRE
et la
CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
présentent

C'EST LE TEMPS D'INVESTIR!

5e Anniversaire!

SALON DE L'ÉPARGNE-PLACEMENTS

CHANGEZ VOTRE STRATÉGIE DE PLACEMENTS:

Intérêts sur compte d'épargne	6%
Moins impôts*	– 3%
Moins inflation	– 4%
Rendement réel	**– 1%**

(*Impôts calculés sur un revenu imposable de 20,000$, l'exemption de revenus d'intérêts ayant été utilisée).



ABRIS FISCAUX

★ Épargne-retraite
★ Épargne-actions

PROGRAMME D'ACTIVITÉS DU SALON

★ Parquet de la Bourse de Montréal
★ Clinique de consultations sur les régimes d'épargne-actions
★ Clubs d'investissement
★ Conférences sur les compagnies inscrites à la Bourse
★ Conseils gratuits des notaires C.A. et évaluateurs agrées.
★ Clinique sur les propriétés à revenus
★ Supermarché d'hypothèques
★ Mini-théâtre sur l'immobilier
★ **Retraite et pré-retraite:** Conférences gratuites dans l'atelier de l'ACCAP

CONCOURS



★ **25 000$ d'or** offert par McLeod
★ **5 000$ d'actions** offert par la Corporation Financière du St-Laurent
★ Plusieurs **régimes d'épargne retraite** à gagner

LIQUIDITÉS

★ Certificats de dépôts
★ Obligations d'épargne

IMMOBILIER

★ Résidences
★ Propriétés à revenus

BOURSE

★ Actions
★ Obligations



BILLETS À MOITIÉ PRIX EN VENTE DÈS MAINTENANT

(dans les Caisses Populaires Desjardins et dans les succursales de la Banque Nationale et la Banque d'Épargne)

7 au 11 FÉVRIER PLACE BONAVENTURE

VENDREDI AU DIMANCHE 12h à 22h — LUNDI, MARDI 10h à 22h

la presse
CKAC 73
CFTM 10 LA TÉLÉVISION DE MONTRÉAL

GRAPHISME AVANT-PREMIERE

La distribution alimentaire au Québec a été secouée par de nouvelles directions

L'année 1985 aura été fertile dans le secteur de l'alimentation au Québec. En effet, de nombreux changements de direction sont survenus chez les trois grands de la distribution alimentaire: **Provigo, Métro-Richelieu** et **Steinberg,** pendant que le quatrième, **Hudon & Deaudelin,** continue discrètement d'élargir sa part de marché au détriment d'un peu tout le monde.

Les principaux changements de direction ont eu lieu dans les états majors des trois grands. Ces changements de personnel de haute direction ont à leur tour entraîné des changements de stratégie et d'orientation, de vocation et de positionnement sur le marché.

Provigo

C'est sans doute le leader, Provigo, qui a subi les changements les plus profonds. Le départ du père spirituel, M. **Antoine Turmel,** a donné lieu à une chaude lutte pour la succession, la direction de l'entreprise favorisant la candidature de M. **Pierre Lessard,** les actionnaires majoritaires préférant celle d'un nouveau venu dans le secteur, M. **Pierre Lortie.**

C'est finalement M. Lortie, l'ancien président de la **Bourse de Montréal,** qui l'a emporté, et M. Lessard a quitté pour aller s'occuper de ses affaires personnelles chez **Télé-Capitale,** après avoir assuré une transition harmonieuse des pouvoirs. M. **Paul Gobeil,** homme de confiance de M. Lessard, a aussi quitté Provigo pour aller s'occuper du **Trésor,** comme ministre dans le nouveau gouvernement québécois.

La **Caisse de dépôt et placement,** principal actionnaire de Provigo, a également entrepris de céder sa position de contrôle à un jeune holding québécois, **Unigesco,** et à son président, M. **Bertin Nadeau,** nouvelle coqueluche des milieux financiers québécois.

Avec le duo Nadeau-Lortie, Provigo a entrepris de réduire sa dépendance du secteur alimentaire où la stagnation de la population amène inévitablement des taux de croissance très faibles. De la distribution alimentaire, Provigo élargit son champ d'action à la distribution tout court, en augmentant par exemple sa participation dans **Distribution aux consommateurs.** En anglais, la règle se dit: "Avoid marketing myopia." On n'a certainement pas fini d'en voir les conséquences au cours des prochaines années.

Métro-Richelieu

Le numéro 2 de la distribution alimentaire québécoise a connu lui aussi sa part de chambardements: changement à la présidence, dégraissage de l'appareil de direction, consolidation de la structure financière.

À cause de sa formule de propriété coopérative, la chaîne des **Épiciers Unis Métro-Richelieu** était sans doute l'organisation la plus mal capitalisée au Québec, compte tenu de sa taille. En acceptant de convertir en capital stable leurs dividendes à recevoir, les membres-propriétaires ont sans doute renforcer la structure, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour que cette organisation soit aussi bien capitalisée que ses concurrentes.

Un autre changement significatif chez Métro-Richelieu vient du retour au bercail de M. **Gaétan Frigon,** l'ancien et le nouveau vice-président au marketing, dont le mandat consiste à repositionner la chaîne sur le marché et à stabiliser son image de marque.

La nomination d'une nouvelle porte-parole, **Mme Marguerite Blais,** en succession de **M. Gaston L'Heureux,** et la mise sur pied d'une campagne de promotion et de publicité extrêmement dynamique ont marqué la volonté du groupe de consolider sa seconde place sur le marché québécois. L'implication communautaire avec des organismes comme **Centraide** accentue la vocation d'épiciers plutôt que d'épiceries des établissements Métro-Richelieu.

Steinberg

L'ancien numéro 1 de l'alimentation québécoise a continué lui aussi d'innover afin de reprendre le leadership, sinon la première place, sur le marché.

Sous la direction de M. **Irving Ludmer** et de M. **Jean-Roch Vachon,** revenu lui aussi au bercail après un séjour chez Métro-Richelieu, Steinberg a entrepris la rénovation de son réseau de supermarchés, le développement de nouveaux concepts tels les **5 Saisons** (fruits et légumes) et les **Price Clubs** importés des États-Unis.

En un an, le titre de Steinberg a doublé de valeur en bourse, tant est grande la réputation de M. Ludmer et la profondeur des changements qu'il a entrepris immédiatement à son arrivée à la barre. Plusieurs analystes financiers continuent d'ailleurs de croire que le titre de Steinberg n'a pas encore fini de reprendre sa pleine valeur véritable.

L'avenir

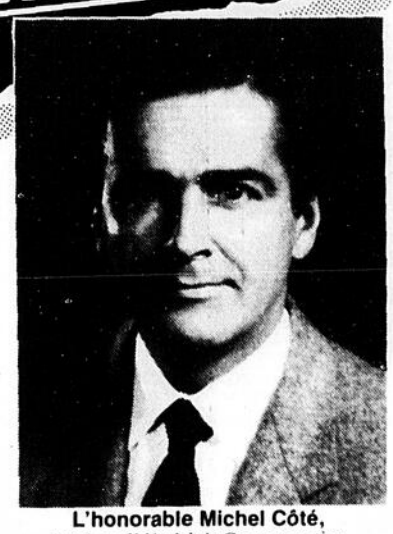
D'autres changements importants restent à venir chez Steinberg: une solution au problème de non rentabilité des magasins **Miracle Mart,** la cession en franchise des magasins dans certaines régions où des propriétaires-exploitants sont mieux en mesure que des gérants d'en faire des unités profitables.

Steinberg et Provigo n'ont pas fini d'innover et d'intéresser les investisseurs en bourse. Métro-Richelieu pourrait bien aussi les rejoindre dans le marché boursier en 1986: cela aiderait encore à l'amélioration de sa structure financière, sans compter les énormes avantages que procure à ce genre d'entreprise le statut de compagnie publique, en terme de visibilité. **Alligro,** le dernier né dans le secteur, a déjà compris le système.

ANDRÉ HAINS

JOIGNEZ-VOUS AUX 200 000 LECTEURS DU JOURNAL LES AFFAIRES POUR BÂTIR L'AVENIR ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Vivre L'ÉVÉNEMENT



L'honorable Michel Côté,
Ministre fédéral de la Consommation et des Corporations

DÉJEUNER-CAUSERIE

Le mardi 28 janvier 1986 à midi
Hôtel Le Reine Élizabeth, Grand Salon
Prix d'entrée: 30 $

L'honorable Michel Côté, a intitulé son allocution: "Une loi sur la faillite remodelée et adaptée aux besoins actuels"

Prochain conférencier: M. Pierre Lortie
Président et chef de la direction Provigo Inc.
Mardi 4 février 1986
Hôtel Méridien

La Chambre de commerce de Montréal

Renseignements et réservations: Louise Lauzon, 288-9090

Vos REÉR tripleront-ils d'ici 1997? Les nôtres le feront... c'est garanti.

Tout ce qu'il y a de plus vrai! Et ce, grâce aux Sentinels de Wood Gundy.

Un RÉER de 2000 $ aura grimpé à 6000 $ en tout juste 11 ans*. Garanti! C'est là toute la beauté des Sentinels.

Les Sentinels, aussi solides que les gouvernements, absolument sans risque quand ils sont placés jusqu'à échéance dans des comptes à impôt différé. Vous pouvez même profiter d'un vaste choix de dates d'échéance et quelle que soit celle que vous choisirez, c'est à ce moment même que vous obtiendrez votre remise de capital. *C'est garanti.*

Informez-vous davantage au sujet des Sentinels de Wood Gundy. Ça peut transformer une petite somme en un gros lot bien plus vite que vous ne le rêviez possible.

MD Sentinels

* *10,3% composé annuellement. Taux au 18 décembre 1985. Les taux sont sujets à changement.*

Sentinels sont commandites par sept des plus importantes compagnies d'investissement canadiennes.

À: WOOD GUNDY INC., 1 Place Ville-Marie, Suite 3625, Montréal, Québec H3B 3P2
À l'attention de: Wendy Grayson, Service des placements
Téléphone: (514) 879-2600
☐ Veuillez me faire parvenir plus de renseignements sur les suggestions REÉR de Wood Gundy pour 1986.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Prov. _____ Code postal _____

Tél.: _____ affaires _____ résidence

WOOD GUNDY

Si vous comptez déjà parmi les clients de Wood Gundy, veuillez indiquer le nom de votre conseiller _____

Les problèmes et espoirs des minerais et

L'an dernier, il était inquiétant de voir la haute valeur du dollar US et la valeur correspondante du dollar canadien influencer les prix fixés pour l'achat des métaux et minerais exportés du Canada hors de l'Amérique du Nord. Cette inquiétude se confirmait quand on comparait ces prix avec ceux que demandaient nos compétiteurs situés hors du marché nord-américain, ou encore avec les prix que proposaient les pays en voie de développement, donc à monnaie faible, ou avec ceux établis par les pays à économie étatique, donc non soumis aux lois du marché.

Cette année, le dollar US a chuté d'environ 30 %, entraînant avec lui le dollar canadien, descendu encore plus bas. Malgré cela, les prix des métaux sont encore inférieurs à ceux que l'on enregistrait l'an passé. Ils ne se sont pas améliorés à mesure que baissait la valeur du dollar. L'or semble échapper à cette tendance. Il est coté actuellement à environ 20 % au-dessus de ses plus bas prix. Mais il tant remarquer que l'or, de tous les métaux produits au Canada, est le seul qui se comporte comme une monnaie et influence le plus directement la marche du dollar US.

D'où pourra-t-on espérer la lumière au bout de ce tunnel? Qu'est-il donc arrivé pour que les prix des métaux et minerais demeurent si bas et pour que l'industrie minière, une quatrième année consécutive, réalise de si faibles profits? Il faudra sûrement trouver d'autres choses causes que les montée et chute du dollar US pour expliquer les fluctuations des prix des métaux et minerais.

Et ces causes existent. La plus ancienne de ces causes et la plus simple explication de la chute des prix demeurent toujours l'excédent de l'offre sur la demande. Depuis 1982, année de récession, presque tous les métaux produits au Canada, et tout particulièrement ceux qui sont produits au Québec, sont en surabondance. La suractivité des mines et la surproduction de presque toutes les compagnies du monde expliquent cet état de fait. Malgré le leadership, exercé à l'occasion par le Canada, pour contrôler cette production, une production insensible aux lois du marché, de contrôle étatique, sont les causes principales des surplus actuels.

En effet, certains pays se sont intéressés au management des métaux et minerais, se préoccupant beaucoup plus de régler des problèmes de balances de paiement et d'emploi, plutôt que de tenter d'établir une meilleur santé pour leur économie. Il en résulte des pressions constantes sur les marchés où ces producteurs s'efforcent constamment de pousser leurs produits. On assiste immédiatement à une chute des prix.

Alors les autres producteurs habituellement sensibles aux lois du marché redoutent de perdre leurs parts de ventes aux mains de compétiteurs plus agressifs, s'ils exercent des contrôles limitatifs sur leur propre production. Ils redoutent également de voir leur marché réduit sur le plan international. En conséquence, il se produit que chacun pourchasse trop peu de demandes avec

→

Nous finançons BFD

Nous croyons que la multiplication et la prospérité des entreprises sont essentielles au développement de notre société tout entière.

C'est la raison d'être de la BFD.

Besoin de financement?

- Augmentation du fonds de roulement?
- Refinancement?
- Expansion?
- Achat de terrain?
- Construction de bâtisse?
- Renouvellement d'équipement?
- Réparations majeures?
- Recherche et développement?
- Acquisition d'une entreprise?

Toute entreprise, si jeune soit-elle ou même établie solidement, peut avoir besoin d'un coup de pouce. La BFD le sait et se dit prête à intervenir. Comment?

Nous analysons votre projet (viabilité, risques, garanties, rentabilité, etc.) et ensuite nous pouvons vous aider avec des prêts à terme souples et conçus spécialement pour vous. Les prêts à terme de la BFD ne s'arrêtent pas aux taux d'intérêt. Voyez:

- **Prêts à terme jusqu'à 20 ans**
- **Vous avez le choix:**
  - **— taux flottant**
  - **— taux fixe** pour des périodes variables
  - **— combinaison de taux flottant et fixe**
- **Un prêt à taux flottant peut être converti à taux fixe** (au gré de l'emprunteur moyennant des frais minimes).
- **Modalités de remboursement variées et flexibles établies selon la capacité de paiement de l'entreprise:**
  - — versements mensuels
  - — versements saisonniers.

En vous adressant à nous pour du financement, vous pouvez être assuré d'obtenir des conditions avantageuses, souples, et susceptibles de sauvegarder votre marge de manoeuvre nécessaire à la croissance de votre entreprise.

Appelez-nous aujourd'hui. Sans frais.
1-800-361-2126

The Bank offers its services in both official languages.

ON APPUIE VOTRE ENTREPRISE

Banque fédérale de développement
Federal Business Development Bank

Canada

HILTON INTERNATIONAL CANADA

C'est simple: vous vous inscrivez à un hôtel Hilton et nous vous inscrivons à nos Départs Express®. Il vous suffit d'utiliser une carte de crédit reconnue et la nuit précédant votre départ, nous glissons sous votre porte *votre reçu avec votre note détaillée*. Le matin, il ne vous reste plus qu'à déposer votre clé dans la boîte des Départs Express®, dans le hall de l'hôtel.

Avec les Départs Express® de Hilton, plus besoin d'attendre votre tour à la caisse. Ni de patienter jusqu'à l'arrivée de vos reçus. C'est efficace. Et c'est vite.

Pour réserver, appelez votre agent de voyages, le service de réservations Hilton ou tout hôtel Hilton International.

LES *DÉPARTS EXPRESS*® DE HILTON: UN PAS EN AVANT



Saint John, (N.-B.) • Québec • Montréal (Bonaventure)
Montréal Aéroport (Dorval) • Toronto (Harbour Castle) • Toronto Airport • Windsor

OÙ TOUT LE MONDE EST CHEZ SOI™

métaux à la veille de '86

beaucoup trop de produits. Il s'ensuit une chute des prix et les revenus de l'industrie s'amenuisent.

De tout cela, il ressort que les producteurs de métaux et minerais, se coulant l'un et l'autre, perdent de vue le véritable ennemi: la substitution des métaux. Les efforts pour trouver de nouveaux débouchés sur les marchés sont âpres et de plus en plus acharnées à mesure qu'approchent les années '90. Les programmes spaciaux ont généré de nouveaux produits synthétiques, porteurs de propriétés insoupçonnes de souplesse, de résistance à la chaleur, de solidité et de qualités anti-corrosives.

Ces matériaux sont une menace pour les métaux et les minerais traditionnels. Et la lutte ne fait que commencer. La bataille réelle aura lieu dans les années '90. Les traditionnels métaux et minerais doivent, dès maintenant, faire l'objet de recherches pour leur assurer de nouvelles voies, si l'on souhaite protéger et développer leur place sur le marché.

La situation du cuivre

En ce qui concerne le cuivre, la situation s'améliore et '86 pourrait être une meilleure année. L'année '84 avait vu la consommation du cuivre atteindre un record et l'année '85 devait le répéter. Actuellement, les stocks de cuivre diminuent et les inventaires répondent à peine aux demandes des consommateurs, particulièrement aux consommateurs de l'Afrique et à ceux de l'Amérique du Sud. On peut prévoir pour la première moitié de '86 une baisse des stocks de cuivre. Si les demandes se maintiennent au rythme actuel, cette compression pourrait améliorer les prix du cuivre. Ceux-ci atteindraient 70-75$ US la livre.

Les prix ne devraient pas excéder cette marge, compte-tenu d'une disponibilité importante de la capacité de produire, qui pourrait être ré-activée pour des prix excédant 75$. Il semble également, en termes de valeur réelle, que 70-75$ la livre pour le cuivre représente le prix qu'il pourrait atteindre vers les années '90.

L'année '85 réservait d'heureuses nouvelles pour les Québécois. L'exploration minière a mis à jour des sites prometteurs et l'on devrait voir s'ouvrir de nouvelles mines pour remplacer celles qui s'épuiseront à la fin de la présente décennie. En effet, le Québec détient des habiletés technologiques de haut niveau et peut rivaliser, dans le domaine de la production internationale, en ce qui concerne l'exploitation des sites contenant du cuivre, du zinc, aussi bien que de l'or et de l'argent. La province peut affronter le marché sur une base compétitive en termes de valeur ajoutée aux produits.

Les possibilités de traitement du cuivre à Noranda, Gaspé et Montréal totalisent environ 400 000 tonnes annuellement. À Valleyfield, on peut traiter annuellement environ 230 000 tonnes. Le développement de ces possibilités est lié à la découverte de nouvelles mines, aussi bien pour justifier de nouveaux et constants investissements que pour améliorer la technologie et la production. La technologie progresse si rapidement que des complexes miniers, hier à l'avant-garde, sont rapidement démodés, si n'intervient pas un effort soutenu de rajeunissement.

Le zinc et ses enjeux

L'utilisation du zinc dans l'industrie de l'automobile, traitent au zinc l'acier des voitures, lui assurant un développement inespéré. De nouveaux alliages pour le moulage des pièces zinc/aluminium place ce métal en tête des métaux en ce qui a trait à leur emploi dans l'avenir. S'il est un problème pour le zinc, c'est la réticence des producteurs à limiter leur production pour contrôler les surplus de production. Les producteurs de zinc ne réalisent pas que leurs véritables compétiteurs ne sont pas les autres producteurs, mais les producteurs d'autres matériaux qui tentent de leur arracher des marchés. Les producteurs de zinc devraient favoriser un élargissement des champs d'utilisation de ce métal. Des réductions de prix, sous forme d'escomptes, favorisant les recherches en ce domaine, seraient un investissement pour l'ouverture de nouveaux marchés. Aussi longtemps que les producteurs de zinc oublieront ce devoir, ils risquent sérieusement la perte de marchés importants. Et cela, à cause de leur manque d'intérêt pour la technologie, gaspillant leurs énergies à s'entre-arracher les marchés actuels. Si ces attitudes persistent, on ne peut espérer la lumière au bout du tunnel.

Rien ne saurait empêcher le zinc d'atteindre de nouveau les prix que 40-45$ US, à condition que les producteurs retrouvent leur bon sens.

Le plomb

Le plomb a perdu des marchés dans les secteurs de la peinture, de la soudure et de l'essence. Il conquiert cependant des marchés en tant que protecteur contre la radiation et comme matériel d'insonorisation. Il s'impose pour la fabrication des coffres de batteries électriques et rien ne laisse prévoir, pour les quinze prochaines années, qu'il sera remplacé par un meilleur produit. Cependant, il s'avère nécessaire, pour l'industrie du plomb de se concentrer sur les développements technologiques, visant à traiter les problèmes que pose son comportement avec l'environnement. Il faudra, tenant compte de la qualité des milieux de vie, s'assurer de marchés garantis.

On peut raisonnablement envisager, pour le plomb, un prix variant entre 20-25$ US la livre. Il faudra cependant que les producteurs de tous niveaux, renoncent à noyer le marché.

L'or et l'argent

L'or et l'argent sont de première importance pour l'industrie de l'électronique. On peut noter avec intérêt la mise sur pied de méthodes de traitement pour la récupération du matériel de déchet des ordinateurs désuets et des machines similaires éliminées. Régulièrement, on achemine ces produits secondaires vers les usines de Noranda.

Sous forme de pièces d'or ou investie de toutes sortes de manières, on retrouve un bon pourcentage de la production annuelle de l'or aux mains des citoyens. Il s'agit là d'un facteur important assurant la stabilité de l'or. On retrouve ici un objet de préoccupation pour les gens en ce qui a trait à l'inflation et à la valeur du papier monnaie. Ironiquement l'apartheid, responsable de pressions qui causent la montée du prix de l'or, contribuera peut-être à modérer les positions irréductibles du gouvernement de l'Afrique du Sud vis-à-vis ce même apartheid.

La photographie demeure le domaine privilégié de l'argent. La capacité de recycler des vieux films, l'argent utilisé et l'assurance d'un nouveau marché avec les vidéos caméras, ceux-ci recourant toujours à l'argent comme produit de base, il s'impose de développer de nouveaux marchés, tout en conservant les marchés traditionnels. L'on peut encore songer à l'argent pour la frappe de la monnaie, à son utilisation pour les services de table et pour les ustensiles.

Le prix de l'or sera toujours dépendant des fluctuations du dollar US. On peut craindre, avec la chute des prix du pétrole, de voir s'écrouler le prix de l'or. Selon mes prévisions, une chute du dollar US entraînerait une chute plus rapide du prix de l'or, qu'une chute du prix du pétrole n'entraînerait la chute du prix de l'or. Les résultats seraient peut-être les mêmes. Durant les dernières années, l'argent a talonné l'or et l'on peut prévoir la même chose pour l'année 1986.

W.G. WEEKS

M. Weeks est vice-président chez Noranda Sales Corporation.

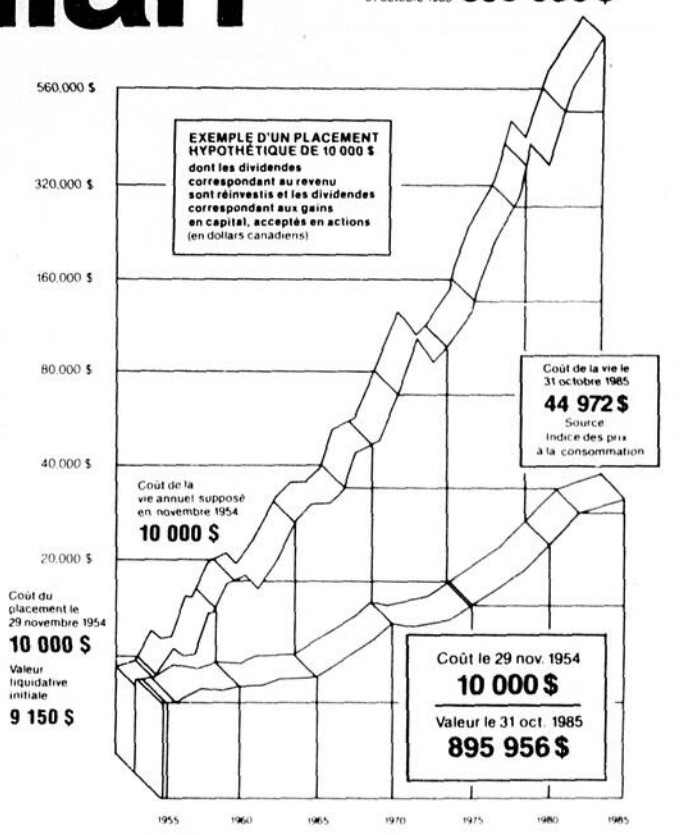
REER • REER • REER • REER • REER

Templeton Canadian Fund

Templeton Canadian Fund a été créé pour satisfaire la demande croissante, de la part des investisseurs canadiens, d'un fonds Templeton admissible au REER.

Suivant les mêmes principes de placement que Templeton Growth Fund, Templeton Canadian Fund investit dans des titres que John Templeton et son équipe d'analystes estiment sous-évalués. Ces actions prennent un certain temps avant d'atteindre leur valeur en Bourse, mais la patience est un atout important dans la méthode de Templeton.

Les performances de Templeton Growth Fund (voir le graphique) prouvent le succès de cette méthode d'investissement. Un placement de 10 000 $ dans le Templeton Growth Fund à ses débuts en 1954 a fini par atteindre 895 956 $ le 31 octobre 1985.



Pour en connaître davantage sur le Templeton Canadian Fund et le Templeton Growth Fund (ce dernier étant admissible à 10% de la partie étrangère autorisée de votre REER autogéré), veuillez communiquer avec le courtier de votre fonds mutuel ou avec:

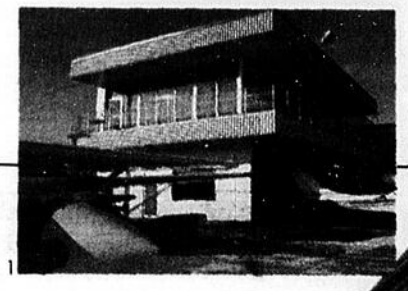
Templeton
...Ça veut tout dire!

Templeton Management Limited,
44 Victoria Street, Suite 1500,
Toronto, Ontario, M5C 1Y2
Telephone: (416) 364-4672

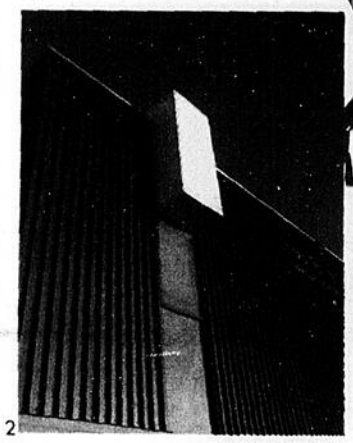
Veuillez me faire parvenir des renseignements sur:
☐ Templeton Growth Fund
☐ Templeton Canadian Fund

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Prov. _____
Téléphone _____
LA

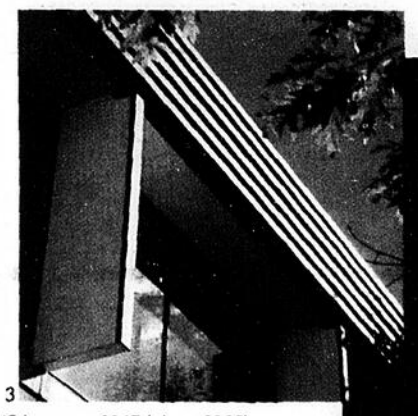
Commercialisé depuis 20 ans, l'acier Stelcolour* demeure le choix idéal!

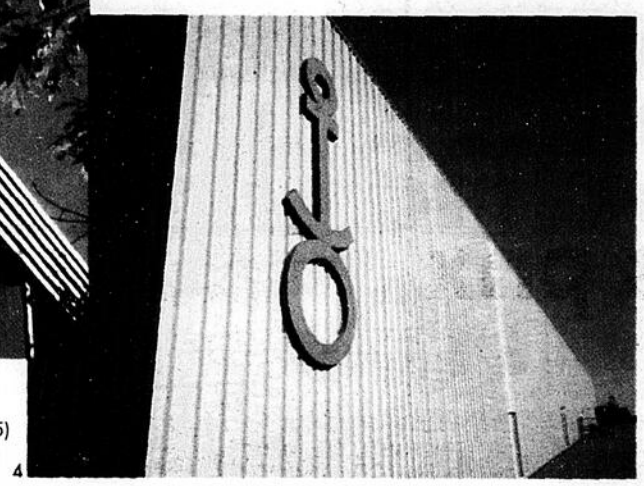


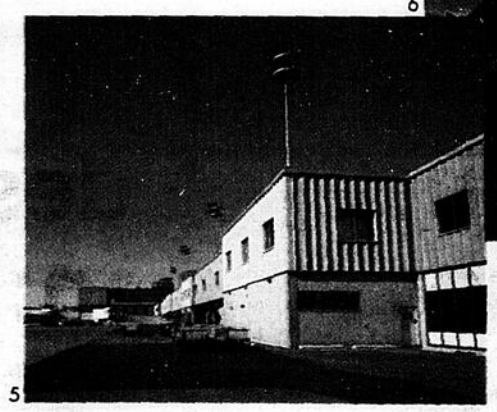


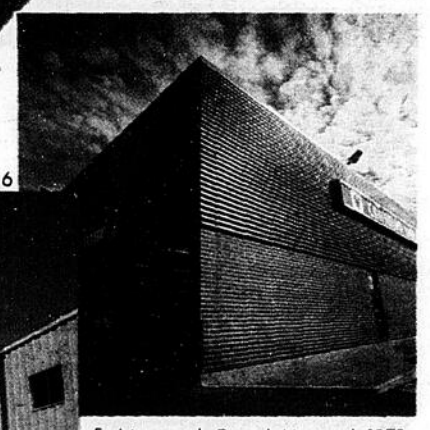












1 Aéro-club d'Edmonton, 1967 (photo 1985)
2 École Jerry Potts, Calgary, 1970 (photo 1985)
3 Oxford University Press, Toronto, 1968 (photo 1985)
4 Kuehne & Nagel International, Toronto, 1973 (photo 1985)
5 Aéroport de Dorval, Montréal, 1973 (photo 1985)
6 Magasin Canadian Tire, Bedford, Nouvelle-Écosse, 1972 (photo 1985)
7 Immeuble Metro One, Halifax, 1972 (photo 1985)

Depuis le milieu des années 1960, partout au Canada l'acier préfini Stelcolour est utilisé comme revêtement durable et attrayant. Grâce à l'amélioration et à l'évolution de la qualité des aciers, la gamme des produits Stelcolour s'est enrichie et compte maintenant les séries 2 000, 5 000 et 10 000, le type Barrière et bientôt la série Métallisée pour répondre aux divers besoins des constructeurs canadiens. Lors du choix d'un revêtement, n'oubliez pas qu'au Canada, l'acier préfini Stelcolour a fait ses preuves «sur le terrain».

Fabrication et R et D de haut calibre



Recherche : la Stelco poursuit ses essais d'exposition prolongée sur l'acier préfini.

Quelles sont les raisons qui expliquent le succès de l'acier Stelcolour? L'excellence de la fabrication appuyée par un personnel chevronné de recherche et de développement. Nous produisons l'acier Stelcolour dans des conditions de fabrication idéales en lui appliquant un revêtement de zinc éprouvé garantissant une remarquable protection contre la rouille. En outre, l'action sacrificielle du zinc assure la protection des tôles en dépit du découpage, du perçage ou des égratignures.

Une protection de longue durée. La preuve est faite.



Gros plan : examen de surface d'un échantillon d'acier préfini Stelcolour.

Des centaines d'immeubles industriels, commerciaux et gouvernementaux sont habillés d'acier préfini Stelcolour présenté suivant une vaste gamme de coloris et de profils. Ce matériau convient comme revêtement traditionnel ou comme élément de murs-rideaux à haut rendement énergétique. Et le tout d'une façon esthétique.

*Marque de commerce déposée

Sur demande, nous vous fournirons toutes les caractéristiques techniques de même que des exemples d'application de l'acier Stelcolour. Stelcolour . . . pour un Canada fort en couleurs.

La Stelco vous fera bénéficier en priorité de toute découverte d'un meilleur revêtement d'acier préfini pour le climat canadien!

stelco

Expédier à: Stelco Inc., Tour Stelco, C.P. 2030, Service «A», Hamilton, Ontario L8N 3T1

Veuillez me faire parvenir de plus amples renseignements sur l'acier Stelcolour.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____ Province _____ Code postal _____

STELCOLOUR

Acier préfini fabriqué par Stelco Inc.

8501/02F